

Luc SMARTH

Professeur de sociologie, Faculté des sciences humaines
Université d'État d'Haïti

(1998)

Les organisations populaires en Haïti

Une étude exploratoire de la zone métropolitaine
de Port-au-Prince

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES

CHICOUTIMI, QUÉBEC

<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25^e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Cette édition électronique a été réalisée par *Rency Inson Michel*, bénévole, étudiant en sociologie à la Faculté des sciences humaines à l'Université d'État d'Haïti et fondateur du Réseau des jeunes bénévoles des Classiques des sciences sociales en Haït, [Page web](#). Courriel: renceyinson@gmail.com
à partir de :

Luc Smarth

Les organisations populaires en Haïti. Une étude exploratoire de la zone métropolitaine de Port-au-Prince.

Port-au-Prince, Haïti : CRES DIP (*Centre de recherches sociales et de diffusion populaire*) et Montréal : CIDIHCA (*Centre international de documentation et d'information haïtienne, caribéenne et afro-canadienne*), 1998, 143 pp.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 17 juin 2018 de diffuser ce mémoire, en accès libre dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriels : Luc Smarth : lucsmarth27@gmail.com
Ricarson DORCE, Dir. Coll. Études haïtiennes : dorce87@yahoo.fr
Florence Piron, prés. Association science et bien commun :
Florence.Piron@com.ulaval.ca

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5" x 11".

Édition numérique réalisée le 3 juillet 2018 à Chicoutimi, Québec.



Merci aux universitaires bénévoles regroupés en association sous le nom de:

Réseau des jeunes bénévoles des Classiques des sciences sociales en Haïti.

Un organisme communautaire œuvrant à la diffusion en libre accès du patrimoine intellectuel haïtien, animé par *Rency Inson Michel* et *Anderson Layann Pierre*.



Page Facebook :

<https://www.facebook.com/Réseau-des-jeunes-bénévoles-des-Classiques-de-sc-soc-en-Haïti-990201527728211/?fref=ts>



Courriels :

Rency Inson Michel : rencyinson@gmail.com

Anderson Laymann Pierre : anderson-pierre59@gmail.com

Ci-contre : la photo de Rency Inson MICHEL.

Un grand merci à [Ricarson DORCÉ](#), directeur de la collection “*Études haïtiennes*”, pour nous avoir prêté son exemplaire de ce livre afin que nous puissions en produire une édition numérique en libre accès à tous dans Les Classiques des sciences sociales.



jean-marie tremblay, C.Q.,
sociologue, fondateur
Les Classiques des sciences sociales,
3 juillet 2018.

Ce texte est diffusé *en partenariat* avec [l'Association science et bien commun](#), présidée par Madame Florence Piron, professeure à l'Université Laval, et [l'Université d'État d'Haïti](#).



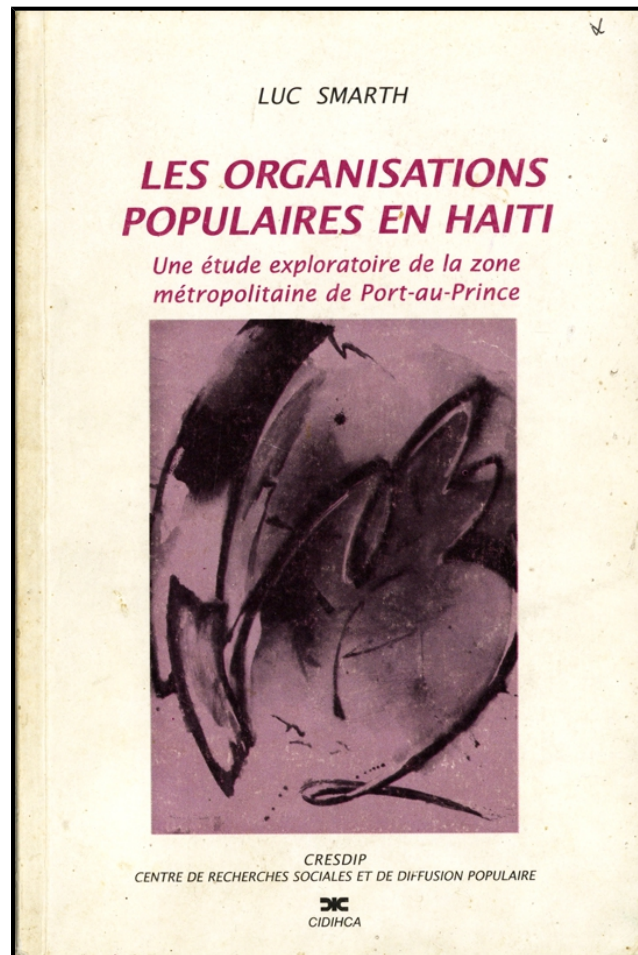
Merci à l'Association d'avoir permis la diffusion de ce livre dans Les Classiques des sciences sociales, grâce à la création de la collection : “*Études haïtiennes*”.

Jean-Marie Tremblay, C.Q.,
Sociologue, professeur associé, [UQAC](#)
fondateur et p.-d.g, [Les Classiques des sciences sociales](#)
3 juillet 2018.

Luc SMARTH

Professeur de sociologie, Faculté des sciences humaines
Université d'État d'Haïti

Les organisations populaires en Haïti.
Une étude exploratoire de la zone métropolitaine
de Port-au-Prince.



Port-au-Prince, Haïti : CRESDIP (*Centre de recherches sociales et de diffusion populaire*) et Montréal : CIDIHCA (*Centre international de documentation et d'information haïtienne, caribéenne et afro-canadienne*), 1998, 143 pp.

Cette publication a été possible
grâce à l'appui financier et technique de
OXFAM AMERICA et OXFAM QUÉBEC

Les organisations populaires en Haïti.
*Une étude exploratoire de la zone métropolitaine
de Port-au-Prince.*

QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

Notre objectif premier est justement de jeter un peu de lumière sur cette énigme que continuent de représenter les organisations populaires et de frayer des pistes d'analyse pour un champ de recherche que nous estimons prometteur des points de vue sociologique, politique et social. Pour que cet objectif soit atteint, le lecteur devra souscrire à cette exigence première d'ordre méthodologique : considérer les organisations populaires comme un type d'organisation de genre nouveau, qui est encore à l'état embryonnaire, en formation, et qui répond à des problèmes d'ordre nouveau, situés dans un monde différent.

Couverture : tableau du peintre Pascal Smarth

Note pour la version numérique : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[143]

Les organisations populaires en Haïti.
*Une étude exploratoire de la zone métropolitaine
de Port-au-Prince.*

Table des matières

[Quatrième de couverture](#)

[Présentation](#) [5]

[Introduction](#) [7]

Chapitre 1. [Les organisations populaires en Amérique Latine et dans la Caraïbe.](#) [13]

Chapitre 2. [Historique du mouvement populaire. Processus de formation des O.P.](#) [33]

Chapitre 3. [Identité et grandes orientations politico-culturelles.](#) [59]

Chapitre 4. [Structure organisationnelle et fonctionnement interne des organisations populaires.](#) [89]

Chapitre 5. [Perspectives et remarques finales](#) [119]

[Repères bibliographiques](#) [139]

[5]

Les organisations populaires en Haïti.
*Une étude exploratoire de la zone métropolitaine
de Port-au-Prince.*

PRÉSENTATION

[Retour à la table des matières](#)

Ce document est la cinquième publication du Centre de Recherches et de Diffusion Populaire (CRESDIP). À l'instar des quatre premières, présentées sous forme de dossiers, il obéit à notre souci d'interprétation et de discussion des grands problèmes de la réalité socio-politique du pays.

Les organisations populaires en Haïti continuent de représenter un casse-tête du point de vue tant politique qu'organisationnel. D'un côté, l'influence considérable de cette nouvelle forme d'action collective sur le mouvement populaire qui a émergé à la chute des Duvalier défie les analyses sociologiques classiques. D'autre part, la survivance même de ces organisations constitue une énigme, vu leur précarité structurelle apparente.

Le CRESDIP à travers cette recherche espère apporter des éléments d'éclaircissement sur ce phénomène qui n'en finit pas d'agir sur le processus politique en cours. Il se propose en même temps de renforcer un de ses axes d'intervention principaux : la recherche, qui mérite une place plus digne dans l'entreprise nationale de démocratisation et de développement socio-économique du pays.

Nous voudrions présenter nos vifs remerciements à tous ceux qui ont contribué à la réalisation de ce travail. Au professeur Michel Hector qui ne nous a jamais marchandé ses orientations d'ordre intellec-

tuel. Aux personnes-ressources qui nous ont encouragés et accepté sans réserve aucune de nous fournir des informations très valables. Aux secrétaires du CRESDIP, Marie Carmelle Jean-Louis et Christine Séraphin, qui ont travaillé assidûment dans la transcription des entrevues. À Lovely Chéry qui nous a mis en contact avec les dirigeants des organisations et nous a assisté dans les entrevues. À Béthie Casty pour nous avoir aussi accompagné dans plusieurs entrevues et participé activement dans le dépouillement de l'information.

Un remerciement spécial va à mon frère Rony, qui a lu le texte et y a apporté des suggestions substantielles et extrêmement valables, et qui n'a cessé de me donner son support moral tout au long de la recherche.

Notre gratitude la plus profonde se dirige naturellement et en premier [6] lieu à tous les militants des organisations populaires qui non seulement nous ont fourni les informations qui soutiennent toute la recherche, mais aussi ont accepté volontiers d'établir avec nous des discussions franches et fructueuses et ont ainsi enrichi notre travail. Nous apprécions, en outre, l'enthousiasme avec lequel ils nous ont stimulé dans la recherche, nous invitant à la poursuivre sans relâche vu, à leur avis, son importance pour les organisations de base en particulier et le mouvement populaire national en général.

Nous ne pourrions passer sous silence le soutien ferme et décisif de Michael Kaufman, alors directeur du Centre de Recherches sur l'Amérique Latine et la Caraïbe (CERLAC) de York University de Toronto, qui a d'ailleurs sensiblement renforcé notre intérêt pour la recherche dans le domaine des mouvements sociaux en Haïti. Ni l'appui financier de la Ford Foundation sans lequel ce travail ne pourrait se réaliser. Le CRESDIP et moi-même personnellement nous en sommes très reconnaissants à Michael et à ces deux institutions.

[7]

Les organisations populaires en Haïti.
*Une étude exploratoire de la zone métropolitaine
de Port-au-Prince.*

INTRODUCTION

"Elle [l'activité politique] fait voir ce qui n'avait pas lieu d'être vu, fait entendre un discours où seul le bruit avait son lieu, fait entendre comme discours ce qui n'était entendu que comme bruit. "

Jacques Rancière, *La Méésentente*

"Il faut une science politique nouvelle à un monde tout nouveau."

Alexis de Tocqueville, *La Démocratie en Amérique*

[Retour à la table des matières](#)

Le moment est passé, me dira-t-on, pour la publication d'un pareil document. En effet, le leitmotiv des organisations populaires, à savoir la contestation nationale et la mobilisation de masses, n'existerait plus. Nous sommes à l'heure de la lutte en vue de la construction et l'institutionnalisation du pays. Les organisations populaires sembleraient donc ne plus être à l'ordre du jour. Elles auraient tout au moins opéré un retrait visible.

En réalité, le moment ne me paraît pas si inadéquat. Tout d'abord, s'il est vrai que la présence des organisations populaires a nettement diminué depuis le retour au pays de l'ex-président Aristide en octobre 1994, il n'est pas moins vrai que de temps à autre elles font entendre fortement leur voix. (Par exemple, pour s'opposer au projet d'ajustement structurel du gouvernement actuel, pour protester contre la cherté du coût de la vie, pour exiger des mesures sévères contre les an-

ciens militaires et macoutes et la révocation d'un maire pour cause de corruption, pour demander la construction d'une route). Les partis politiques, les institutions étatiques, continuent, même si dans une mesure beaucoup moindre, à maintenir des rapports avec elles et même à les "courtiser". Dans les élections des collectivités territoriales à venir, de même que dans l'œuvre de décentralisation, elles auront probablement à jouer un rôle non négligeable.

D'autre part, et surtout, la raison qui a principalement motivé notre recherche demeure inchangée. Il s'agit de l'incompréhension manifeste par rapport au phénomène des organisations populaires. Telle incompréhension s'appuie, dans certains secteurs de la société, sur une sorte de dévalorisation politique de celles-ci, et dans d'autres sur un rejet pur et simple des dites organisations, rejet mêlé de mépris et de peur à la fois.

[8]

Dévalorisation de la part de ceux, militants politiques pour la plupart, qui croient et luttent pour la modernisation du système politique haïtien archaïque et moribond. L'avenir de la démocratie, estiment-ils, repose indubitablement en grande partie sur la structuration et l'organisation de la société civile.

Quant aux mépris, hostilités et craintes, ils sont alimentés par un certain désarroi face à l'avenir provoqué par la situation de crise que connaît le pays depuis le 7 février 1986. Afférés au statu quo, inquiets devant le moindre signe de changement, ils - en particulier les secteurs aisés des couches moyennes - s'opposent à tout ce qui se situe en marge de l'habituel et représente une menace à la "paix sociale". Les "marginaux", considérés gens indisciplinés de nature, tumultueux et "ordinaires" des quartiers populaires et bidonvilles qui composent les organisations populaires ne sont, à leur avis, que des porteurs de violence et de "désordre social".

En revanche, certains secteurs gauchistes, y compris des militants et sympathisants des organisations populaires, ont tendance à surestimer le rôle de ces organisations dans le processus de transformations sociales que vit actuellement Haïti par rapport aux autres acteurs et partisans du changement dans le pays.

Notre objectif premier est justement de jeter un peu de lumière sur cette énigme que continuent de représenter les organisations populaires et de frayer des pistes d'analyse pour un champ de recherche que nous estimons prometteur des points de vue sociologique, politique et social. Pour que cet objectif soit atteint, le lecteur devra souscrire à cette exigence première d'ordre méthodologique : considérer les organisations populaires comme un type d'organisation de genre nouveau, qui est encore à l'état embryonnaire, en formation, et qui répond à des problèmes d'ordre nouveau, situés dans un monde différent.

Tel objectif s'adresse de façon spéciale aux militants mêmes des organisations populaires. Nous serions heureux si le présent travail les aide dans leur pratique de militants, s'il les pousse à en renforcer les côtés positifs et à en corriger les points faibles. Mais nous nous donnerons pour grandement satisfait s'il parvient seulement à les faire réfléchir sur cette pratique, sur sa portée politique, sociale, humaine.

[9]

D'autre part, le lecteur du présent dossier devra s'en tenir aux avertissements suivants. Premièrement, le traitement de l'information et la rédaction du texte furent effectués dans la période du coup d'État. Le contenu de la recherche en porte assurément la marque. Les informations fournies par nos interviewés et les réflexions que nous avons émises au sujet des organisations populaires doivent donc pour pouvoir être productives se situer dans ce cadre historique. Car la nouvelle conjoncture politique initiée avec le retour au pays de l'ex-président Aristide en octobre 1994 a fait surgir de nouveaux défis qui influenceront probablement l'orientation politique et le comportement des organisations.

Un exemple. Le principe d'opposition et d'indépendance vis-à-vis de l'État, si cher aux militants, sera sans doute révisé par plus d'un. Quelques organisations participent actuellement de l'appareil d'État (cette situation existait déjà durant la période de gouvernement d'Aristide d'avant le coup d'État). De même l'attitude de méfiance et de déconsidération à l'endroit des partis politiques : plusieurs organisations populaires maintiennent des liens organiques avec la coalition de partis dénommée "Bò Tab la", noyau politique du présent gouvernement.

Néanmoins, nous nous aventurons à penser que s'il est vrai que telle situation peut apparaître comme un "écart" par rapport à l'image

qu'elles ont projetée, au moins tout au long de notre recherche, la vocation qui, selon nos informateurs, anime profondément les organisations populaires, à savoir "changer l'État", revendiquer et défendre les droits et intérêts des classes opprimées, peut toutefois ne pas en être sérieusement entamée. Tout au moins, une bonne partie d'entre elles se maintient encore en marge de l'appareil d'État, et des partis politiques. D'ailleurs, le fait de travailler avec l'État n'empêche pas certaines organisations de continuer à l'attaquer publiquement et à exiger en même temps de lui qu'il réponde aux doléances des secteurs opprimés.

Deuxièmement, le style même du dossier doit être replacé dans l'atmosphère du coup d'État, atmosphère chargée d'aversion, de tiraillement, d'amertume. Si c'était aujourd'hui que j'avais à produire le document, le ton en serait, très probablement, moins polémique.

Par ailleurs, le document fut rédigé "par saccades", interrompu plusieurs fois pour être repris beaucoup plus tard (le premier jet fut terminé vers septembre 1994 ; les corrections prirent fin pas longtemps [10] avant la publication du document final). La conséquence en est une inégalité dans le style, avec des chapitres moins bien écrits et des passages plus convaincants que d'autres.

Ajoutons pour terminer que la nature du travail elle-même a été modifiée. Celle-ci fut tout d'abord une recherche réalisée entre février 1990 et octobre 1991 par CRES DIP sous le patronnat de CERLAC (Centre de Recherche sur l'Amérique Latine et la Caraïbe) de York University de Toronto, Canada, sur les organisations de base dans plusieurs pays de la région. L'idée est venue par la suite de développer et d'approfondir la recherche initiale.

Quelques indications sur la méthodologie. L'étude se limite aux organisations populaires de la capitale exclusivement. Elle ne comprend pas les organisations populaires des autres villes du pays. (De toutes façons, apparemment il n'existe pas de différences importantes entre les deux types).

Vu l'absence quasi totale de documentation en la matière au moment où nous avons entrepris l'étude, nous avons jugé bon de commencer par des entrevues avec des personnes-ressources de centres d'éducation populaire ou indépendantes qui maintiennent un contact étroit avec les organisations de base. Le but d'une telle démarche était de nous doter d'un minimum d'information susceptible de nous orien-

ter dans les entrevues à réaliser auprès des leaders des organisations populaires. Ces entrevues représentent en réalité notre quasi unique source d'information. Les rares documents internes des organisations, tels que statuts, notes de presse, prises de position face à telle conjoncture politique, n'ont pas apporté une contribution substantielle à notre niveau de connaissance.

Les organisations furent sélectionnées de la manière suivante :

- Les 9 plus grandes organisations populaires de la capitale. Sept d'entre elles furent interviewées avant le coup d'État du 30 septembre 1991. Les deux autres le furent après l'entrée en fonction de Jean-Bertrand Aristide comme Président de la République le 7 février 1991, ce qui nous a permis d'obtenir des informations intéressantes concernant l'orientation idéologique et politique des organisations, en particulier les rapports entre les organisations populaires et l'État.

Ces organisations furent considérées les plus importantes pour ces [11] raisons : elles eurent une productivité politique assez visible ; elles s'étaient maintenues actives sur le terrain avant le coup d'État du 30 septembre 1991 ; elles étaient dotées d'une structure organisationnelle relativement stable et une base militante plus ou moins large et très active :

- 2 organisations populaires qui avaient déjà cessé d'exister lors des entrevues,
- 2 organisations de femmes,
- le père Jean-Bertrand Aristide.

Cette entrevue fut réalisée au mois d'août 1990, avant la proclamation de sa candidature à la présidence de la République au mois d'octobre 1990. Aristide fut l'un des premiers fondateurs des organisations populaires, il avait travaillé avec elles, les connaissait bien et était considéré comme un de leurs idéologues :

- 2 organisations communautaires. Cette catégorie d'organisations fut choisie parce qu'elle permettait de faire ressortir quelques

traits caractéristiques des organisations populaires, vu qu'elle partage avec elles plusieurs de ces traits et s'en différencie sur plusieurs autres,

- 1 comité de quartier, pour les mêmes raisons,
- la Fédération Nationale des Etudiants Haïtiens (FENEH). Elle a travaillé très étroitement avec les organisations populaires et partage leur orientation idéologique,
- 1 organisation syndicale, pour les mêmes raisons.

Les entrevues, 21 au total (y compris 4 avec les personnes-ressources), furent réalisées de façon individuelle, avec une durée moyenne de 90 minutes, sur cassettes. Seulement deux d'entre elles furent collectives ; y participèrent plusieurs dirigeants et quelques militants de la base. D'autre part, elles eurent, dans la totalité des cas un caractère très ouvert, prenant dans la majorité des cas la forme de discussions franches et fructueuses pour les deux parties. Toutefois, elles suivirent toutes un plan bien établi, sur la base d'un questionnaire qui comprend ces éléments d'analyse : le processus de formation et l'histoire de l'organisation ; ses caractéristiques spécifiques ; la composition sociale des leaders ; des militants de base et des sympathisants ; ses activités les plus courantes ; ses rapports avec les autres organisations de masses, avec les partis politiques ; sa position face aux élections, face à l'État, face à la prise du pouvoir politique ; sa structure organisationnelle, le degré de démocratie interne, le comportement des dirigeants et des militants de base vis-à-vis des femmes ; la place des [12] femmes dans la hiérarchie interne ; le rôle des organisations populaires en général dans le mouvement populaire national ; les points forts et les faiblesses dudit mouvement ; les perspectives immédiates et à long terme des organisations populaires.

Signalons pour finir que la recherche du CERLAC prévoyait une étude conjointe pour l'île d'Haïti. À cette fin nous avons effectué deux rencontres avec les responsables de la recherche en République Dominicaine. Nous y avons discuté de la méthodologie à suivre et établi des échanges d'opinion sur les caractéristiques essentielles des organisations populaires des deux pays, sur leurs similarités et leurs spécificités.

Nous tenons à prévenir le lecteur de ne pas considérer le présent travail comme une étude approfondie sur les organisations populaires. En toute sincérité nous le considérons comme une première approximation, à travers un minimum de références d'ordre méthodologique et théorique, d'opinions et de réflexions, à la connaissance d'une nouvelle réalité qui défie la logique de maints politiciens, politologues et sociologues, et les prédictions - et les souhaits - de plusieurs simples citoyens pour lesquels les organisations populaires ne pouvaient - et ne devaient - avoir qu'une vie très éphémère et aucun impact réel sur la vie politique et sociale du pays. Nous désirons ardemment qu'il représente une sorte de stimulus pour des recherches futures, qui seraient réalisées avec plus de détermination et de rigueur.

Décembre 1996

[11]

Les organisations populaires en Haïti.
*Une étude exploratoire de la zone métropolitaine
de Port-au-Prince.*

Chapitre 1

Les organisations populaires en Amérique latine et dans la Caraïbe

AUTRES TEMPS, AUTRES DÉBATS

[Retour à la table des matières](#)

L'Amérique Latine et la Caraïbe semblent avoir entamé une ère nouvelle au début de la décennie de 1980. A part quelques rares cas, l'époque des guérillas et de la lutte politique axée sur la violence armée paraît battre en retraite sinon définitivement, du moins de façon notoire. Il est d'usage maintenant de parler "d'une nouvelle façon de faire la politique" basée sur une conception différente de la politique, sur l'apparition de nouvelles pratiques collectives et l'émergence d'autres formes organisationnelles et de nouveaux acteurs sociaux et politiques. Les partis politiques, autrefois monopolisateurs reconnus de l'action politique, se voient sérieusement contestés et vivent un processus de déplacement.

La pratique des "avant-gardes révolutionnaires", guides presque infaillibles dans l'œuvre de "changement des structures sociales, politiques, économiques", est remise en question. Peu à peu s'amointrit dans le continent cette foi inébranlable dans la construction d'un socialisme imminent, messie des masses déshéritées et unique solution aux

multiples maux qui les assaillent sans répit. Les consignes maximalistes telles que "vaincre ou mourir", "socialisme ou la mort", ont considérablement perdu de leur sens ; les concepts de révisionnisme, réformisme, de dictature du prolétariat se considèrent comme démodés. La "conscience vraie " d'un prolétariat révolutionnaire par essence ne constitue plus le point de référence obligée de l'appréciation des actions de tous secteur, catégorie et classe sociale. Et cette auréole dont jouissaient les "militants à toute épreuve", imprégnés de l'esprit de sacrifice à "la cause", s'est sensiblement réduite dans les milieux de gauche des pays de la région.

La conception globalisante du changement qui considère la lutte politique comme le combat pour "détruire l'État" et "changer radicalement" les rapports de production a progressivement cédé la [14] place à une vision moins eschatologique, susceptible d'apprécier à leur juste valeur les petits changements et progrès partiels et sectoriels. Le quotidien et le privé prennent de plus en plus en plus d'importance. En même temps, le culturel, autrefois relégué au second plan, ne constitue plus un "outil" destiné à "servir" dans le combat révolutionnaire. Le religieux est devenu un terrain de lutte au même titre que la fabrique, en même temps qu'il ne perd en rien sa dimension spécifique ; il n'est plus considéré comme un champ susceptible d'être "déblayé", ni ne peut être "utilisé" comme paravent pour la "véritable" lutte.

De profondes transformations se sont produites également dans la littérature sociologique et politique. Tout d'abord, dès la fin des années soixante-dix apparaît le souci de capter la réalité socio-politique des pays de l'Amérique Latine dans leurs spécificités et de prendre un recul par rapport aux études trop dépendantes des centres académiques européens et nord-américains ¹. En mars 1980 José Aricó publia son ouvrage "Marx y América Latina" ².

¹ Il a toujours existé évidemment, et ceci dès les premiers moments de la présence socialiste dans la région, des théoriciens et leaders politiques qui s'approprient la théorie marxiste de façon originale et souple. Nous nous contenterons de citer quelques-uns parmi les plus éminents : José Carlos Mariátegui du Pérou, Juan B. Justo de l'Argentine, Julio César Jobet du Chili, Vicente Lombardo Toledano du Mexique.

² José Aricó, "Marx y América Latina", CEDEP, Lima, Pérou, première édition, 1980.

Dans cet ouvrage, le sociologue argentin recherche les "causes subjectives et objectives" qui portèrent Marx à considérer Bolivar comme un vulgaire satrape, autoritaire et cruel, et l'empêchèrent de bien aborder l'étude des sociétés latino-américaines. Ces mêmes raisons qui, selon Aricó, poussèrent Marx et Engels à manifester en 1848 leur satisfaction pour l'annexion d'une vaste partie du territoire mexicain par les américains, vu que cette action violente lançait un pays "déchiré par des guerres civiles et incapable tout à fait de se développer [...] dans le mouvement de l'histoire"³, et expliquent les propos peu élogieux que le même Marx émit sur le caractère des mexicains. Même si plus tard, en 1861 - et Aricó insista là-dessus -, Marx s'en rétracta totalement quand il condamna cette annexion comme "une expression de plus de la politique expansionniste du bloc esclavagiste du Sud des États-Unis".⁴

Dans la préface, Carlos Franco note que "Marx y América Latina" est un "texte fondateur". Il représenterait une invitation aux marxistes du continent à aborder le marxisme d'une façon plus originale, plus indépendante, plus scientifique : donc, plus profitable. Aricó s'efforce d'appeler l'attention des latino-américains sur les limitations du marxisme qu'il convient indubitablement de replacer dans un temps historique, une culture, une civilisation bien déterminés. Il combat la tendance qui consiste à expliquer les inexactitudes de la pensée de Marx par une [15] "application défectueuse" ou une "mauvaise adaptation" de sa pensée. Une telle démarche revient, ajoute Carlos Franco, à considérer le marxisme comme "une œuvre terminée et autosuffisante" dans le premier cas, et comme "un contenant susceptible d'absorber toutes les formes du contenu" et comme un "absolu" dans le deuxième cas. La fidélité au marxisme des marxistes latino-américains - et Aricó se situe d'emblée dans ce courant - exige précisément "la création active d'une théorie et une méthodologie spécifiques".

Parallèlement à cet effort déployé par Aricó, un groupe d'intellectuels de l'éditorial "Pasado y Presente" s'évertue à publier les œuvres de théoriciens non orthodoxes peu divulgués mais qui jouent un rôle important dans l'interprétation méthodique du marxisme et dans son développement d'une manière agile, originale et créatrice ; les œuvres

³ *Ibid.*, deuxième édition, novembre 1982, p. 39.

⁴ *Ibid.*, p. 39.

des théoriciens peu orthodoxes tels que Rosa Luxembourg, Karl Korsch, Max Adler, Antonio Gramsci, José Carlos Mariategui, etc., sont revalorisées. Vers la fin de la même année 1980, le centre d'études DESCO réalisa à Lima un Séminaire réunissant plusieurs scientifiques sociaux et dirigeants politiques de l'Amérique Latine sur la démocratie et les mouvements populaires. Les débats furent publiés en janvier 1981 sous le titre "América Latina : Democracia y Movimiento Popular".

Dans la même perspective apparut un an après la publication de "Marx y América Latina", le livre du sociologue argentin Juan Carlos Portantiero, intitulé "Los Usos de Gramsci" ⁵. Cet ouvrage apporta de nouveaux éléments théorico-méthodologiques susceptibles d'orienter la recherche sociologique et la pratique politique dans les pays de l'Amérique Latine dans une direction moins fermée, plus enrichissante et plus féconde que celles des années soixante et soixante-dix. Partant de la notion d'hégémonie chez Gramsci, Portantiero s'attaque à la "conception instrumentaliste de l'État" alors très en vogue chez les intellectuels de gauche de la région, et d'après laquelle l'État bourgeois ne serait que l'instrument de domination de la bourgeoisie sur la société.

Dans le même mouvement il développe une conception de la crise qui indique que "la crise n'est pas extérieure aux classes populaires" ⁶, qu'elle est plutôt "la crise hégémonique considérée comme crise de la relation entre les classes subalternes et l'État" ⁷, et que ces classes subalternes doivent se constituer une contre-hégémonie à l'encontre de l'hégémonie bourgeoise en tenant compte de la réalité de la crise. Suivant la pensée de Gramsci, Portantiero plaide non seulement pour [16] une nouvelle approche de la relation État/société, moins mécanique, moins schématique, mais également, et surtout, pour une "nouvelle conception de la politique" et une "nouvelle façon de faire la politique", qui mettent l'accent sur la dimension éthico-culturelle et soient plus ouvertes, plus flexibles, moins centrées sur la confrontation directe entre les classes, plus en concordance avec la réalité socio-poli-

⁵ Juan Carlos Portantiero, "Los Usos de Gramsci", Folios Ediciones, S.A., México, première édition, 1981.

⁶ *Ibid.*, p. 149.

⁷ *Ibid.*, p. 148.

tique et les classes et secteurs sociaux concrets de chacune de nos sociétés latino-américaines.

Seront lancés sur cette nouvelle piste toute une pléiade d'intellectuels, fils légitimes du marxisme, quelques-uns même autrefois marxistes orthodoxes de la "ligne dure", et qui ont opté pour la "désacralisation" du marxisme latino-américain. Déterminés dans la recherche d'une voie qui conduise les peuples du continent à rompre leur longue et pénible tradition d'oppression politique, d'exploitation économique et de "marginalisation" sociale et culturelle, et imbus du retard considérable de la réflexion théorique par rapport à cette réalité très mouvante, ils déploient un effort soutenu et une activité intense pour combler cette lacune.

Ils multiplient les débats et colloques dans divers centres académiques de la région, nourrissent des contacts réguliers entre les différents groupes de chercheurs des pays de la zone cultivant consciemment et hardiment l'ouverture et la tolérance dans le but de construire un solide mouvement de production intellectuelle novateur et efficace dans l'œuvre de transformation de cette réalité

Une des opérations importantes qu'ils effectuèrent consista à mettre l'accent sur les limites historiques de la théorie. Désormais celle-ci doit pouvoir rendre compte des structures et relations sociales concrètes de chaque pays du continent. L'étude des courants idéologiques et des conduites collectives doit se situer dans le cadre de ces structures et relations concrètes et eu égard au niveau de conscience réelle des classes et secteurs sociaux à des moments historiques précis.

Par exemple, l'étude du national-populisme. Autrefois la réflexion théorique sur les régimes appelés couramment populistes, tels que ceux de Péron en Argentine et Vargas au Brésil, Cardenas au Mexique, était biaisée dès le départ : ces régimes n'étaient pas observés fondamentalement pour ce qu'ils sont en eux-mêmes, mais plutôt d'après un "modèle", ahistorique et conçu à priori : le pouvoir d'État socialiste. L'idéologie populiste n'avait de sens que dans la mesure où [17] elle exprimait les idéaux révolutionnaires plaqués dans la conscience de la classe-type : la classe ouvrière.

Dès lors ces régimes étaient "classés" comme "réformistes" et, par tant, jugés "hostiles" aux intérêts du prolétariat. La nouvelle approche

cultivée par la "nouvelle vague" a permis de restituer au national-populisme sa véritable valeur historique. La même observation tient pour les études sur les "marginaux" catalogués autrefois de "porteurs" de "fausse conscience".

Ainsi, axé sur cette nouvelle orientation théorique et méthodologique, se développa rapidement dans divers pays du continent le goût pour des recherches empiriques : sur des moments historiques importants, sur des acteurs sociaux concrets, surtout sur les "nouveaux acteurs sociaux", sur les mentalités, etc. Un exemple intéressant : les recherches effectuées au Chili par plusieurs groupes interdisciplinaires sur différents aspects de la vie nationale, dans le cadre de la "Campaña del NO" (la "Campagne du NON") à l'occasion du plébiscite réalisé en 1989 par Pinochet. De même celles de Campera, de Tironi, sur les "pobladores".

AU COEUR DE LA POLÉMIQUE : LA DEMOCRATIE

Dans la même optique, la problématique de la démocratie dans le continent est reposée et abordée de façon différente. La fausse dichotomie démocratie formelle/démocratie réelle ou démocratie bourgeoise/démocratie prolétarienne est abandonnée progressivement. Dans des pays où tous les espaces démocratiques étaient fermés, où les droits les plus élémentaires étaient (et restent encore) foulés aux pieds, adopter la formule maximaliste : "démocratie pour de bon ou rien" exprime "ce déficit de nuances dans l'effort d'appréhension de la réalité" mentionné plus haut. D'autant plus qu'il était assez manifeste que cette "formule" laissait dans l'indifférence une grande partie des secteurs sociaux auxquels elle s'adressait plus directement et que les pays engagés dans la voie qui devrait supposément amener à la "démocratie réelle" étaient loin de consentir même à la "démocratie formelle".

Peu à peu on en vient à valoriser la démocratie pour elle-même. C'est ainsi que Ruy Mauro Marini, autrefois l'un des exposants de la "ligne dure" dans le marxisme latino-américain, soutient que le combat pour [18] la démocratie et le combat pour le socialisme sont un

seul et même combat. "La lutte pour la démocratie, écrit-il, est la lutte contre la domination et l'exploitation de la majorité par quelques-uns, c'est la lutte pour un ordre social qui conduise à la justice et à l'égalité, c'est en bref - dans les pays où cette lutte prend des formes plus définies - la lutte pour le socialisme, peu importent les qualificatifs qu'on lui colle ou le délai qu'on fixe pour sa réalisation" ⁸. Le même Marini, différenciant de son maximalisme habituel, déclare : "Il [tout individu] est permis, il lui est nécessaire de participer dans des mouvements et des organisations axés sur des exigences particulières et spécifiques" ⁹.

Simultanément, le projet de transformation de nos sociétés devra "faire du pluralisme le critère fondamental d'une pratique sociale libre et solidaire" ¹⁰. C'est ainsi qu'en Argentine, un des pays du continent où la classe ouvrière a la plus grande tradition de lutte pour le socialisme, le combat pour le respect des droits humains semblait occuper la première place dans le combat des forces qui luttaient pour le socialisme, en même temps qu'il faisait preuve d'une efficacité remarquable dans l'affrontement populaire avec la dictature. De même au Chili, le déploiement d'efforts des secteurs de la "gauche révolutionnaire" pour gagner le plébiscite contre Pinochet, et au Nicaragua la mise en pratique du pluripartisme sous le régime des Sandinistes et le respect des libertés individuelles.

Il faut ajouter tout de suite que ce vaste mouvement pour une théorie et une pratiques politiques plus soucieuses des spécificités historiques de notre continent et de chacun de nos pays en particulier ne jure guère avec son exigence d'amplitude d'esprit et de réceptivité aux idées neuves venues de l'extérieur, spécialement des pays d'Europe. Tout au contraire, l'ouverture des intellectuels de la région aux multiples courants de la pensée universelle n'a jamais été, semble-t-il, aussi prononcée. Précisément, à partir des années 80, ce contact avec le reste du monde se concrétise d'une façon plus souple, moins dogmatique et sectaire.

⁸ Ruy Mauro Marini, "La lucha por la democracia", in *Cuadernos Políticos*, no. juillet-décembre 1985, Mexique, p. 3.

⁹ *Ibid.*, p. 10.

¹⁰ *Ibid.*, p. 11.

SOUS L'EMPIRE DE LA GLOBALISATION

Ce changement d'approche obéit à des causes internes et externes. Sur le plan interne, nous pouvons relever l'échec, dans nombre de pays du continent, de la "stratégie de guerre", axée sur le combat frontal contre l'État et les classes dominantes, les rigueurs de la répression politique et [19] les ravages causés par la profonde crise économique et politique qui secoue la région. Du côté de l'extérieur, nous mentionnerons la fin de la "guerre froide", les multiples problèmes que confrontent les pays du "socialisme réel" et le grand débat théorique installé au sein du marxisme.

Il convient de noter d'une façon spéciale le processus de restructuration de l'économie mondiale (la "mondialisation de l'économie"), qui intègre de manière organique la totalité des économies nationales et les assujettit sans rémission aux normes élaborées par les centres hégémoniques mondiaux, provoquant un approfondissement de l'écart Nord/Sud, une recrudescence de la violence économique et l'incertitude face à l'avenir. Situation qui explique que dans plusieurs régions de la planète, (comme Haïti) parallèlement au nouveau climat culturel mondial et aux nouvelles conceptions de la pratique politique, persistent les régimes autoritaires et la violation systématique des libertés et droits de la personne, et, conséquemment, les méthodes de lutte axée sur un antagonisme irréductible et la volonté d'anéantir l'adversaire.

L'un des effets immédiats de ce processus de globalisation, c'est ce que Juan Carlos Portantiero dénomme "l'internalisation de l'idéologie et la politique" et qui atteint sensiblement l'Amérique Latine et la Caraïbe vers la fin des années soixante-dix (bien sûr en accord avec les spécificités historico-sociales de chacun des pays). Le nouveau et puissant courant philosophique et culturel qui prend forme en Europe durant les années soixante et que Jean-François Lyotard baptisa en 1979 de post-modernisme, pénètre profondément dans la région. À travers la pensée d'un nombre considérable d'intellectuels innovateurs tels que Herbert Marcuse, Claude Lévi-Strauss, Jacques Derrida,

Georges Bataille, Jacques Lacan, Michel Foucault etc. on arrive à mettre l'accent sur les nouvelles formes, subtiles, et efficaces, de la domination exprimées dans la manipulation, la réglementation et le contrôle des divers aspects de la vie sociale (Foucault).

Il devient courant de s'attaquer à l'aliénation croissante de la société de consommation (Marcuse), à la brutalité du processus de dépersonnalisation du monde de la production et de la logique implacable de l'accumulation du capital (Bataille) ; à démystifier le soi-disant humanisme de la Modernité, qui en fait s'accorde parfaitement de la terreur, l'exclusion et la marginalisation, et son "double mouvement de libération et d'asservissement" (Foucault) ; à pressentir même l'écroulement de la [20] civilisation occidentale saccagée violemment dans l'économie, la politique et la philosophie (Derrida), et caractérisée par l'absolutisme, l'uniformité et la négation du droit à la différence et au singulier et profondément totalitaire, dominatrice et opposée au développement individuel et au déploiement de l'imagination créatrice.

NOUVEAUX ACTEURS, NOUVELLES PRATIQUES

En même temps, le "processus d'émergence de nouveaux acteurs et de nouvelles pratiques collectives" se répandit sur tout le continent. En Haïti, le nouveau climat culturel et politique mondial va jouer un rôle d'importance dans le combat contre la dictature des Duvalier ¹¹. Dès la seconde moitié des années soixante-dix, une presse indépendante dynamique et contestataire se développe à travers tout le territoire national ; la Théologie de la Libération trouve un terrain extrêmement propice pour cultiver les idées de justice sociale et de solidarité et disséminer les comités ecclésiastiques de base appelés dans le langage populaire « ti legliz » ; dans divers points du pays naissent des comités d'action communautaire (récupérés plus tard par le régime duvaliérien) qui développent, surtout dans les zones rurales, l'esprit d'entraide et aident tant bien que mal à créer une ambiance de participation populaire et de décentralisation administrative.

¹¹ Nous en parlerons plus tard, au chapitre II.

Au lendemain de la chute de Jean-Claude Duvalier le 7 février 1986 émergent à Port-au-Prince et les grandes villes du pays les comités de quartier qui rapidement se répandent dans toutes les zones urbaines. Peu à peu, à partir des comités de quartier, des comités ecclésiastiques de base ou de l'initiative de jeunes activistes des quartiers populaires de la capitale et des villes de province se dessine une forme organisationnelle qui s'octroie le nom générique d'Organisation Populaire et que nous pouvons situer dans le courant des nouveaux acteurs sociaux qui émergent dans les différents pays de la région.

Un bref parallèle avec ces nouvelles pratiques qui s'observent à travers tout le continent nous aidera à saisir le sens des organisations populaires en Haïti, à mieux cerner leurs "qualités" et limitations, ainsi qu'à opiner sur leur éventuelle participation dans la construction d'un nouvel ordre social.

Elles englobent une gamme très variée d'organisations et actions [21] collectives, depuis les comités de défense des droits humains, jusqu'aux associations de survie économique, en passant par les comités de quartiers, les clubs juvéniles, les clubs d'anciens, les comités ecclésiastiques de base, les mouvements de femmes, de jeunes, d'écologistes, d'homosexuels, des groupes de rock, les mouvements à caractère grémial, des coopératives, des comités régionaux, les associations d'action communautaire, des groupements d'artistes, d'étudiants, des associations professionnelles, etc.

Au-delà de leur diversité du point de vue de leurs revendications, de leurs objectifs, de leurs pratiques organisationnelles et leurs orientations idéologiques nous pouvons tenter de dégager certains points communs qui nous autorisent à les considérer comme un ensemble, tout en insistant sur leurs particularités selon la formation sociale et le moment historique.

D'une façon générale, les membres des dites organisations sont plutôt des jeunes (à la Jamaïque exceptionnellement ils sont tous âgés de trente ans et plus et du sexe féminin, en laissant de côté celles qui sont constituées exclusivement de femmes. En Haïti, au contraire - sauf, bien entendu les organisations de femmes - les hommes tendent à être prioritaires.) Les secteurs populaires y sont amplement dominants. On y trouve également des représentants des couches moyennes ; quelques-unes, particulièrement les mouvements syndicaux d'em-

ployés publics - au Mexique, par exemple ; en Amérique Centrale aussi - sont composés uniquement de couches moyennes. En principe elles se considèrent pluri-classistes. Très fréquemment les dirigeants sont des ex-activistes de partis politiques, en majorité ceux de la gauche, et des étudiants.

Leur pouvoir de communication avec les masses et de mobilisation populaire constituent un de leurs points forts. De même que leur sensibilité envers les revendications des couches déshéritées : elles représentent un des canaux les plus utilisés d'interprétation et de divulgation de leurs doléances. Ces demandes forment un éventail assez large : depuis les revendications ponctuelles et partielles et qui demandent une solution rapide, telles que la construction d'une école, la pavage d'une rue, jusqu'à celles qui concernent le fonctionnement intime de la société : un autre modèle de développement, par exemple, la décentralisation administrative de l'État et la participation populaire dans les organismes de pouvoir local, la fin de la corruption, le respect des droits humains fondamentaux.

[22]

En gros, et si on excepte les associations de "survie économique" et d'action communautaire, il est permis d'opiner que les objectifs que poursuivent les organisations populaires dans l'Amérique Latine et la Caraïbe sont peu précis, et concernent les innombrables et chroniques maux socio-économiques qui affectent les grandes majorités des pays de la région dans leur vie quotidienne, collective et individuelle, autant que la modernisation des systèmes politiques en vigueur dans le continent ¹².

En ce sens, et pour parer à un débat théorique qui déborde le cadre de nos modestes objectifs, nous accepterons le choix d'Alain Touraine de placer sur le même plan ces organisations de base ("mouvements de base" suggère Touraine) des pays de l'Amérique Latine et de la Caraïbe et les "nouveaux mouvements sociaux des pays du capitalisme avancé." Comment ne pas voir, s'exclame Touraine dans *La Parole et le Sang* que ces protestations et ces ruptures sont proches des discours des nouveaux mouvements sociaux qui se forment dans les pays les plus industrialisés, mouvements écologistes ou antinucléaires,

¹² Dans la littérature sociologique actuelle, on parle d'un combat pour une nouvelle citoyenneté.

mouvements de femmes ou campagnes contre l'exclusion, la persécution et le totalitarisme ?" ¹³.

Les deux types de mouvement sont très semblables par leur autonomie tant par rapport à l'État que par rapport aux partis politiques ¹⁴. Ils se ressemblent également par leur imprécision quant aux orientations idéologiques. Nous devons ajouter que cette imprécision nous paraît beaucoup plus marquée dans les organisations de base des pays de l'Amérique Latine et de la Caraïbe. Raison pour laquelle il s'avère difficile de caractériser idéologiquement les organisations populaires de la région.

Même la "participation", qui constitue une de leurs exigences les plus partagées et les plus strictes, est conçue en termes plutôt vagues ; les concepts de démocratie participative, de démocratie directe manquent de référence empirique et la stratégie pour les concrétiser n'est pas (encore) pensée. Il ne faut pas oublier que les "nouveaux mouvements sociaux" du continent sont très jeunes et sont pluri-classistes - quoique, d'une façon générale à prédominance populaire - et se déclarent étrangers à toute idéologie politique partisane, même si nombre de leurs adhérents, surtout les dirigeants, ont de fortes affinités avec la gauche.

De fait, rares sont les pays où prévaut une tendance différente de la gauche. Tel est le cas du Honduras, où l'idéologie démocrate-chrétienne exerce une influence considérable dans les organisations popu-

¹³ Alain Touraine, *"La Parole et le Sang"*, Editions Odile Jacob, 1988, p. 257-258.

¹⁴ Il faut excepter les pays d'orientation socialiste pour ce qui s'agit des rapports avec l'État. A Cuba, au Nicaragua et à la Jamaïque sous le gouvernement de Manley, les organisations populaires sont créées sous les auspices du gouvernement et en général appuient sa ligne politique - tout en maintenant face à celui-ci une certaine attitude critique. A Cuba ils remplissent les fonctions de "fiscalisation de l'action publique", représentent des "organes de pouvoir communal" (Haroldo Dilla Alfonso et Gerardo Gonzalez Nunez, *"Participacion y desarrollo en los municipios cubanos"*, Centra de Estudios sobre América, Mimeo.)- L'exception est de mise aussi pour ces mêmes pays quant à la relation entre les organisations populaires et les partis politiques. Pour ce dernier cas on peut ajouter le Mexique, le Venezuela, la République Dominicaine : dans ces trois pays - et dans d'autres éventuellement - on trouve les deux situations : liens organiques ou autonomie par rapport aux partis.

lares. En [23] Haïti, comme nous le verrons plus loin, les secteurs de la gauche prédominent amplement, particulièrement au niveau de la direction ; plusieurs des dirigeants se considèrent "marxistes-léninistes". L'un des "objectifs programmatiques" des organisations populaires en Haïti : "contrôler l'État" revêt un caractère assez abstrait, vu que les moyens effectifs de ce contrôle ne sont pas définis pour les militants : cet objectif équivaudrait plutôt à un rêve lointain, qui surgit dans l'ardeur de la lutte et sur lequel on reviendra plus tard, au moment opportun.

UN MARIAGE INATTENDU : LA FOI ET LA POLITIQUE

La référence idéologique la plus appropriée serait la Théologie de la Libération¹⁵. Nous dirons tout de suite qu'en gros elles sont traversées par toute la philosophie de ce courant religieux qui a un impact sérieux sur l'ensemble de la région depuis les débuts des années soixante-dix, dans le cadre de "l'option préférentielle pour les pauvres" qui se traduit particulièrement dans la Conférence Épiscopale Latino-américaine de Puebla en 1979, dans celle de Medellín en 1968 et dans le Concile du Vatican II, 1962-1965.

En effet, les théologiens de la libération et les comités ecclésiaux de base développent toute une nouvelle conception et une nouvelle pratique de la religion qui s'accordent d'emblée avec les luttes de libération sociale et politique que livrent les classes déshéritées du continent. À l'encontre de la profession de foi traditionnelle, abstraite et passive, ils cultivent la pratique de lire la Bible à partir de la confrontation avec la réalité sociale et politique concrète. Ce qui conduit à la dénonciation constante de l'injustice sociale qui accable l'immense

¹⁵ Touraine avance que dans les deux cas on constate l'influence du religieux : "Des deux côtés s'opère un dépassement des illusions économistes de la première moitié de ce siècle et réapparaissent des thèmes et surtout un ton qu'on avait dit disparus, et dont la nouvelle importance du discours religieux est la manifestation la plus visible" ("La Parole et le Sang", p.258). Le poids du religieux est à notre avis, plus considérable dans les organisations des pays de l'Amérique Latine fortement imprégnés de la culture religieuse et où la théologie de la libération s'est amplement développée.

majorité de la population de la région et à "l'accompagnement du peuple dans sa quête de libération totale" ¹⁶.

Cet "accompagnement du peuple" se concrétise de diverses façons et à divers degrés, depuis la relevée et la diffusion des revendications populaires jusqu'à la participation active dans la guérilla, au Guatemala, au Salvador et au Nicaragua ¹⁷, par exemple, en passant par l'édification d'œuvres sociales", telles que la construction d'écoles, de centres de santé, de routes, la formation de coopératives, etc.

Il convient de noter d'une façon spéciale le travail d'éveil de la conscience sociale et politique à travers les "centres de formation" qui [24] s'efforcent d'offrir une "formation intégrale". Ce qui, d'après Andrés Opazo, "constitue un indicateur de l'unité et l'orientation définie que ces centres conçoivent dans les aspects socio-économiques, d'organisation communautaire, d'analyse de la réalité et de formation théologique et biblique" ¹⁸.

Outre les orientations idéologiques, l'imprécision des organisations populaires des pays de la région se manifeste dans leurs formes (et pratiques) organisationnelles. Remarquons que cette même imprécision confère à nombre de ces organisations une certaine souplesse organisationnelle qui se manifeste dans la capacité de s'adapter à différentes situations ; de même, la présence sur la scène sociale et politique de beaucoup d'entre elles est très irrégulière, avec des "percées en flèche" et des retraits plus ou moins prolongés, en conformité avec la conjoncture. En Haïti ce dernier trait apparaît très visiblement dans les organisations populaires qui arrivent parfois à s'éclipser pratiquement de la vie sociale et politique pour resurgir dans une autre conjoncture, très souvent sous une autre forme ¹⁹.

¹⁶ Andrés Opazo : "El Movimiento Religioso en Centroamérica", 1970-1983, in "*Movimientos Populares en Centroamérica*", sous la direction de Daniel Camacho et Rafael Menjivar, Edit. EDUCA, San José, Costa Rica, 1985, p. 197.

¹⁷ Dans ces pays, vu la radicalisation du combat politique qui s'exprime fortement dans la lutte armée, la pratique de ces organisations ne se démarque pas trop des formes d'actions collectives des années soixante.

¹⁸ Andrés Opazo, *op. cit.*, p.174

¹⁹ Sous celle de "plate-forme", par exemple, constituée par la fusion de deux ou plus d'organisations.

Même leurs objectifs politiques, leur stratégie de lutte et leur champ d'action sont sujets à de fortes variations. Dans les pays du "Cône Sud", alors que sous la dictature militaire les organisations populaires se présentent en opposition ouverte au gouvernement, dans la période "d'ouverture démocratique" ces mêmes organisations s'affirment plutôt comme "garantes de la démocratie sociale", apôtres de la décentralisation de l'appareil d'État et de l'autogestion du pouvoir local. En Amérique Centrale, au Nicaragua, au Salvador, au Guatemala, comme mentionné plus haut, des organisations populaires se sont intégrées aux tâches de la guérilla. Dans le cas du Nicaragua, il est probablement aventureux de se prononcer ouvertement en ce sens ; mais tout semble indiquer qu'après avoir joué un rôle d'appui effectif à la lutte révolutionnaire, elles se seraient adaptées aux nouvelles fonctions imposées par la nouvelle conjoncture.

UN DETOUR CHEZ NOS VOISINS DOMINICAINS

La République Dominicaine mérite une mention spéciale. Tout d'abord parce que ce pays partage l'île avec Haïti et que l'histoire de nos deux peuples est indivisible. En deuxième lieu, parce que dans les organisations populaires de la République voisine s'expriment deux [25] tendances principales des organisations populaires de la région : d'une part, la recherche d'un "nouvel ordre démocratique dans la "petite politique" ²⁰, c'est-à-dire dans le combat pour augmenter et consolider les droits économiques, sociaux et politiques des citoyens, d'autre part, la lutte ouverte contre le système politique et pour "la libération du peuple", tendance, la dernière, qui prévaut amplement dans les organisations populaires en Haïti.

Cette caractéristique correspondrait à la particularité suivante de la formation sociale dominicaine : d'un côté la cohabitation d'une société civile plus ou moins structurée et un système de partis relativement moderne et solide ; de l'autre un État en essence très autoritaire et ex-

²⁰ Fernando Calderón G. compilateur, "*Los Movimientos Sociales ante la Crisis*", Edit. Universidad de las Naciones Unidas, Buenos Aires, 1986, p.354.

clusif des masses populaires. Finalement, les organisations populaires en République Dominicaine ont déjà une tradition qui leur confère une certaine "autorité" devant la nation ²¹.

Comme dans beaucoup d'autres pays de la région, en République Dominicaine l'émergence des organisations populaires coïncide avec "l'offensive démocratique" des masses populaires. Le Parti Révolutionnaire Dominicain (PRD) qui en 1978 succéda au régime de douze ans de Joaquin Balaguer caractérisé par la répression systématique des secteurs populaires commença à pratiquer une certaine politique d'ouverture et de participation des différents secteurs et forces politiques de la nation.

Simultanément, on enregistre une volonté de réorientation des partis de gauche. À la faveur du climat démocratique interne et de la présence des nouveaux courants idéologiques et culturels en émergence dans beaucoup d'endroits dans le monde, ceux-ci initièrent un processus de discussion et de dialogue très fructueux. C'est ainsi que se manifesta au sein de la gauche dominicaine une ouverture par rapport aux stratégies, formes organisationnelles et acteurs sociaux et politiques nouveaux.

Cette période vit également s'aggraver le déficit des services urbains et se détériorer considérablement la qualité de la vie de la grande majorité de la population, en même temps que se manifestait un éveil de la conscience politique et sociale des citoyens. On assista alors à une vague de protestations populaires, qui s'amplifia et se consolida à mesure que devenait évidente l'incapacité du gouvernement à satisfaire les multiples et diverses revendications des différentes couches sociales de la population.

[26]

Les organisations populaires rencontrèrent, donc, un terrain propice à leur développement. La première fit son apparition dès l'année 1978 et prit la dénomination de "Comité para la Defensa de los Dere-

²¹ La source de nos informations concernant la République Dominicaine nous la trouvons en entier dans le texte de César Pérez et Leopoldo Artilles intitulé "Las Organizaciones Populares Dominicanas en la búsqueda de su identidad", Mimeo.1991. La traduction des citations au français est réalisée par nous.

chos Barriales (COPADEBA), Comité pour la Défense des Droits des Quartiers". Et elles allèrent se multiplier durant toute la décennie de 1980. Leur présence sur la scène sociale et politique est, dès leur naissance, incontestable, et elles apparurent comme les leaders naturels du vaste et puissant mouvement de protestations populaires qui secoua fortement la société dominicaine durant les années 1980 et qui eut son point de culmination dans la commotion nationale que nombre d'analystes considèrent comme "l'insurrection populaire des 23, 24 et 25 avril 1984" à l'occasion des mesures dictées par le Fonds Monétaire International et la politique économique impopulaire du gouvernement dirigé par le Président Jorge Blanco, du Parti Révolutionnaire Dominicain.

L'efficacité dans ces actions de masse emmena les organisations populaires à remplir le vide laissé par l'affaiblissement progressif des gauches traditionnelles de la République Dominicaine. Au point qu'elles en reçurent l'aval d'une bonne partie. Plusieurs organisations populaires furent même créées sous l'initiative et la direction de militants de gauche et quelques-unes d'entre elles, à la différence de ce qui arrive couramment dans les autres pays du continent, sont une émanation directe des grands partis de gauche avec lesquels elles entretiennent des liens organiques profonds. Elles en reproduisent-il en est de même en partie, et nous le verrons plus loin, pour les organisations populaires en Haïti - jusqu'à la structure organisationnelle, axée sur la cellule et comprenant les traditionnelles secrétaireries : aux finances, à la propagande, à l'organisation.

Cependant, une grande partie des organisations populaires en République Dominicaine surgissent indépendamment des partis politiques, même si en maintes circonstances les deux types d'organisation s'entendent pour entreprendre des actions communes. Elles peuvent naître des comités de quartier, des anciens clubs culturels ou des comités ecclésiastiques de base et défendent jalousement leur autonomie par rapport aux partis politiques (et à l'État). Mais en gros, toujours d'après les mêmes auteurs, elles partagent avec les autres la "dépendance idéologique des modèles totalisants qui sont sous-jacents aussi bien dans les partis de gauche que dans l'option libératrice de moule chrétien" ²² des comités ecclésiastiques de base.

²² *Ibid.*, p. 60. Nous voudrions faire remarquer que l'expression "modèles totalisants" utilisée par Pérez et Artiles nous paraît trop sévère.

[27]

En effet, d'une façon générale elles considèrent le moment propice pour une "rupture imminente de l'ordre social" et commettent, observent Pérez et Ardiles, la grave erreur de vouloir universaliser les "demandes sectorielles dans le but de les convertir en la base de grands programmes politiques totalisants"²³. Alors que, opinent nos auteurs, leur objectif principal devrait être celui des vrais mouvements territoriaux de base - qu'elles sont censées être - à savoir, diffuser et défendre les intérêts particuliers des quartiers ou zones d'où elles émergent. Seulement une des grandes organisations populaires analysées par Pérez et Ardiles, COPADEBA, surgit en réponse à un problème bien concret et délimité territorialement.²⁴

Un coup d'œil sur les contenus programmatiques des organisations populaires étudiées par lesdits auteurs apporteront de la lumière sur leurs critiques au sujet de ces organisations. Même COPADEBA serait "motivée par cette recherche de construction de l'organisation des secteurs populaires pour la confrontation sociale et l'alternative au système", et sa devise est "Organisation et Participation pour la libération".

Le CUP (Consejo de Unidad Popular : Conseil d'Unité Populaire) inscrit dans son Projet de Base Programmatique, à part l'exigence de "la Satisfaction des Demandes Populaires" - telles que la baisse et le gel des prix de la nourriture et des médicaments, etc., - "l'Indépendance" et la Souveraineté Populaire" (impératif qui formule entre autres "le non-paiement de la dette externe", "la rupture des liens de dépendance par rapport au FMI et autres mécanismes d'intervention étrangère", "le contrôle de la part de l'État de la politique de change, du tourisme et d'autres branches de l'économie"), "la participation des secteurs populaires dans les instances de prise de décision de l'État" et "la conquête et le plein exercice des droits et libertés".

De même, le FALPO (Frente Amplio de lucha popular : Front Large de Lutte Populaire) se propose entre autres les objectifs suivants : "Dénoncer aux niveaux national et international la situation d'exploitation que vit le peuple dominicain et nous solidariser avec la lutte des autres peuples opprimés", et "Adopter une attitude critique

²³ *Ibid.*, p. 30.

²⁴ *Ibid.*, p. 52.

envers les groupes ou instances qui cherchent à déformer le vrai sens de la libération des travailleurs et du peuple".

En réalité, ces organisations dont le caractère politique et stratégique prime sur le social et le corporatif n'excluent guère les objectifs et actions [28] des "organisations territoriales de base", mais plutôt associent les deux niveaux - avec une nette priorité du premier niveau, insistent Pérez et Artiles C'est ce que les deux auteurs expriment en ces termes à propos du "Projet de Base Programmatique" du CUP : "Cette base programmatique constitue une série d'objectifs où la lutte pour l'affirmation du national... se combine avec et se développe en même temps que l'exigence de participation de groupes et classes (syndicats et secteurs populaires) dans des instances importantes d'exercice du pouvoir et les demandes ponctuelles de la quotidienneté des pauvres." ²⁵

[29]

NOTES DU CHAPITRE 1

Pour en faciliter la lecture, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, nous avons converti toutes les notes en fin de chapitre en notes de bas de page. JMT.

[30]

[31]

[32]

²⁵ *Ibid.*, p .52.

[33]

Les organisations populaires en Haïti.
*Une étude exploratoire de la zone métropolitaine
de Port-au-Prince.*

Chapitre 2

Historique du mouvement populaire - processus de formation des O.P.

HAÏTI DANS LE TOURNANT DE FIN DE SIÈCLE

[Retour à la table des matières](#)

La nouvelle donne internationale allait incontestablement jouer un rôle positif dans la formation, l'évolution et l'avenir du mouvement populaire haïtien qui s'annonçait de façon assez claire en novembre 1985 pour se déclarer ouvertement le jour même de la fuite de Jean-Claude Duvalier, le 7 février 1986.

En premier lieu, les nouveaux courants idéologiques tels que la théologie de la libération, les nouveaux mouvements sociaux : des jeunes, des femmes, des minorités ethniques, etc., mêlés aux idéaux de justice sociale, d'honnêteté prônés par le socialisme cubain et la "Unidad Popular" de Salvador Allende ont fait leur chemin sûrement dans la conscience des gens du peuple et des élites intellectuelles du pays. Mentionnons que la diaspora haïtienne a contribué à renforcer le processus "d'ouverture de la conscience" du peuple haïtien. Il suffit de penser à l'influence de la vision démocratique de ces compatriotes formée au contact de l'expérience des autres peuples en matière de construction de la démocratie.

En deuxième lieu, les multiples et incessantes pressions exercées par la diaspora haïtienne sur le régime des Duvalier, à travers les manifestations de rues, les dénonciations réitérées des violations des droits humains et toutes sortes de solidarités qu'elle a su gagner de la part des "amis" de la démocratie en Haïti.

Troisièmement, les nouvelles au sujet de la lutte des peuples pour leur émancipation, en particulier ceux de l'Amérique Centrale pour lesquels la presse et le peuple haïtiens manifestaient un très vif intérêt.

Citons en dernier lieu la pression des puissances tutrices de l'État haïtien, en particulier les États-Unis d'Amérique, pour combattre (diminuer) l'archaïsme des structures économiques, sociales et [34] politiques du pays et le rendre ainsi efficace dans le rôle que lui assignent la restructuration mondiale de l'économie et le mouvement récent des forces politiques internationales.

La volonté politique d'une grande partie de la communauté internationale d'accompagner le peuple haïtien dans son cheminement vers la liberté et la justice paraissait manifeste. Nous n'allons pas discuter ici sur les motifs politiques de cet accompagnement, ni sur son authenticité. Le fait est que le peuple haïtien allait tirer un grand profit du nouveau contexte politique mondial pour faire avancer son combat contre le système politique archaïque en vigueur depuis près de deux cents ans.

Mieux, le mouvement populaire du 7 février 1986 faisait corps avec la vague de changements qui s'opéraient dans les divers aspects et niveaux de la vie sociale à l'échelle planétaire. Les aspirations et revendications longtemps nourries et exprimées par les classes populaires et de vastes secteurs des couches moyennes se présentaient sous des formes moins classiques et plus en accord avec le nouveau contexte socio-culturel mondial.

Un tel accouplement s'exprime dans les objectifs et demandes cristallisés dans la nouvelle Constitution votée massivement le 9 mars 1987 et qui traduit l'aspiration de l'énorme majorité de la population à une vie démocratique. A travers, par exemple, les exigences de la participation du peuple à la gestion de la chose publique et de la décentralisation du pouvoir, la place assignée aux institutions et aux organisations de la société civile, la séparation de l'armée et de la police, la

responsabilité qui incombe à l'État dans l'administration de la vie sociale, économique et culturelle.

Cet accouplement imprimait en même temps un caractère original au mouvement populaire haïtien. L'un des signes de cette originalité est la combinaison entre, d'une part, cette intensité et cette persistance de la mobilisation nationale en vue d'opérer des changements profonds dans un système politique assis sur la répression et l'arbitraire, et, d'autre part, le caractère fondamentalement non violent de cette mobilisation.

L'originalité réside également dans le comportement apparemment paradoxal des organisations de base, telles que les comités de quartiers, les comités ecclésiastiques de base (ti legliz), les organisations populaires. En effet, lesdites organisations (qui occupent une place [35] importante au sein du mouvement) participent pleinement au mouvement démocratique qui opte fondamentalement pour le respect et l'application stricts de la légalité consacrée par la Constitution de 1987²⁶, et leur pratique ne repose guère sur la force, alors qu'en réalité elles maintiennent un doute profond quant à la possibilité d'opérer des transformations importantes dans le système socio-politique sans arriver à un affrontement armé avec ces forces franchement conservatrices et répressives, et de plus, manifestent une rare véhémence au niveau du discours.

De fait, ces nouvelles organisations - en particulier les organisations populaires - allaient dès leur apparition faire l'objet de préoccupations dans les secteurs conservateurs du pays. Elles apparaissaient sans tarder comme l'aile dure du mouvement populaire donnant du fil à retordre à tous ceux, tant sur le plan interne qu'international, qui ne revendiquent pas une transformation profonde des structures politiques et sociales de la nation. Leurs convictions reposent sur le constat évident de l'état de pourriture extrême du système en place, sur le caractère foncièrement rétrograde, anti-démocratique, anti-populaire des classes dominantes haïtiennes prêtes à mettre le pays à feu et

²⁶ Beaucoup d'organisations populaires et de comités de quartiers n'ont pas voté lors du plébiscite pour approuver la Constitution, manifestant ainsi leur rejet ou tout au moins leur réserve par rapport à la lutte dans le cadre des prescriptions de la Loi. Plus tard quelques-unes s'opposèrent aux élections générales du 16 décembre 1990 quand triompha Jean-Bertrand Aristide comme Président choisi par le vote populaire.

à sang plutôt que de permettre la moindre ouverture dans le sens de la démocratie et le progrès social ; vu qu'elles les considèrent attentatoires à leurs immenses privilèges acquis par le vol et l'arbitraire.

Elles professent en même temps une vive méfiance à l'égard des forces internationales pour ce qui s'agit d'un appui sérieux à la construction de la démocratie en Haïti. Elles sont persuadées que celles-ci ne peuvent miser sur un processus de démocratisation profonde dans le pays ; ce sont elles qui ont appuyé de façon résolue et décisive les 29 ans de dictature des Duvalier ainsi que les régimes et les forces les plus obscurantistes et réactionnaires d'Haïti à travers toute son histoire.

Elles pressentaient que l'appui des "puissances amies" dans le renversement du gouvernement de Jean-Claude Duvalier n'était nullement désintéressé. Elles l'avaient inscrit dans le cadre de cette stratégie de "démocratie dirigée" mentionnée antérieurement et du projet de "modernisation" des structures économiques du pays. En se débarrassant de Duvalier ces puissances prévenaient dans le même mouvement une radicalisation de la contestation populaire qui deviendrait incontrôlable. Aussi ces organisations entretiennent-elles un anti-impérialisme souvent intransigeant, principalement à l'endroit des États-Unis d'Amérique ²⁷.

²⁷ On est presque unanime à croire que le coup d'État du 30 septembre qui renversa le président démocratiquement élu le 16 décembre 1990 a été principalement l'œuvre de secteurs politiques influents des États-Unis. On tend à penser également que l'opération retour d'Aristide est bloquée au niveau de ces mêmes forces politiques, lesquelles s'obstineraient vainement depuis le 7 février 1986 à trouver une "solution en douceur" à la profonde crise que subit le pays.

La vérité est que les forces internationales sont partagées quand au soutien à la construction de la démocratie en Haïti. Ce constat se fait plus évident à la suite du coup d'État du 30 septembre. Au point qu'on dirait qu'un combat serré se livre sur la scène internationale entre les partisans et les opposants à la démocratie dans ce pays victime depuis si longtemps de la tyrannie la plus féroce.

[36]

Avant d'entrer dans l'étude même des organisations populaires il s'avère important de donner un aperçu sur le processus historique de leur formation. Cette connaissance, tout en permettant de capter leur place et leur rôle dans le processus de démocratisation de la société haïtienne, nous fournira des éléments d'analyse nécessaires à la compréhension de leurs caractéristiques essentielles, de leurs orientations idéologiques, de leur mode de fonctionnement interne, de leurs atouts et faiblesses.

PORTES PAR LE MÊME ÉLAN

Les organisations populaires en Haïti sont les sœurs cadettes du mouvement populaire haïtien qui éclata le 7 février 1986 avec l'expulsion du pouvoir de Jean-Claude Duvalier. En gros les deux phénomènes suivent le même parcours, subissent les mêmes accidents de terrain, nourrissent les mêmes espoirs et pâtissent des mêmes tourments, révèlent les mêmes atouts et qualités et affichent les mêmes déficiences. Pour se faire une idée des organisations populaires dans le pays il est indispensable de capter la dynamique globale du mouvement populaire. Nous tâcherons donc de saisir les causes, les circonstances, les actions et les difficultés qui se sont conjuguées pour donner progressivement naissance aux organisations populaires à partir de, et parallèlement à la formation et le développement du mouvement populaire haïtien.

Précisément, le "décollage" du mouvement populaire, son "point de non retour" et sa progression soutenue, à part quelques brefs moments de retrait forcé, remontait aux années 1973-1974, lorsque le gouvernement de Jean-Claude se vit obligé de prôner officiellement la libération du régime dans le but de créer le climat politique et social nécessaire à la mise en œuvre de sa "révolution économique" et de souscrire aux prescriptions de la nouvelle conjoncture économique-politique mondiale.

C'est l'époque de l'affluence en masse dans le pays des industries d'assemblage et de la manifestation d'un regain d'intérêt des États-Unis pour le "développement économique" d'Haïti. Cette entreprise

exigeait le dépassement de l'archaïsme dans l'appareil d'État et dans l'administration publique.

[37]

UN PORTE-PAROLE SOLIDAIRE ET ENTREPRENANT ?

Le peuple haïtien allait sauter sur cette excellente opportunité pour abattre les murs du silence qui l'emprisonnaient depuis plus de seize ans. Il en trouva l'occasion avec l'émergence d'une presse indépendante qu'il alimenta constamment et appuya avec détermination dans les moments difficiles. Cette presse allait se distinguer par son attachement profond aux revendications immédiates et stratégiques des secteurs populaires et devait s'ériger sans tarder, par sa détermination et sa combativité, en un symbole de liberté et en un pilier du mouvement démocratique national, y compris les organisations populaires dont elle fut, d'une façon générale, le meilleur et presque exclusif porte-parole.

En effet, vers les années 1973 commença à se constituer un petit noyau de journalistes dévoués et déterminés à travailler à l'œuvre de rénovation de la société haïtienne. Peu à peu ce petit noyau acquit une autorité incontestable auprès de tous les secteurs de la vie nationale, au point de déchaîner sur elle toute la rage des tenants de la dictature. Progressivement prennent naissance des hebdomadaires tels que le *Petit Samedi Soir*, *Regard*, *Inter-Jeunes*²⁸, qui publient des éditoriaux contestataires du régime dictatorial et formateurs de l'opinion publique du point de vue politique et social.

Ils multiplient des entrevues et des reportages moyennant des contacts directs avec les secteurs démunis du pays, à travers toute la République, présentent des témoignages sur les abus commis par les sbires du régime, informent, de manière précise et objective, sur divers aspects de la réalité économique, sociale et culturelle de la nation et sur les problèmes d'actualité des pays du continent et du monde en général.

²⁸ Dans la diaspora apparaissent également des hebdomadaires et revues qui jouent le rôle d'éveil de la conscience politique.

Mais c'est surtout la Presse parlée qui joua le rôle de "libération de la parole". De tous les coins du pays affluaient à Radio Haïti Inter, Radio Cacique, des sans-voix pour élever leurs protestations contre la répression des soldats, des chefs de section et "choukèt lawouze", pour exposer les problèmes socio-économiques de leurs sections rurales, leurs "bitations", leurs villes, leurs quartiers, pour se défouler de leurs déboires de la vie quotidienne, pour faire part de la création d'une association, d'un petit projet destiné à apporter une amélioration aux multiples maux qui assaillent leurs communautés.

[38]

De leur côté, ces stations de radio étaient toujours présentes "là où l'action se passe" transmettaient les doléances des exploités, des laissés pour compte, des "exclus", des extorqués, des victimes de la répression, des violés, des désabusés, commentaient de façon critique et intelligente les thèmes brûlants de l'actualité nationale, se dressaient contre la corruption du régime, contre l'immoralité et les bassesses des potentats du gouvernement, développaient la pratique de "libre tribune" où les auditeurs, tout en gardant l'anonymat, ont la liberté d'exprimer et de débattre leur opinion sur les grands problèmes nationaux et sur les menues questions de leur vie de citoyens.

Parallèlement, ces "tribunes du peuple", en diffusant avec des commentaires appropriés les nouvelles sur les questions brûlantes de l'actualité internationale, contribuaient à ouvrir la population sur l'extérieur et à élargir leur horizon politique, tout en développant chez elle le sens de la solidarité avec la lutte des autres peuples et le sentiment d'appartenir à une communauté qui la soutienne dans son dur combat pour la démocratie. Le cas de Somoza en est édifiant. Son gouvernement fut, à son crépuscule, une cible privilégiée pour ces stations de radio – et le reste de la presse indépendante en général.

Il n'était guère difficile de détecter derrière les nombreuses critiques qu'on lui dirigeait, derrière la condamnation de sa dictature, derrière la satisfaction que provoquaient les sandinistes, derrière l'explosion de joie qui accueillait le triomphe du FSLN, il n'était guère difficile de distinguer clairement Jean-Claude Duvalier et le régime duvaliériste en général., ses pratiques répressives et sa corruption grossière, l'allusion à la "guerre de guérilla" qui lui est déclarée et l'avertissement sans ambages du triste sort qui la guette. De fait, le pa-

rallèle est frappant entre les deux "babies", fils de papas mégalomanes et "buveurs de sang", entre leurs deux gouvernements abjects et entre la répulsion que les deux provoquent de la part de leur peuple et de l'opinion internationale.

Dans la suite apparaissaient Radio Soleil et Radio Lumière, de l'Église Catholique et de l'Église Protestante respectivement. La perception d'honnêteté dont jouissaient ces deux institutions dans le pays, l'ascendant incontestable qu'elles exerçaient sur la population, en particulier les secteurs populaires, leur capacité de communication intense avec ces derniers, leur conféraient un pouvoir énorme dans le rôle d'éveil de la conscience populaire aux idéaux de la démocratie.

[39]

On notera d'une façon spéciale le travail colossal effectué par ces deux dernières stations et Radio Haïti dans la diffusion et la valorisation du créole. Oeuvre d'une importance capitale dans le processus de libéralisation de la parole : non seulement elle permet de vaincre cette barrière infranchissable que représente la langue française pour l'immense majorité du peuple haïtien et d'établir une franche communication avec celle-ci, mais aussi et surtout elle contribue puissamment à surmonter le ghetto où on la tient captive depuis des siècles.

Avec cette agitation de la Presse indépendante prend naissance péniblement, prudemment mais avec fermeté, un gigantesque mouvement de subversion de l'ordre établi. Initié vers 1973 il n'atteindra son âge adulte que le 7 février 1986. Mais il aura fallu cette longue période d'incubation pour que le peuple haïtien apprenne à contourner - en utilisant intelligemment les multiples ressources logées dans ce qu'on a coutume d'appeler sa "culture du marronnage" - les innombrables embûches et les coups bas d'un ennemi fort expérimenté et passé maître dans l'art de l'escroquerie et de la fourberie. Ce long cheminement aura été nécessaire, pour inventer des codes indéchiffrables pour l'adversaire, pour inventorier, revivifier tout en la renouvelant la longue tradition de résistance populaire du peuple haïtien.

Cette période de déploiement d'idées, de ruses, de tactiques nouvelles manquera certes de solidité pour casser les pièces maîtresses de cette machine infernale qu'est l'État haïtien, telles que l'Armée, l'appareil judiciaire, l'Administration Publique. Mais elle les aura mises à nu

et aura démasqué les artifices qui leur permettent de se maintenir et de pulvériser la société civile.

Ce ferment et ce tissage de sentiments, de symboles, de codes, d'attitudes et d'actions communes n'ont pas acquis - tout au moins jusqu'à présent - suffisamment de forces pour souder les éléments épars, disparates, inconsistants de la "société civile" et en faire un rempart inexpugnable. Ils ont pu, toutefois, produire entre eux des liens solides contre le pouvoir et pour la construction d'un édifice social moins déchiré.

En réalité les fondements de ce rassemblement étaient bel et bien posés. La détérioration de la qualité de la vie d'amples secteurs de la population était évidente et apparaissait chaque jour plus problématique pour des tranches du "secteur privé" la relance de l'économie. Ce en [40] dépit de "l'encadrement" des "autorités" du "nouvel ordre mondial" et de leur projet de restructuration de l'économie haïtienne.

À titre d'illustration : la forte migration de la campagne vers les villes et l'accélération du processus de bidonvillisation et d'aggravation des conditions de vie. Selon le Bulletin Dossier de la Conférence Haïtienne des Religieux (CHR) de 1981, en 1976 la hausse des prix à la consommation aurait doublé par rapport à 1970 ; la migration de la campagne vers les villes est impressionnante, aggravant scandaleusement le processus de bidonvillisation déjà accentué : 300.000 personnes vers la capitale en 1976, 700.000 en 1980 ; en 1975, 48% de pauvres absolus et 75% en 1980 ²⁹. D'après Cary Hector, qui reproduit des informations de l'Agency for International Development, dès le début de la décennie 80, "s'accumulent les signes annonciateurs non pas seulement d'un ralentissement de la croissance mais aussi et surtout d'une crise économique majeure : déficit de la balance commerciale passant de 52,3 millions de dollars en 1976 à 144,3 millions en 1981, crise de la balance des paiements exprimée par le quintuplement du déficit des comptes courants, soit 20,3 millions de dollars en 1981, épuisement des réserves de change, réduites, au 30 septembre 1981, au montant de 19 millions de dollars..." ³⁰.

²⁹ Selon le Bulletin Dossier de la Conférence Haïtienne des Religieux (CHR) de 1981, en 1976 la hausse des prix à la consommation aurait doublé par rapport à 1970 ; la migration de la campagne vers les villes est impressionnante, aggravant scandaleusement le processus de bidonvillisation déjà

Peu à peu, les divers classes, secteurs, catégories de la société allaient chercher - seuls ou de concert avec les autres, formant des embryons d'organisation et d'association, ou de façon spontanée et dispersée - à s'insurger contre la peur asphyxiante et le pouvoir oppresseur et paralysant.

LA RAGE SOUTERRAINE DES PAYSANS

De tous temps les paysans pauvres, les "gwo zòtèy", sont la proie de l'exploitation la plus crue, l'extorsion brutale de leurs maigres produits, la spoliation ouverte et violente de leurs terres. Ces abus historiques se sont multipliés et aggravés au maximum, constituant une source sûre et efficace d'enrichissement des grands dons duvaliéristes et se transformant en tout un système de paiement et de récompenses aux tontons-macoutes zélés. Depuis la fin de la décennie de 1970 des signes évidents de contestation apparaissent pour se convertir progressivement en un vaste réseau de résistances et de soulèvements soutenus. Jean Dominique, dans son article "La fin du marronnage haïtien : éléments pour une étude des mouvements de contestation [41] populaire en Haïti"³¹ nous en a donné un aperçu intéressant, nous indique la créativité des paysans dans la recherche des actes protestataires, la logique de subversion que ceux-ci recèlent et leur progression dans l'espace et dans le temps.

Nous insistons sur le rôle important de cette insurgence de la paysannerie, spécialement de la paysannerie pauvre, dans la conformation du mouvement démocratique haïtien actuel. L'éveil de la conscience des paysans et leur entrée massive et résolue sur la scène socio-politique constitue l'une des tranches les plus sûres dans le combat pour la démocratie dans le pays. Nous indiquerons, toutefois, que la rébellion

accentué : 300.000 personnes vers la capitale en 1976, 700.000 en 1980 ; en 1975, 48% de pauvres absolus et 75% en 1980. (Cité dans l'article "Il faut que ça change ! L'imaginaire en liberté", publié dans "Haïti et l'après Duvalier, Tome I, Editions Henry Deschamps/CIDIHCA, 1991, sous la direction de Cary Héctor et Hérard Jadotte).

³⁰ Reproduit par Cary Hector dans "Une quête du politique", Éditions CIDIHCA/ Henri Deschamps, 1991, p. 214-215.

³¹ Paru dans la revue Collectif Paroles, No. 32, mai-décembre 1985.

de la paysannerie ne sera pas partie prenante du mouvement des organisations populaires qui éclatera au lendemain du 7 février 1986³². Tout en rappelant que l'exode rural massif des paysans sans terre vers les bidonvilles et les quartiers populaires des villes représentent l'une des sources les plus fécondes des organisations populaires.

LE CHEMINEMENT PÉNIBLE DES OUVRIERS

Les ouvriers industriels apportèrent également leur contribution au processus de formation du mouvement populaire haïtien. Bien que de façon limitée. Et pour cause. En effet, ce secteur souffrit sous le régime des Duvalier d'une répression violente systématique. C'est ainsi que, en 1963, François Duvalier décréta la dissolution de l'Inter-syndicale des ouvriers. Suite à ce coup les ouvriers battirent en retraite.

Cependant, quelques bastions de résistance de la classe ouvrière n'ont guère déposé les armes signifiant - à travers leurs revendications au sujet de leurs conditions de travail, de l'installation de contrats collectifs, de grèves et d'arrêt de travail, de lutte contre la corruption des leaders et le phénomène de "macoutisation" des syndicats - leur combativité et leur désobéissance à l'endroit du gouvernement, de sa politique antipopulaire et anti-syndicale, en même temps qu'envers les entrepreneurs nationaux et étrangers. Nous pouvons ranger dans cette catégorie les ouvriers du Ciment d'Haïti, des usines sucrières : la HASCO, la Centrale Dessalines aux Cayes, l'usine Welch dans le Nord, et de la Pepsi Cola.

L'apport des ouvriers à l'œuvre de construction du mouvement populaire s'intensifie à partir de l'année 1980, date de la création de la [42] Centrale Autonome des Travailleurs Haïtiens (CATH) par un groupe de syndicalistes plus ou moins expérimentés et déterminés à

³² Les organisations paysannes telles que Mouvement Paysan de Papaye (MPP) dans le Plateau Central, Tèt Kolé dans le Nord-Ouest et Solèy Levé dans le Sud, très politisées, jouent un rôle important dans le mouvement populaire haïtien et sont proches des organisations populaires. D'aucuns les considèrent comme telles. Pour nous elles ne le sont pas à cause de leur caractère structuré et permanent, attributs que possèdent en général les organisations paysannes, au contraire des organisations populaires.

déraciner la dictature des Duvalier. Après le 7 février 1986 la CATH développa des rapports serrés avec les organisations populaires, qu'elle appuyait souvent avec son infrastructure matérielle, très réduite il est vrai, et avec lesquelles elle réalisait des activités communes, telles que des appels à la grève nationale, des mobilisations de rues, etc...

PRÉOCCUPATIONS DANS LA MAISON DES PARTENAIRES

Le mécontentement n'eut pas de limites; il frappa à toutes les portes. La bourgeoisie, alliée naturelle de l'État et du gouvernement des Duvalier (en dépit de quelques frictions, particulièrement au début du régime), se sentit atteinte dans ses intérêts immédiats et stratégiques. La corruption, le partage des pots-de-vin, l'insouciance absolue par rapport au devenir de la nation vouaient irrémédiablement à l'échec la soi-disant "révolution économique" du gouvernement de Jean-Claude. La faillite de sa politique économique était totale.

Seuls en profitaient les barons du duvaliérisme et une poignée d'élus au sein de "l'élite économique", les éternels maîtres de l'économie nationale. L'avenir ne promettait rien de bon. Après avoir participé allègrement au partage du gâteau et voulant parer à une forte indigestion, une partie des invités prend progressivement sa distance vis-à-vis de son amphitryon et ose de temps en temps lui faire ouvertement des remontrances. Simultanément, elle prend la décision de rompre le petit cercle fermé dans lequel elle a toujours évolué et de ne plus se tenir à l'écart du "mouvement général de la société." Le 9 janvier 1981, l'Association des Industries d'Haïti (ADIH), dans une étude présentée au gouvernement, dénonce la crise économique que traverse le pays et fait part de son intention de "poser tous les problèmes afin que soient dégagées des solutions simples, pour rendre meilleur le sort des ouvriers, protéger le développement de l'industrie et améliorer ainsi la politique économique et sociale du pays" ³³.

En cette même année, 1991, on assista à des efforts d'organisation des entrepreneurs haïtiens et à des prises de position collective face au

³³ Cary Hector, op. cit., p. 215.

gouvernement. En témoigne la lettre adressée en juin 1981 au Secrétaire d'État des Finances et Affaires Économiques par Hubert Dufort, président de la Chambre de Commerce à ce moment-là : "La [43] confiance de l'ensemble du secteur privé, écrit M. Dufort, vis-à-vis des représentants du Pouvoir Exécutif au niveau ministériel de même que pour les dirigeants des organismes de représentations, telle la Chambre de Commerce d'Haïti elle-même, s'est érodée à un point alarmant"³⁴.

Les entrepreneurs - plutôt, un large secteur parmi eux - signifiaient donc, clairement, au gouvernement qu'il ne devait plus compter sur leur appui et, du coup, manifestaient leur volonté de changement - de changement dans la continuité sans nul doute, soit - et leur disposition à intégrer le Concert Démocratique qui se préparait patiemment. Et, le 7 février 1986, ils contribueront, sans aucun doute, au départ forcé du dictateur à vie.

"ET SI NOUS ENTRONS DANS LA RONDE" S'EXCLAMENT LES BIDONVILLES ?

Aux débuts des années 70, l'augmentation de la misère à la campagne, la répression, la spoliation des terres des paysans, l'accroissement des industries d'assemblage à Port-au-Prince et la recherche éperdue d'un mieux-être, intensifièrent le déferlement des "habitants" vers la capitale et les villes de province aggravant le phénomène de "bidonvillisation" et d'extension des quartiers populaires qui allait atteindre chaque jour des proportions plus alarmantes. Avec l'affluence des "gens des mornes" dans ces "fourmilières" où le combat se livre sur tous les fronts : contre la faim, contre le chômage, contre l'absence de logement, l'insalubrité, les épidémies, contre l'humiliation et l'arrogance des "gens de bien", la vie de tous les jours pour ceux qui ne se transforment pas, ou pas encore, en "boat people" devient un pesant cauchemar et la survie un véritable exploit, qui requiert beaucoup de tact, d'ingéniosité, de détermination.

³⁴ Cité par Leslie Péan, dans "Le secteur privé, le capital international et le pouvoir duvaliériste", in Collectif Paroles, No. 32, mai-décembre 1985, p. 27.

Une prouesse spéciale de ces incorrectement appelés "marginiaux" réside dans l'art de "cohabiter" avec les macoutes, les "petits macoutes" qui partagent les mêmes quartiers, les mêmes rues, les mêmes "corridors", jusqu'au même toit parfois. On doit savoir détecter le "vrai macoute" par nécessité, connaître le moment d'user de la fermeté, de l'audace, et le moment d'être tolérant, flexible ; chercher des techniques de surveillance efficaces mais subtiles, inventer des formes de communication spéciales avec ses compagnons de lutte.

[44]

L'habitude de "vivre" avec les cruautés des macoutes et les exigences de la "cohabitation forcée" a, d'un côté, nourri une haine épaisse du macoutisme qui aboutit à un rejet profond du duvaliérisme et de tout le cortège de perfidies qui l'entoure ; de l'autre provoqué un ferment de ruses, d'astuces, de tactiques qui allaient renforcer le vaste mouvement populaire du 7 février en général, les organisations populaires en particulier. Citons les prises de paroles véhémentes, les mobilisations de masses, les pneus enflammés et les barricades, les brigades de vigilance, les "dechoukay", le supplice du collier appelé dans le jargon populaire : "pè Lebren"³⁵.

Parallèlement, et pour les mêmes raisons, se développaient dans les bidonvilles, véritables "ceinturons de misères" - comme on les désigne dans certains endroits de l'Amérique Latine - et dans les quartiers populaires de la capitale et des grandes villes du pays, un esprit d'association, de solidarité qui trouvait divers canaux et formes d'expression : dans la participation aux "petits projets communautaires" mis sur pieds par les organismes non gouvernementaux (ONG), dans la création de clubs sportifs et juvéniles, dans la multiplication et la dynamisation des communautés ecclésiales de base appelés en Haïti TKL (Ti Kominote Legliz ou Ti Legliz), dans la présence active dans les processions et marches religieuses anti-gouvernementales, l'organisation des mobilisations populaires et les manifestations de rues, dans le sou-

³⁵ Du nom d'un entrepreneur vendeur de pneus d'automobiles, Père Lebrun. Le supplice du collier consiste à mettre au cou d'un tonton-macoute reconnu pour ses crimes et exactions un pneu usé qu'on allume et qu'on laisse consumer jusqu'à la mort de l'accusé. Cette arme est souvent utilisée comme moyen de pression par les habitants des quartiers populaires contre des politiciens influents opposés aux revendications populaires et à toute forme de progrès social.

lien effectif aux grèves des travailleurs et à la lutte des étudiants, dans l'explosion des comités de quartier au lendemain du 7 février 1986, enfin dans le déferlement, à partir de cette même date, des organisations populaires qui, précisément, sont comme le prolongement naturel et la synthèse de ces diverses formes et pratiques associatives ; lesquelles, de leur côté, continueront d'être la sève qui alimente en permanence ces organisations populaires.

Les mêmes conditions d'existence des habitants des quartiers pauvres et des bidonvilles exacerbées par la violence et les exactions quotidiennes du macoutisme sont à la base du radicalisme idéologique de ces secteurs qui se manifeste à plusieurs carrefours du parcours du mouvement national et qui gît au plus profond des organisations populaires. Par ailleurs, ces mêmes éléments seront sans nul doute présents dans les formes de lutte du mouvement, en particulier les organisations populaires, et expliquent nombre d'actions ponctuelles du peuple pour venir à bout du gouvernement de Jean Claude Duvalier le 7 février 1986.

[45]

Mentionnons quelques-unes de ces actions. Tout d'abord, les émeutes de mai-juin 1984, aux Gonaïves le 28 mai, au Cap-Haïtien le 29 mai, 1er juin à Hinche. Dans ces émeutes, la foule envahit des dépôts de nourriture qui devait être distribuée par des organismes internationaux, notamment CARE. Se basant sur cette action, certains ont pris l'habitude d'appeler ces manifestations "émeutes de la faim". Mais de toute évidence elles visaient plus haut que la satisfaction du ventre qui, bien sûr, était également de la partie.

En réalité, ces expressions de la colère populaire lançaient un message clair à ses bourreaux : "Nous avons vaincu la peur que vous avez érigée en principe de gouvernement". Elles signifiaient en quelque sorte une cassure dans le système de terreur et de méfiance imposé par les Duvalier depuis 1957. Les "À bas Duvalier" lancés de concert et à gorge déployée et les affrontements massifs ouverts avec la police avaient un puissant effet de catalyseur. Le processus d'agitation populaire nationale permanente était pratiquement déclenché dans les esprits ; il n'attendait que les circonstances propices pour se concrétiser dans les faits.

Certains des dirigeants interviewés verraient dans cette forme de mobilisation l'antécédent historique le plus immédiat de nos organisations populaires. Nous pourrions partager une telle opinion pour ce qui s'agit de l'origine sociale des participants à ce genre d'actions collectives, leur détermination dans la lutte, le caractère spontané et rapide des actions, leur délimitation spatiale, leur force symbolique de contestation et de rejet des normes et valeurs socioculturelles établies. Par contre, elle nous paraît un peu audacieuse quand nous comparons la finalité politique de ces deux formes de mouvement et l'orientation idéologique qui les sous-tend.

L'année suivante allaient se déchaîner une série de contestations populaires que ne pouvait guère contenir le gouvernement. Le 2 février 1985 eut lieu une gigantesque marche des jeunes sous le patronat de l'Église Catholique. Après les masses urbaines et suburbaines, c'est l'irruption de cet acteur sur la scène politique, les jeunes, qui allaient remplir un rôle central dans la mobilisation populaire pour le renversement du gouvernement de Jean-Claude, dans la conformation et consolidation du mouvement populaire national, dans la création et le développement des organisations populaires.

Du 8 au 18 avril 1985, l'Église Catholique réalisa dans la ville de Jérémie [46] un événement transcendantal dans la lutte anti-dictatoriale et le combat pour la démocratie : le premier Congrès National des Jeunes, dans lequel des revendications stratégiques de ce qui allait devenir le mouvement populaire et des principes de base des futures organisations populaires allaient s'inscrire en lettres d'or. Écoutons ces revendications et objectifs à travers les paroles de Mgr. Willy Romé-lus : "C'est le droit à la vie. C'est pouvoir se nourrir convenablement, se loger d'une manière décente et digne. Libération dans un pays où les gros bonnets, les nantis ont tout en main, s'accaparent de tout, font du pays leur chose propre et laissent les petits à côté sans rien, les mains vides, crevant de faim. C'est une libération qu'il nous faut entreprendre, règne de la justice pour tous, de l'égalité, de la fraternité, règne du savoir, de l'instruction pour tous." ³⁶.

Puis viennent au mois de juillet 1985, une pluie de protestations de la part des jeunes de diverses localités du pays, des partis et personnalités politiques contre le prétendu référendum sur la continuité du pou-

³⁶ Dans "*Une quête du politique*", de Cary Hector, p. 231.

voir projeté par le gouvernement pour le 22 juillet et qui accuse des signes évidents d'une grotesque mystification. Et à partir du 28 novembre, date de l'assassinat par les militaires de trois écoliers dans la ville des Gonaïves, les masses populaires du pays allaient, région après région "occuper" définitivement les rues jusqu'à l'exil forcé de Jean-Claude et de ses acolytes le 7 février 1986. Dans cette agitation sociale généralisée les quartiers populeux occupaient le devant de la scène.

LA RÉVOLUTION CULTURELLE DE "L'INTELLIGENTSIA"

Les couches moyennes sont présentes dans toutes ces formes de contestations populaires dans les divers types d'organisations et associations qui participent au mouvement démocratique et se rangent aux côtés de tous les acteurs sociaux populaires qui évoluent sur la scène politique nationale. Bref, elles ont conquis une place digne dans la constitution et le développement du vaste mouvement démocratique populaire. Nous voudrions mettre l'accent sur la participation d'un segment particulier de ces couches moyennes : "l'intelligentsia".

Nous avons déjà insisté sur le rôle actif, et efficace, de la presse indépendante, la presse écrite et parlée, spécialement la radio, qui représente un élément proéminent dans l'éveil de la conscience populaire, dans la "libération de la parole", le triomphe sur la peur et la pétrification [47] des esprits. D'autres secteurs - plusieurs journalistes en font partie également - de "l'intelligentsia" ont apporté leur appréciable contribution à forger la mentalité subversive contre l'ordre établi et à créer le ferment démocratique, à travers de multiples activités : la création d'institutions et organisations très efficaces dans l'accompagnement, l'encadrement et la protection des acteurs populaires, la critique judicieuse et didactique du régime duvaliérien et les prises de parole courageuses contre les abus et injustices de la part du gouvernement.

Mentionnons la fondation, en avril 1978, de la Ligue Haïtienne des Droits Humains. Elle a aidé considérablement à faire du respect des droits fondamentaux de la personne humaine et de la défense publique

de ces droits un principe inaliénable. En même temps elle sensibilisait l'opinion publique internationale sur la violation régulière des libertés essentielles de la part du régime et sur la lutte du peuple haïtien. Mission difficile et périlleuse, "... étant donné le contexte haïtien où la pratique démocratique se heurte au refus systématique des dirigeants de traduire en actes une littérature démagogique à l'adresse d'un peuple en proie, tout au cours de son histoire, à des menées ténébreuses de ses élites dirigeantes".

De fait, en novembre 1979 la Ligue fut victime d'une violente répression quand ses adhérents et 3.000 personnes, parmi lesquelles des diplomates étrangers, qui assistaient chez les Pères Salésiens à la conférence "Climat politique et Droits humains", furent battus et dispersés par "les forces de l'ordre".

Pour protester contre la censure au sujet des pièces de théâtre critiques de la dictature, un groupe de 150 écrivains élèvent vivement en mai 1979 ses critiques contre "une bureaucratie dont on sait déjà qu'elle est sectaire et partisane". "Nous soussignés, écrivains, poètes, romanciers, dramaturges, acteurs, critiques littéraires, historiens, chercheurs, etc... dans un pays torturé par la faim, rongé par la misère, nous revendiquons, nous créateurs et démiurges, le droit d'apporter librement à tous leur part de rêve et d'espérance"³⁷. Ce même groupe formera un mois plus tard l'Association des Écrivains Haïtiens (AEH).

Le mouvement de théâtre populaire et contestataire mérite une mention spéciale qui unit avec grande intelligence, sagacité et pédagogie les scènes de la vie quotidienne de la population, les revendications immédiates des secteurs populaires, un tableau critique [48] de la situation socio-culturelle et politique du pays et la vision d'une société juste et démocratique. Des pièces de théâtre telles que "Pèlin tèt" de l'écrivain Franketienne, "Debafre" d'Evans Paul, journaliste et plus tard leader politique national et fondateur d'une organisation populaire (KID), connaissent un succès fou dans le grand public haïtien et se promènent à travers le pays, suscitant un enthousiasme débordant, une "complicité profonde et un vif sentiment de renouveau et de changement chez les secteurs les plus défavorisés."

³⁷ Paru dans "*Une quête du politique*", p. 206.

Des partis politiques se joignent à ce récital de protestations et de revendications du droit au rêve et à l'espérance. Fait inconcevable sous la dictature, en l'année 1979, deux partis politiques de tendance démocrate chrétienne apparaissent sur la scène : le Parti Démocrate-Chrétien Haïtien, du pasteur protestant Sylvio Claude, et le Parti Social Chrétien d'Haïti dirigé par l'avocat Grégoire Eugène. Cet événement - l'action ouverte, non clandestine, de ces deux partis politiques - revêt un caractère symbolique important : il manifeste la possibilité et la nécessité d'une certaine structuration de notre société morcelée et dépourvue de tradition démocratique-légale. De fait, mise à part leur participation active dans le vaste mouvement d'insubordination générale qui prenait corps, le simple fait de combattre pour le droit à l'existence des partis et des associations indépendantes et d'opposition au gouvernement fut hautement positif pour ce mouvement.

Parallèlement au PDCH et au PSCH divers partis et groupements politiques, surtout de gauche, participent chacun à sa façon à la lutte nationale contre la dictature. Leur travail clandestin, patient et soutenu, a sans nul doute participé à son affaiblissement. Toutefois, leur apport le plus net se concrétise après la fuite de Jean-Claude Duvalier. Plusieurs dirigeants des comités de quartier et des organisations populaires sortent des rangs des groupements de la gauche et manifestent leur présence active dans les multiples manifestations populaires, en particulier dans les mobilisations de rues, dans les brigades de vigilance et autres types de contestation populaire.

Nous attirons d'une façon spéciale l'attention sur l'importance de ces militants des organisations de gauche dans la création et la multiplication des organisations populaires, dans les formes d'action de ces organisations en particulier et même, nous pouvons dire, du mouvement populaire général. Leur impact est remarquable également sur l'idéologie des organisations populaires auxquelles ils insufflent leur combativité, [49] leur confiance dans "la victoire finale" et, de manière générale, les orientations et attitudes prônées par la gauche radicale ³⁸.

³⁸ Un tel radicalisme n'est pas partagé par la totalité des intégrants et adeptes du mouvement de la Théologie de la Libération. Tout indique, toutefois, qu'il en est le courant dominant.

Nous n'oublierons pas l'œuvre d'éclairage, d'encadrement et d'appui réalisée par les "centres de formation", les "cercles d'études" et certains organismes non-gouvernementaux. Plusieurs dirigeants des organisations de base, en particulier ceux des futures organisations populaires, ont fréquenté leur école. Ni les associations de professeurs, ni les étudiants et personnalités intellectuelles indépendantes, lesquels, à travers leurs prises de position ouvertes en faveur du respect des libertés collectives et individuelles, leur participation aux manifestations publiques et populaires, leur soutien moral et matériel aux différentes formes de protestations contre la dictature et même leur militance directe dans certaines organisations de base, ont apporté leur grain de sable à la construction du mouvement démocratique.

ET DIEU S'EST FAIT HOMME

L'élément le plus significatif dans cette véritable commotion culturelle qui ébranle tout le pays et, d'une façon générale, dans la formation du mouvement démocratique populaire, est le plus vraisemblablement le courant religieux communément appelé théologie de la libération. (En mettant en relief ce courant de l'église catholique, nous ne pensons nullement minimiser l'apport général de cette institution).

En effet, à partir des années quatre-vingt, plus particulièrement depuis 1982, et sous l'influence de jeunes prêtres haïtiens, et étrangers, du Vatican II, de la Conférence des évêques latino-américains à Medellin puis à Puebla, l'église catholique s'inscrit ouvertement dans la lutte pour la libération du peuple, dénonçant sans ambages les abus du pouvoir absolu et protagonisant des actions collectives d'une efficacité incontestable, tels les processions et marches religieuses, les sessions de prières, les congrès de la jeunesse. Il est même presque évident que le rôle de la Conférence Episcopale d'Haïti (CEH), qui réunit les évêques de l'institution, dans le renversement du régime des Duvaliers fut considérable.

Mieux, l'église catholique contribue grandement à changer les mentalités, à forger l'esprit de justice, de fraternité, de solidarité, avec les faibles et d'engagement profond qui imprègne le mouvement populaire, et de manière spéciale les organisations populaires, à [50] impri-

mer un contenu fortement éthique au processus de changement initié officiellement le 7 février 1986. Cette rénovation culturelle apparaît clairement dans les divers "messages" délivrés à la nation à travers lesquels s'exprime la nouvelle "doctrine sociale" de l'Église catholique, ainsi que dans l'œuvre combien importante d'éducation politique et de soutien solide et permanent à la cause populaire réalisée par son organe de presse, Radio Soleil, dans la langue du peuple haïtien, le créole. Mentionnons d'une façon spéciale parmi les messages le "Bulletin - Dossier" de la CHR (Conférence Haïtienne des Religieux) paru en 1981 et la "charte de l'Église d'Haïti pour la promotion humaine" publiée en 1983.

Mais, nous devons malheureusement ajouter tout de suite que, la dictature renversée et le peuple contestant non plus le régime des Duvalier mais bien le pouvoir établi, l'église catholique commença aussitôt à se faire prudente et à prendre progressivement ses distances par rapport à la contestation populaire. Durant les journées chaudes de juin/juillet 1986, quand les masses "occupaient les rues en permanence", le virage politique s'opéra sans équivoque : l'église se rangea du côté du gouvernement civilo-militaire qui commençait à montrer ses griffes sans détours.

Nous ne pouvons passer sous silence la participation des églises protestantes et du vaudou dans l'explosion culturelle populaire. Le protestantisme haïtien influença positivement la "mentalité de changement" par ses dénonciations de la corruption, des inégalités sociales, des abus du pouvoir, bref par la diffusion des valeurs éthico-politiques qui jouèrent un rôle appréciable tant dans la mise sur pieds de l'insurrection populaire qui "déchouka" Duvalier que dans le combat démocratique postérieur au 7 février 1986. Témoin le comportement combattit de Radio Lumière qui lui a valu d'être la cible des attaques des terroristes duvaliéristes en plusieurs occasions. Toutefois, au lendemain du renversement de la dictature, tout comme la hiérarchie de l'église catholique, les autorités des églises protestantes adoptent un comportement plutôt hostile au mouvement populaire, hostilité qui s'exprime de façon spéciale dans leur dénonciation abusive du communisme.

En fait, leur volonté de changement semblerait ne pas franchir le seuil de la dictature sanglante, obscurantiste et corrompue ; elles paraissent redouter l'irruption massive du peuple sur la scène sociale et

politique [51] et seraient plutôt décidées à protéger l'ordre établi face à une telle menace. Cela n'empêche qu'au niveau de la base on trouve d'amples secteurs qui sympathisent sincèrement avec la volonté de transformations profondes ; il en existe même - pas en très grande quantité, il est vrai - qui participent pleinement aux organisations de base, y compris les organisations populaires.

Nous avons déjà signalé l'impact culturel du vaudou dans le mouvement de contestation populaire. N'oublions pas que le vaudou est l'un des grands dépositaires des traditions culturelles populaires de la nation haïtienne. À ce titre il représente un acteur important, qui fait prendre conscience - surtout à des secteurs des couches moyennes - des valeurs nationales populaires et de leur potentiel de changement. À tel point qu'au lendemain du 7 février 1986 il constitue en quelque sorte un terrain de lutte idéologique, avec toutes les confusions et mystifications qui l'entourent. (Notons que des membres -rares- d'organisations populaires et de "l'intelligentsia" en viennent à faire de la pratique du vaudou une activité ouverte, au contraire des coutumes établies dans le pays).

Cependant, nombre de potentats du vaudou sont des alliés sûrs du statu quo et fournissent un appui considérable au régime des Duvaliers, jusqu'aux derniers jours du règne de Jean-Claude.

L'influence de la théologie de la libération dans le renouveau culturel en particulier et dans le surgissement et le développement du mouvement populaire et démocratique en général est beaucoup plus profonde, plus systématique et durable. Elle représente en quelque sorte un des éléments les plus tonifiants des différentes composantes du mouvement. Elle signifie une manière d'être et de vivre des masses populaires ; en somme toute une philosophie qui gît au plus profond des divers acteurs collectifs et individuels de ces masses.

Dans le chapitre antérieur nous avons émis des réflexions sur cette "philosophie" au niveau de l'Amérique Latine. Nous n'insisterons plus directement là-dessus. Nous allons plutôt nous pencher sur l'impact de cette philosophie à travers les communautés ecclésiales de base appelées couramment TKL (Ti Kominote Legliz), qui peuvent être considérées à la fois comme le produit le plus distinctif de la théologie de la libération et l'une des formes de conscientisation et d'action les plus originales et les plus puissantes du mouvement démocratique national.

[52]

Cet impact est particulièrement considérable sur les organisations populaires. Notons que les premières organisations populaires (SAJ-Veye yo, Ayiti Pap peri) sont dans une certaine mesure le produit des théologiens de la libération (en particulier d'Aristide).

À cet effet nous aurons recours dans un premier temps à un recueil de cantiques intitulé "Ansanm Ansanm" diffusés et animés par les tenants de la théologie de la libération, religieux et laïcs, et au "Livre d'explication de la messe". Dans un deuxième temps nous utiliserons le document "Existe-t-il une église des pauvres en Haïti ?", une étude détaillée des TKL réalisée par un des exposants de la Théologie de la Libération.

Une des originalités de la théologie de la libération par rapport à la doctrine traditionnelle de l'église catholique, c'est la rupture radicale avec l'attitude passive, contemplative, et la force de l'engagement des chrétiens avec le milieu socio-économique qui les entoure et la vie de tous les jours : "Pouki sa n ap plede gade nan syèl la. : Pourquoi restons-nous là à contempler le ciel ?". Implorant le secours de l'Esprit Saint, les chrétiens s'écrient : "Lespri Sen, vini non, vini non... ede n chanje tè a : Esprit Saint, descendez et aidez-nous à changer le monde".

Car, Dieu lui-même est un Dieu qui vit, comme nous, la vie de tous les jours : "Bondye pa lwen, tankou nou konn pretann. Li tou pre n, li antre nan listwa n ap viv sou tè a : Dieu n'est pas loin comme on le prétend ; il est tout proche, il fait partie de notre histoire en ce bas-monde". C'est un Dieu rayonnant de vie, qui a triomphé définitivement de la mort et la défie perpétuellement dans sa lutte acharnée pour que règne la vie : "Jezi kraze lanmò... Jezi leve, li pap mouri ankô... Li leve byen vivan pou tout moun jwenn lavi : Jésus a vaincu la mort... Jésus a ressuscité, il ne mourra plus... Il a ressuscité rayonnant de vie pour que tout un chacun trouve la vie". Cette idée est présente dans presque tous les sermons et prises de parole publiques des théologiens de la libération.

Le Dieu des nouveaux chrétiens est donc un Dieu plein de vie : c'est un Dieu d'amour : "Montre n renmen menm jan avèk Jezi... Montre mwen sa sa vie di renmen." Apprends-moi à aimer comme Jésus aime... apprend-moi ce que ça signifie, l'amour" Il est donc un

Dieu- camarade, auquel on peut s'adresser en toute franchise, sans formalisme, sans trop de docilité. " Se sou ou m konte, pa fè m wont ou k Bondye m... w ap ban m lanmen, m ap ba ou lanmen tou." Je ne compte que sur toi, ne me déçois pas, toi qui es mon Dieu... Tu me [53] presses la main, je te presse la main, moi aussi."

Cette franche camaraderie, qui dénonce le paternalisme millénaire qui imprègne toute la pratique pastorale de "l'ancienne église", n'exclut pourtant pas un respect profond pour le Dieu des pauvres, pour le Dieu de la libération, et une confiance absolue en son pouvoir sans limites : "... koute lapriyè pitit ou yo, ki pap fè ou demann ase, men k ap ofri ou tou sa yo genyen, tout bon desizyon yo, tout jefò yo, pou lavi tou nèf Jezi a k ap anvayi nou : ... Ecoute la prière de tes enfants, ils ne font pas que t'adresser des demandes, ils t'offrent aussi tout ce qu'ils possèdent, toutes leurs bonnes décisions, tous leurs efforts, pour que la vie tout à fait nouvelle de Jésus nous remplisse entièrement." L'immense et noble tâche que Dieu a confiée à ses fils-amis, celle de répandre sa vie à tout un chacun en tous lieux, ne peut pas être accomplie sans la foi chrétienne : "Ann mande Bondye lafwa k a pèmèt nou fè travay sa a : Demandons à Dieu qu'il nous accorde la foi qui nous permette de réaliser ce travail."

Ils demandent à ce grand et fidèle ami qu'il accompagne le monde et en particulier le peuple haïtien dans sa quête fiévreuse de justice. " Fè jistis donner sou tè a." Que la justice fleurisse sur la terre, d'amour. "Montre n renmen menm jan avè l. Apprends-nous à aimer comme lui (Jésus) il aime" ; dans sa lutte contre l'ignorance, la misère. Ils lui offrent leurs peines et leurs joies de tous les jours : leur petit commerce, leurs journées sans travail rémunéré, sans nourriture.

Ils mélangent aisément les problèmes et tribulations de la vie quotidienne avec les revendications historiques des masses déshéritées du pays, au point qu'il est difficile de discerner le religieux du social et du politique, et qu'en définitive ce sont ces derniers qui prédominent dans les cantiques, les oraisons, les épîtres, ce d'une façon très directe - trop directe -, sans nuances à des moments. Forts de ce précieux concours et de la justesse incontestable de leur cause, ils lancent avec fiel :

*"Ou menm ki gran nèg yon jou fò w matere.
Ou menm vant ou gwo yon jou fò fout kase*

*Ou menm ki siperyè yon jou w ap enferyè
Jodi a m ap kriye demen fo w fout kriye :*

*Vous qui êtes riche vous serez pauvre un jour
Vous qui avez la panse grosse de nourriture un jour elle dégonfle-
ra.*

[54]

*Vous qui vous croyez supérieur vous deviendrez inférieur un jour
Si aujourd'hui moi je pleure demain ce sera votre tour."*

Ou encore :

*"Vle pa vle yo va peye sa
Sa yo fè nèg pa bliye y a tande nouvèl :*

*Tôt ou tard ils nous le paieront
Nous n'oublions pas ce qu'ils nous ont fait subir, ils entendront pa-
rier de nous."*

Ces passages expriment la rage d'un peuple martyrisé et humilié depuis près de deux siècles. Mais ils rappellent malheureusement le discours violent de l'extrême-gauche³⁹ qui en fait nourrit une posture antidémocratique. Remarquons que ce ton menaçant et fulminant jure sans équivoque avec la volonté de réconciliation nationale qu'ils expriment de cette façon : "Pendan w ap béni nou Granmèt n ap rekonsi-lye a tout frè n. Se ou k te di nou fè sa anvan nou pwoche kote ou : Alors que tu nous donnes, Grand Maître, ta bénédiction, nous nous réconcilions avec tous nos frères. C'est toi qui nous fais cette exigence avant de pouvoir nous approcher de toi".

Ce gauchisme et cet anti-démocratisme se manifestent à plusieurs reprises dans certains discours et pratiques du mouvement populaire, en particulier dans les organisations populaires.

Voyons maintenant, à travers le document intitulé "Existe-il une Église des Pauvres en Haïti ?" comment les TKL s'y prennent pour agir sur la lutte des masses populaires pour le changement grâce à la

³⁹ Un tel radicalisme n'est pas partagé par la totalité des intégrants et adeptes du mouvement de la Théologie de la Libération. Tout indique, toutefois, qu'il en est le courant dominant.

diffusion des principes philosophiques de la théologie de la libération et à travers ses modes d'action. À cette fin nous choisirons le chapitre "Histoire et Portrait des TKL" dudit document, et dans ce chapitre nous insisterons en particulier sur "Quelques options méthodologiques dans le cheminement des TKL".

On peut faire remonter les débuts de gestation des "Ti Legliz"⁴⁰ ou "petites églises" vers 1968 comme conséquence du Concile Vatican II qui fut clôturé en 1965, et "d'un effort de renouveau liturgique et d'engagement de l'église dans la pastorale de développement" qui s'initia vers la même époque.

Dans le cadre de ce renouveau liturgique apparaissent les "groupements communautaires chrétiens" à Laborde, dans la Plaine des Cayes [55] et dans d'autres milieux paysans du pays, expérience très intéressante et qui eut un impact positif dans l'éveil de la conscience des paysans. Plus tard, vers l'année 1978, on enregistre une autre expérience similaire dans la paroisse des Verrettes sous l'impulsion des prêtres dominicains avec les "Fraternités" : les laïcs se regroupent en "Fraternités" dans une localité autour de la Parole de Dieu et de la lutte pour la vie, une fois par semaine."

Ces expériences, et surtout celle développée dans le Nord, à Pilate, en 1968, où "des laïcs prennent l'initiative, en accord avec leur curé... de se regrouper au cours de la semaine dans une maison familiale pour partager la parole de Dieu, prier ensemble, poser des gestes de solidarité et entreprendre une action sociale dans toute la zone" et * choisissent de s'appeler des "Ti Legliz" ou "petites églises" constitueraient les antécédents les plus directs des TKL.

Nous voyons donc que les TKL naquirent avec les préoccupations de s'insérer dans leur milieu social, de réfléchir sur les problèmes concrets de ce milieu et aider à en prendre conscience, de s'asseoir "autour de la table" et partager les expériences. Les TKL allèrent dès

⁴⁰ Le document "Existe-t-il une Église des pauvres en Haïti" tient à préciser l'origine de cette dénomination des TKL : "Elles se disent "Ti Legliz", petites églises, insiste-t-il, non pas par rejet d'une quelconque grande Église mais comme l'Église renaissant dans l'œuf, au niveau cellulaire. Elles préférèrent se nommer "Ti Kominote Legliz "TKL", "petites communautés ecclésiales" parce qu'elles regroupent entre 10 et 15 personnes baptisées de l'Église catholique voulant vivre d'une manière confiée par Jésus-Christ à ses disciples."

lors réaliser un travail d'éveil social et politique d'abord dans la paysannerie, plus tard dans les quartiers pauvres des villes.

Il convient de relever de façon spéciale la structure de 10 à 15 membres des TKL aux fins d'efficacité. La structure des organisations populaires devra beaucoup à celle des TKL. (Nous entrerons plus tard dans les détails sur les rapports organisationnels entre les TKL et les organisations populaires, dans le chapitre sur les relations entre les organisations populaires et les autres organisations de la société civile.)

Nous avons montré comment le mouvement populaire démocratique qui explosa dès le renversement de Jean Claude Duvalier en février 1986 s'insère dans les profondes mutations qui s'enregistrent dans le monde à partir des années soixante au niveau économique, politique, idéologique, culturel. Nous avons vu également qu'au niveau de l'Amérique Latine d'importants changements s'opèrent dès les débuts des années soixante-dix dans la conception de la politique et que de nouvelles pratiques collectives émergent qui correspondent à cette demande insistante de démocratie politique et sociale longtemps étouffée dans le continent.

[56]

Le rappel de ce cadre socio-culturel mondial et régional aidera à mieux saisir tout le bouillonnement interne qui s'initia vers les années 73-74 et déboucha sur ce vaste et persistant mouvement populaire haïtien qui continue de secouer les entrailles de la société haïtienne. En prenant conscience, en particulier, de l'existence, dans divers pays de l'Amérique Latine, des nouveaux types d'intervention des masses populaires, nous sommes mieux armés pour aborder ce phénomène qui à première vue semble si original, si "étrange", si "dérangeant" au fond pour notre façon habituelle de percevoir les pratiques sociales et politiques, et pour les saisir dans leurs particularités nationales.

[57]

NOTES DU CHAPITRE 2

Pour en faciliter la lecture, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, nous avons converti toutes les notes en fin de chapitre en notes de bas de page. JMT.

[58]

[59]

Les organisations populaires en Haïti.
*Une étude exploratoire de la zone métropolitaine
 de Port-au-Prince.*

Chapitre 3

Identité et grandes orientations politico-culturelles

EN GUISE DE PRÉSENTATION

[Retour à la table des matières](#)

Les organisations populaires en Haïti sont essentiellement un phénomène urbain ⁴¹ ; elles se localisent presque exclusivement, dans les quartiers populaires et les bidonvilles des centres urbains, de la capi-

⁴¹ Elles correspondraient à ce que Manuel Castells appelle la "problématique urbaine" mise en évidence par plusieurs sociologues depuis les années 70. D'après ces derniers le fonctionnement anarchique du capitalisme axé en toute priorité sur le profit au détriment des références sociales engendre dans les centres urbains des contradictions spécifiques, nouvelles, qui affectent profondément les sociétés capitalistes, mais dont la compréhension exige qu'on se situe au niveau plus global de la logique du système capitaliste. C'est cette logique qui, dans le but de doter les centres de travail de la main-d'œuvre nécessaire et de permettre à l'État un meilleur contrôle social sur les citoyens, provoque dans certaines grandes villes une énorme concentration d'individus aggravant de façon dramatique parfois le déficit de services collectifs, tels que le logement, le transport, le téléphone, l'eau potable, etc.

En Haïti, les problèmes urbains se sont accrus de manière catastrophique à partir des années 70 avec l'accélération prononcée des mouvements migratoires ruralo-urbains sous l'influence des facteurs suivants : l'implantation dans le pays - de façon très particulière à la capitale - des industries d'assemblage, la mainmise sur les terres des paysans par les tontons-macoutes et grands dons, la répression incessante des paysans, l'anéantissement à la campagne du cheptel porcin national (au début des années 80).

tales tout particulièrement. Elles se manifestent plutôt de façon marginale en milieu rural. En même temps, on trouve des organisations populaires qui ont également un rayon d'action à la campagne tout en maintenant leur centre d'opération réel dans la ville

Les organisations populaires peuvent être considérées comme des organisations semi-territoriales : d'une façon générale, elles naissent dans un quartier déterminé à partir des inquiétudes des habitants du quartier, surtout des jeunes les plus avancés du point de vue de formation intellectuelle et idéologique ; par la suite, des gens d'autres quartiers peuvent s'y intégrer. D'ordinaire, ceux-ci sont des représentants de l'organisation dans lesdits lieux dans lesquels ils s'efforcent d'étendre l'influence de l'organisation-mère. Mais en principe le point de référence reste le quartier d'origine.

On trouve des cas où un groupe de jeunes d'une zone composée de différents quartiers contigus décident de former une organisation populaire. Ils s'entendent pour que les intégrants du noyau initial créent chacun dans son quartier une organisation. Ces différentes organisations s'assemblent alors dans une espèce de fédération, et un représentant de chacune des organisations (celui du groupe initial le plus vraisemblablement) s'intègre à un niveau supérieur, formant ainsi une direction unitaire pour l'ensemble de la zone. Cette formule obéit au souci de multiplier les organisations de base dans la perspective de lutte contre le système politique.

Il est très difficile de connaître le nombre d'organisations populaires qui existent dans le pays. D'abord, la ligne de démarcation des [60] organisations populaires et autres associations populaires est loin d'être claire. En second lieu, les organisations populaires bourgeonnent rapidement mais disparaissent avec la même facilité. En troisième lieu, repérer les organisations populaires n'est guère facile,

Il est pratiquement superflu de signaler que ces problèmes urbains se manifestent de manière dramatique en Haïti vu l'état de dénuement presque absolu qui frappe la grande majorité de la population de même que la traditionnelle démission de l'État haïtien quant à ses responsabilités face aux besoins élémentaires des classes populaires. Dans ce contexte de profonde pénurie sociale des couches populaires urbaines et d'un État irresponsable et impitoyable par rapport aux classes opprimées allaient émerger les organisations populaires dont les actions interpelaient directement cet État, réclamant sa transformation radicale.

vu que la plupart d'entre elles ne disposent pas de local propre. Finalement, par méfiance politique et/ou pour raison de sécurité, certaines organisations se dévoilent difficilement.

À Port-au-Prince, une brève enquête nous a permis d'identifier une soixantaine d'entre elles. Une estimation grossière placerait à cent cinquante environ la quantité d'organisations populaires qui existaient dans la zone métropolitaine de la capitale avant le coup d'État du 30 septembre 1991.

L'effectif des organisations populaires également est un mystère. À part l'inexistence d'un enregistrement systématique dans nombre de cas, il faut relever l'informalité, très prononcée parfois, qui règne dans la militance même. Il n'est pas toujours aisé d'établir la limite entre un militant proprement dit et un adhérent ou sympathisant. En général, la force des organisations populaires réside surtout dans le groupe de sympathisants qui constitue leur périphérie et est disponible pour des actions spécifiques et dans des conjonctures bien déterminées. Souvent les vrais militants ne sont pas plus de dix, qui en fait se résument en la direction. Au dire des interviewés on trouve des cas où une organisation est formée de deux ou même un seul militant véritable. "L'organisation" est alors constituée en fait d'un ensemble multiforme d'adeptes et sympathisants prêts à agir sous les ordres du (des) leader(s).

L'immense majorité des intégrants des organisations populaires sont des jeunes, la plupart de sexe masculin. (Il existe des organisations de femmes exclusivement.) Ils habitent presque tous les quartiers populeux et les bidonvilles et sont d'origine humble avec un niveau d'instruction très bas ou nul. On en trouve quelques-uns dont la situation socio-économique n'est pas tout à fait dramatique. De toute façon, le niveau de vie n'est pas considéré comme un critère d'appartenance à une organisation populaire.

"Le niveau de revenu des membres en général, nous apprend une dirigeante, est certes l'un des signes caractéristiques d'une organisation populaire. Mais il existe un autre élément très important : c'est l'angoisse et l'insécurité par rapport à l'avenir. Ceci même si le niveau [61] social n'est pas tout à fait bas, même s'il n'est pas tout à fait "populaire", même si le niveau de revenu n'est pas trop mauvais non plus ; on peut ne pas être

pauvre mais se trouver sans perspective dans le pays, on peut être sans travail, etc."

En réalité très peu de membres jouissent d'un statut social moyen. Et ceux-ci sont en général des dirigeants, qui peuvent être des universitaires ou des professionnels de grade universitaire ; ces derniers partagent en général avec les autres la situation de pénurie et apportent à l'organisation un appui - très faible - financier ; ils jouent souvent le rôle de conseillers et de formateurs idéologiques.

On y trouve également des artisans, chômeurs pour la plupart. Des "maîtresses de maison" frappées par la vie chère et les multiples problèmes de la vie de privation qu'elles mènent avec leurs familles démunies. Il existe des organisations populaires de catégories sociales déterminées : de marchandes, de soudeurs, de chômeurs, d'étudiants.

Les dirigeants : étudiants universitaires, ex-universitaires, professionnels ou jouissant d'un niveau éducationnel (et social la plupart du temps) plus élevé, se caractérisent par leur dévouement à la "cause populaire" et leur combativité. On en trouve avec une formation politique assez poussée ; ils étonnent parfois par leur niveau d'information sur la politique internationale, spécialement pour les pays du Tiers-monde, de l'Amérique Latine en particulier. Certains d'entre eux possèdent un charisme et un don de la communication remarquables. Du point de vue idéologique la majorité se situe dans la gauche radicale, avec ou sans formation idéologique marxiste.

Les organisations populaires ne professeraient pas la discrimination religieuse. Les membres peuvent être catholiques, vaudouissants, protestants ; quelques-uns, surtout des dirigeants, sont en même temps intégrants des "Ti Legliz". Toutefois, de petites frictions s'enregistrent parfois entre ces derniers et les autres membres pour ce qui a trait aux rapports entre la religion et la politique. Dans certaines organisations populaires règne un certain engouement pour le vaudou, ce dans la quête de l'identité culturelle qu'elles préconisent et, dans quelques rares cas, dans le souci de se protéger, contre la répression politique.

Seulement deux pré-requis existeraient dans la militance : l'anti-macoutisme et la prise de position inéquivoque pour le "camp populaire". Le sentiment anti-macoutique et anti-duvaliériste semble [62]

être l'élément le plus visible, le plus persistant et le plus intraitable des organisations populaires, en même temps que le lien le plus solide entre elles. Il représenterait même dans plusieurs cas leur principe d'identité le plus clair et leur principale raison d'être. Rappelons que nombre d'organisations populaires surgissent pour répondre à la recrudescence de la violence de la part des macoutes.

L'exemple le plus édifiant, c'est la tentative de coup d'État de la nuit du 6 au 7 janvier 1991 protagonisée par feu Roger Lafontant, en ce temps chef suprême des duvaliéristes. Une pléiade d'organisations populaires émergèrent au lendemain de cet incident. Plusieurs autres virent le jour lors de la formation des brigades de vigilance pour protéger les quartiers contre d'éventuelles actions criminelles de la part des tontons macoutes.

La dénomination de certaines organisations populaires telle que "Veye Yo" (surveillez-les, c'est-à-dire les macoutes et duvaliéristes) révèle leur dessein de combattre sans répit le macoutisme et le duvaliérisme. Leur discours est particulièrement violent quand ils dénoncent les forfaits des macoutes. À propos de cette dénomination, "Veye Yo" : leur capacité de découvrir, de discerner les macoutes non-déclarés est remarquable. Lors de la réforme et l'assainissement de l'Administration publique des premiers mois du gouvernement d'Aristide-Préval les organisations populaires jouèrent un rôle prééminent dans le décèlement des macoutes et des potentats anonymes du duvaliérisme⁴² et ne cessèrent de dénoncer les choix de hauts fonctionnaires qu'ils jugeaient équivoques à cause de leur accointance avec le duvaliérisme. Ils comptaient jouer à l'avenir le même rôle dans la désignation des représentants des collectivités territoriales.

Leur sensibilité extrême par rapport aux macoutes est même teintée d'une sorte de paranoïa. C'est ainsi que des partisans reconnus de la démocratisation de la vie sociale et politique du pays se voient parfois rejetés sans rémission dans le camp des macoutes tout simplement parce qu'ils ne partagent pas leurs points de vue politiques. Il est vrai que leur méfiance à ce sujet est en général justifiée et dans des situations concrètes elle représente une aide précieuse pour la cause démocratique.

⁴² Il faut signaler que dans bien des cas l'accusation de macoutes ne colle pas à la réalité, à cause du radicalisme idéologique des militants et de leur haine implacable du duvaliéro-macoutisme.

cratique grâce à la vigilance qu'ils professent et réclament avec insistance par rapport au macoutisme, là où le "secteur démocratique" en général manque de rigueur. Toutefois leur intransigeance face à tous ceux qui ne se positionnent pas ouvertement et invariablement dans le sens du changement social et leur assimilation à tort au macoutisme [63] semblent constituer un élément perturbateur dans le processus de dialogue nécessaire pour une solution durable de la profonde crise politique que traverse le pays depuis le 7 février 1986.

Le deuxième pré-requis consiste dans le parti pris pour les secteurs populaires. Nous attirons tout d'abord l'attention sur l'appropriation du "populaire" par lesdites organisations. En réalité et dans un sens large, toutes les organisations de base qui opèrent au niveau des villes, tels que les comités de quartier, les "Ti Legliz", les organisations communautaires, les clubs juvéniles des secteurs populaires, les syndicats de travailleurs, etc. sont en fait des formes d'organisation populaire, vu qu'elles sont des organisations des classes subalternes et sont composées de gens "communs", dont l'espace de vie se situe dans les milieux peuplés et qui partagent des schèmes culturels par définition antagoniques à ceux de "l'élite au pouvoir", de même que la position dans la structure sociale et politique ; "l'élite au pouvoir" comprend de son côté des individus qui "occupent les positions stratégiques de la structure sociale et qui concentrent les instruments du pouvoir, de la richesse et la célébrité". (Wright Mills : L'Elite du Pouvoir)

Il faut dire que les organisations populaires en Haïti font plutôt un usage réductionniste des concepts de peuple et de populaire. Le concept de peuple qu'elles utilisent s'identifie à celui autrefois accepté dans les milieux de la gauche révolutionnaire des pays de l'Amérique Latine, notamment dans la tradition de la révolution cubaine. D'après cette tradition, "peuple" "désigne l'ensemble des classes, couches et catégories sociales exploitées de la population qui agissent, s'organisent et se mobilisent politiquement de manière indépendante dans le but de rompre l'ancien système de domination et de développer son propre projet historique." ⁴³. Ici l'élément "conscience", la volonté explicite de changement radical est partie intégrante de la définition de peuple.

⁴³ Helio Gallardo : "Actores y procesos politicos latinoamericanos". Edit. DEI, San José, Costa Rica, 1989, p. III.

Il en est de même pour le concept de populaire. D'après Nestor Garcia Canclini, "le populaire [...] ne peut pas désigner pour nous un ensemble d'objets (artisanats ou danses indigènes), sinon une position et une action... Aucun objet ne garantit une fois pour toutes son caractère populaire par le simple fait qu'il a été produit par le peuple ou que celui-ci le consomme avec avidité ; le sens et la valeur populaires se conquièrent dans les relations sociales. C'est l'usage et non l'origine, la position et la capacité de susciter des actions ou des représentations populaires, qui confèrent cette identité ⁴⁴.

[64]

Le populaire ne comprendrait donc pas seulement tout ce qui se rapporte au peuple mais bien tout ce qui se rapporte au peuple et qui en même temps s'oppose au système dominant et peut contribuer à la construction d'une contre-hégémonie populaire. C'est ce que Canclini exprime en ces termes : "le populaire ne se définirait pas par son origine ou ses traditions, mais plutôt par sa position, laquelle il construit face à l'hégémonique" ⁴⁵. De fait ils sont légion ceux qui sont sortis des entrailles du peuple mais n'ont en réalité rien à voir avec lui. Nous en avons un exemple précis dans les "petits" tontons macoutes qui sont essentiellement d'origine franchement populaire.

Ce critère d'identification serait donc décisif pour démarquer les vraies organisations populaires des organisations bidon. De fait des organisations - de très rares à la vérité - ont surgi dans les quartiers populaires avec la prétention de se faire passer pour des organisations populaires, mais leur objectif est précisément de défendre les intérêts politiques des duvaliéristes, considérés comme les ennemis jurés du peuple. Ils sont immédiatement et avec force démasqués comme tels.

Nos interviewés sont catégoriques là-dessus. Pour l'importance du sujet, nous reproduirons textuellement des propos de quelques-uns d'entre eux :

⁴⁴ Nestor Garcia Canclini : *Las culturas populares en el capitalismo*. Edit. Nueva Imagen, México-Tercera edición, 1986, pp. 197-198.

⁴⁵ *Idem*, p. 165.

1. "Les militants ne défendent pas les intérêts d'une personne ou d'un groupe d'individus, mais bien les intérêts de la nation, les intérêts des plus défavorisés."

2. "Je constate que de nos jours beaucoup s'attribuent le qualificatif de populaire parce que ce concept est à la mode, mais, il existe des critères qui vous définissent comme organisation populaire. Organisation populaire signifie une organisation qui est composée des gens des masses tels que chômeurs, ouvriers, paysans et même des intellectuels qui prennent position pour les masses. Non seulement les masses la forment mais aussi elles défendent les intérêts des masses.

"Il faut se garder de croire qu'une organisation est réellement une organisation populaire par le simple fait qu'elle a pris naissance dans un quartier populaire comme le Bel-Air, par exemple ; alors que ses finalités et ses revendications n'ont absolument aucun caractère populaire. Elle peut être du côté du statu quo, elle peut être du côté de la bourgeoisie ; elle peut être même de tendance macoute, mais du fait qu'elle est du Bel-Air, de Cité Soleil, elle s'arroge automatiquement l'épithète de populaire, elle se dit du peuple.

[65]

"Nous devons donc éclaircir cette confusion entre être d'origine populaire et prendre une position populaire. Vous pouvez être du Bel-Air et être plus réactionnaire que quelqu'un qui vient de Turgeau."

"Nous autres, nous pouvons affirmer que nous sommes une organisation populaire par la position que nous adoptons en faveur des masses. Par exemple, par le travail que nous faisons dans le milieu ouvrier, dans les quartiers populaires, dans la paysannerie, en particulier la paysannerie pauvre ; mais aussi par la position politique que nous adoptons par rapport au pouvoir établi et par rapport à l'impérialisme.

"Il ne suffit pas que les membres proviennent des secteurs populaires, il ne suffit pas que leur niveau socio-économique soit bas ; il faut également que l'organisation ait une position de contestation face au système politique, il faut que l'organisation lutte pour changer la situation économique, sociale et politique des masses populaires.

"En d'autres termes une organisation peut prendre naissance dans un milieu populaire sans être pour autant une organisation populaire. De même, une organisation peut être formée de personnes provenant de secteurs non-populaires mais être cependant une organisation populaire si elle prend position pour les intérêts des masses populaires."

3.

"Le concept de populaire représente une réponse à ce qui est établi. C'est en ce sens qu'on parle d'éducation populaire, de culture populaire, d'église populaire. Quand on dit populaire on voit un groupe de personnes qui se réunissent dans le but de réfléchir eux-mêmes sur leurs problèmes, de lancer eux-mêmes leurs revendications et de tâcher d'y trouver des solutions. Des gens qui font partie des secteurs populaires mais qui ne sont pas conscients de leurs problèmes ne peuvent pas se réclamer du populaire... Il faut faire très attention à cela."

DES DIFFÉRENCES SENSIBLES

À ce niveau, des organisations telles que les comités de quartier (et les communautés ecclésiales de base) participeraient d'emblée du populaire et mériteraient donc ce qualificatif. Telle est l'opinion de quelques-uns de nos interviewés. Mais, la plupart semblent se montrer plus exigeants et plus sélectifs : il ne suffit pas de participer d'une façon [66] ou d'une autre à la construction d'une contre-hégémonie populaire ; pour qu'une organisation soit élevée au rang d'organisation populaire, elle doit maintenir une position de militance stricte (même si presque tous les interviewés insistent sur le caractère large et en général polyclassiste de la militance), de harcèlement de l'État et du statu quo ; elle doit remplir en quelque sorte un rôle de porte-drapeau et d'éclairage des masses. Elle doit fonctionner prioritairement au politique. À ce titre un nombre très restreint de comités de quartier peut être "accepté" comme organisations populaires.

C'est ce que nous explique un dirigeant en ces termes :

"Un comité de quartier ? Tout dépend de son orientation, du genre de lutte qu'il mène. Il se peut qu'il soit une organisation populaire. Prenons, par exemple, Makandal, qui opère au Cap ; c'est un comité de quartier. Mais, c'est un comité de quartier qui a de l'audience ; il pose dans la ville du Cap les revendications à caractère national. Mais un petit comité de quartier dont les activités consistent à nettoyer sa zone, à former un petit club culturel, on ne peut pas dire qu'il est une organisation populaire."

Un autre dirigeant s'exprime de cette façon :

"Il existe une très grande différence entre une organisation populaire et un comité de quartier. Un comité de quartier est quelque chose de momentané. Ceux qui forment un comité de quartier ils le forment dans le but de faire une série de travaux bien spécifiques, tel que le nettoyage des rues. Ou du moins les comités de quartier sont des regroupements spontanés. Une fois remplie la tâche pour laquelle les fondateurs s'étaient regroupés, les comités disparaissent. Par contre quand vous vous regroupez en tant qu'organisation populaire, vous êtes plus fort, vous avez plus de résistance.

Comme corollaire de cette exigence les revendications populaires qu'elle charrie doivent avoir un caractère essentiellement national, même quand elle pose parallèlement les problèmes spécifiques d'un quartier, d'une communauté, et qu'elle est formée sur une base sectorielle (jeunes, marchandes, femmes, etc.). En ce sens précis, les comités de quartier ne sauraient avoir la prétention d'être considérées comme des organisations populaires, car leur champ d'action est leur quartier et leurs revendications ne transcendent pas cet espace. Les organisations professionnelles, les organisations de femmes sont des organisations populaires quand et seulement quand leurs demandes [67] sont des demandes nationales (et leurs actions s'insèrent dans le cadre du changement de l'État et du pays en général).

Écoutons les propos d'une dirigeante à ce sujet :

"Notre organisation (une organisation de femmes) n'est pas une organisation communautaire, car son champ d'opération ne se limite pas à un

quartier, à une zone ; elle ne pose pas des revendications locales, des revendications telles que eau potable, courant électrique. Sa problématique est plus ample : en plus des revendications spécifiques de femmes, qui sont des revendications sectorielles, elle pose les problèmes du pays en général, avec une vision politique et économique nationale.

"Notre organisation ne lutte pas seulement contre la domination de la femme, elle lutte contre l'exploitation en général. Elle met en cause tous les éléments de la société, tout l'appareil d'État, car la lutte pour la libération de la femme va de pair avec la lutte pour la libération nationale."

Telle est également l'opinion d'une personne-ressource, dirigeante d'un centre de formation :

"Une organisation populaire ne regroupe pas obligatoirement des gens d'origine sociale populaire. Par exemple, une organisation de femmes qui agit dans le cadre du mouvement populaire peut avoir un caractère polyclassiste et être une organisation populaire dans la mesure où le projet qu'elle défend a un contenu social qui non seulement va dans le sens des intérêts des masses populaires mais qui pose des questions d'ordre national, dans la mesure où l'alternative qu'elle veut construire est sujette à apporter un changement qui soit en rupture avec le système oppressif qui pèse sur les masses populaires."

Cette conception du populaire rejoindrait celle de Bertold Brecht, pour qui "populaire est ce que les grandes masses comprennent/ ce qui ramasse et enrichit leur forme d'expression/ c'est ce qui incorpore et réaffirme leur point de vue/ c'est ce qui est le plus représentatif de la partie la plus progressiste du peuple, qui est en mesure d'en prendre en charge la conduite et qui soit en même temps compréhensible aux autres secteurs du peuple/ c'est ce qui part de la tradition mais la porte en avant...."⁴⁶

L'organisation populaire exigerait donc un engagement profond avec le processus de transformations politiques et sociales initié le 7 février 1986. Cet engagement signifie la lutte sans trêve contre l'État

⁴⁶ Bertold Brecht : "Escritos sobre teatro", Buenos Aires, Nueva Vision, 1973, Tomo 2, p. 63.

haïtien [68] et tous les ennemis du peuple, un chambardement total de tout le système politique autoritaire et corrompu ; il englobe évidemment l'affrontement ouvert avec l'impérialisme américain, qui serait le véritable soutien de ce système politique et obstacle historique à tout processus de changement politique dans le pays en faveur des masses déshéritées. Il faudrait préciser que ce sont seulement les dirigeants - et quelques rares militants de base - qui soutiennent de façon conséquente cette position.

Il est évident qu'on trouvera des nuances quand à cette posture politique. En effet, on peut établir sans équivoque que les organisations populaires s'attaquent de front à l'État et au système de domination. Mais, si la grande majorité vise des transformations structurelles profondes au niveau politique et social et la formation d'un État révolutionnaire-anti-impérialiste, dans la ligne de pensée de la "gauche révolutionnaire" des pays de l'Amérique Latine, un petit groupe d'entre elles se situent néanmoins dans le cadre plus ample de la construction d'un État "simple" démocratique. A celui-ci on exigerait essentiellement le bannissement de la répression et la corruption et la fin de l'exclusion sociale, économique et politique des immenses couches démunies de la population.

La dénomination même de certaines organisations suggèrent cette estimation : Asosyasyon Jèn Patriyòt Pwogresis Aysyen (Association des Jeunes Patriotes Progressistes Haïtiens), Inyon Patriyòt Konsekan (Union des Patriotes Conséquents), Oganizasyon Jenès Pwogresis (Organisation de la Jeunesse Progressiste), Mouvman Militan Nasyonalis Pwogresis pou Liberasyon Nasyonal (Mouvement des Militants Nationalistes Pour la Libération d'Haïti).

En d'autres termes, les membres des organisations populaires - spécialement les dirigeants - seraient avant tout des militants politiques qui se caractérisent par l'acharnement pour déraciner, "déchouer" le système politique. Ils se situeraient à un niveau - plus conséquent, plus respectable, plus honorable, d'après eux - que leurs alliés des comités de quartier, des comités ecclésiastiques de base, des organisations communautaires, etc., au niveau de la vraie politique ; et ils fonctionneraient par et pour la politique.

En ce sens, elles présenteraient une différence substantielle d'avec les organisations populaires des autres pays de l'Amérique Latine (la

[69] République Dominicaine mise à part), dont l'axe principal de lutte serait la démocratie sociale, à partir de la constitution de pouvoirs locaux, définis territorialement et sectoriellement.

MILITANCE OUI, MAIS EN DEHORS DES PARTIS

Mais attention. L'engagement politique à fond ne doit pas se confondre avec la militance partisane. Les organisations populaires se caractérisent par leur autonomie organisationnelle et idéologique des partis politiques. Des militants de partis peuvent les intégrer, mais à titre purement personnel.

De même, les organisations populaires ne se caractérisent pas par l'homogénéité idéologique. À part l'opiniâtreté contre le macoutisme/duvaliérisme, la défense intransigeante du populaire et la volonté, en général ferme, du changement social, les militants n'ont pas de profession de foi idéologique commune. Même le sentiment vague d'appartenir à une gauche mal définie et un marxisme mal à point n'est partagé que par un groupe plutôt restreint de militants de base. Un dirigeant interviewé l'exprime en ces termes : les militants n'ont pas un intérêt de parti, ni un intérêt directement idéologique. Indépendamment de la ligne politique et idéologique le militant s'identifie à l'organisation qui est sienne et qui partage ses points de vue :

"Une organisation populaire, prononce-t-il, est un type d'organisation très large qui ne recrute pas ses membres sur une base idéologique stricte, qui mobilise ceux-ci à partir de leur volonté de changement. Ces membres s'entendent sur un minimum de points. Pour le reste ils peuvent être protestants, vaudouisants, catholiques, chacun avec ses limitations propres. Le militant peut également être membre d'un parti politique quelconque, mais il trouve dans notre organisation un petit coin, il sent qu'il y a quelque chose qui l'identifie à elle et qu'elle défend quelque chose qui le concerne directement, quelque chose qui est sien, même s'il possède une autre raison qui le lie à un parti, à une religion déterminée.

"En d'autres termes, poursuit notre interviewé, cette organisation de masse qu'est l'organisation populaire tolère ce type de rassemble-

ment, avec ces genres de divergence ; elle considère cet individu comme un membre malgré tout, car l'intérêt n'est pas un intérêt de parti, ce n'est [70] pas non plus un intérêt directement idéologique, même si l'élément idéologie n'est pas mis de côté."

EN MARGE DE L'INSTITUTIONNEL

Nous mentionnerons finalement ce trait distinctif des organisations populaires. Nous nous référons à leur caractère non formel et leur refus, on pourrait dire délibéré, cultivé, de se maintenir dans les limites de la légalité et des normes institutionnalisées. Au départ, aucune organisation populaire n'est reconnue par l'État. Elles tiennent mordicus à être une sorte d'organisation de type nouveau et à conserver et développer leur personnalité indépendamment - parallèlement même, il paraîtrait - des formes organisationnelles habituelles, tels les partis politiques, les syndicats.

Les organisations populaires représenteraient donc de l'avis de nos interviewés l'outil d'éclairage le plus efficace en même temps que les défenseurs naturels des secteurs populaires et déshérités de la population. Elles tiendraient leur grande représentativité desdits secteurs par leur dévouement sans marchandage à leur cause et par leur haut niveau de conscience politique et sociale.

Mais il y aurait, si on en croit nos informateurs, un autre motif tout aussi important qui expliquerait ce privilège de la part des organisations populaires. C'est leur identification totale avec ces couches défavorisées, c'est la communauté d'intérêts et de sentiments qui les unit profondément. Les organisations populaires s'intégreraient tout à fait dans leur zone d'influence partageant le genre de vie, les problèmes et les joies des gens démunis des quartiers pauvres.

Nous ne pouvons nous empêcher d'avoir des doutes quant à un tel degré de représentativité populaire de la part des organisations populaires, de même qu'à cette forte communauté d'intérêts et de sentiments qui serait de mise entre elles et les classes subalternes. Nos doutes se fondent sur ces deux traits qui caractérisent habituellement les secteurs de la gauche radicale : la surestimation de leur enracinement dans les couches populaires et la conviction qu'ils sont les au-

thentiques et seuls véritables agents de libération des masses populaires.

[71]

Par contre, une chose nous paraît plus évidente. Il s'agit de la générosité des militants des organisations populaires vis-à-vis des couches démunies, générosité qui se manifeste dans leur empressement à partager avec elles le peu de moyens matériels et de confort dont elles arrivent à disposer. C'est ainsi que les gens utilisent leur local - dans les très rares cas où elles en ont -, leur téléphone, leur radio, etc. De même, les gens du quartier accourent parfois à elles en quête de nouvelles, de conseils, d'orientations dans les conjonctures difficiles. Et nous estimons que cette opinion d'un dirigeant n'est pas éloignée de la réalité : "Les gens cherchent quelque chose ; ils trouvent chez nous un endroit, un carrefour d'où ils puisent une idée ; et ils en sortent avec une conviction, avec un message, avec un mot d'ordre."

De fait, les organisations populaires jouissent du côté des secteurs populaires d'une crédibilité qui n'est pas à dédaigner. Une grande partie des aspirations et revendications de ces secteurs rejoignent leurs aspirations et leurs revendications. Car, leurs membres pâtissent des mêmes problèmes économiques, sociaux, politiques. La quête de justice sociale, par exemple, de dignité, que les classes subordonnées ne cessent de réclamer depuis février 1986, est en même temps la quête des organisations populaires.

Les dirigeants y compris : beaucoup d'entre eux vivent les mêmes conditions intolérables d'exclusion et de privation ; ceux qui connaissent une situation socio-économique plus tolérable sont en général d'origine sociale populaire et ne sont pas étrangers à leur sort. Et le fait qu'au lieu de prendre leur distance par rapport aux plus infortunés ils consentent à partager avec eux leur mode de vie indigne et à s'engager dans la même lutte leur confère une légitimité et une popularité appréciables.

De fait, ces conditions de vie sont abominables. Les résultats de l'"Enquête Socio-Economique dans les quartiers populeux" réalisée dans six quartiers de l'aire Métropolitaine de la capitale en octobre 1986 par l'Institut Haïtien de Statistiques et d'informatique (I.H.S.I) sont réellement révoltants :

"On y relève, indique l'enquête, cinq personnes en moyenne par logement, généralement d'une ou deux pièces ;

65% des ménages sont locataires ou fermiers avec seulement 28% de propriétaires ;

72% des ménages achètent l'eau pour leur usage domestique et [72] seulement 16% s'approvisionnent aux fontaines publiques ;

92% des ménages n'ont accès qu'à des latrines ordinaires dans leur cour ou hors de la cour et seulement 1% dispose d'un WC (hygiénique) "

Dans la même étude on constate que "le taux brut d'activité économique y (ces six quartiers) est faible, de l'ordre de 35% et celui du chômage "ouvert" très élevé" ; et "si l'on tient compte du fait que parmi les personnes occupées 29,6% d'entre elles [...] déclarent être en quête d'un emploi mieux rémunéré, on se fait une idée plus ou moins exacte du niveau de sous-emploi existant dans ces quartiers."

Par ailleurs, "près de 30% des ménages de ces quartiers populeux ne perçoivent aucun salaire et sont obligés de vivre d'expédients. En effet, sur un montant total mensuel de G 8.805.145 de revenu, G 8.032.699⁴⁷ sont consacrées uniquement à l'alimentation, soit 91,2% du revenu mensuel disponible." Ils sont toujours endettés. "Dans tous les cas, précisent les chercheurs, les revenus déclarés sont nettement inférieurs aux dépenses consenties par les habitants de ces zones pour subvenir à leurs besoins."

Il est vrai que "dans l'ensemble de ces quartiers, 35% de la population de six ans et plus ont atteint au moins le niveau primaire et 31% le secondaire", qu'on "y retrouve également un certain nombre de personnes ayant appartenu aux cycles universitaires et supérieurs)", et que "près de 70% des habitants de ces quartiers ont eu au moins la chance d'appartenir à un centre d'enseignement", pourcentages relativement acceptables quand on les compare avec la moyenne générale du pays (le taux d'analphabétisme serait supérieur à 75% à l'échelle nationale). Mais précisément ces chiffres dénotent l'effort colossal que

⁴⁷ Cette proportion nous paraît trop élevée.

déployent ces secteurs pour éviter à leur progéniture les multiples privations et vexations dont ils sont constamment l'objet.

Le plus tragique de ce tableau socio-économique, c'est qu'il s'inscrit dans le cadre de tout un système d'exclusion qui s'est certes raffermi durant les trente années du régime duvaliériste, mais qui est au centre même des structures sociales et politiques du pays, qui sévit depuis 200 ans environ et qui frappe les secteurs subalternes dans toutes les dimensions de la vie sociale. Ces derniers n'ont pas d'échappatoire face à cette machine infernale, souffrant, comme l'exprime notre interviewée plus haut, d'une angoisse profonde par rapport à leur avenir et se trouvant profondément et quotidiennement atteints dans leur dignité.

[73]

Ils sont remarquables par leur capacité à créer les mécanismes de survie face à ce système implacable. Ils ont pu contre vents et marées maintenir et développer leurs formes d'expression culturelle, qu'ils utilisent comme rempart contre les attaques incessantes du "monde d'en haut". Ils se sont en particulier évertués à perfectionner ce qu'on appelle couramment, à tort, du moins dans le cas d'Haïti, "l'économie informelle". D'après l'enquête socio-économique mentionnée antérieurement, "la proportion de personnes occupées travaillant à leur propre compte représente 62%. Ce qui prouve, poursuit l'étude, que le secteur dit informel joue un rôle prépondérant dans l'activité économique de ces zones" (c'est-à-dire les quartiers populeux qui font l'objet de l'étude).

Les organisations populaires participent à cette résistance des vastes secteurs "marginalisés" de la société. Partageant avec eux leur espace et leur mode de vie elles représentent le canal le plus immédiat pour exprimer leurs multiples et séculaires frustrations sociales, économiques et politiques.

Les organisations populaires permettent en même temps une sorte de prolongement des valeurs et coutumes des secteurs populaires. Rappelons qu'elles prennent naissance principalement dans les quartiers populeux et les bidonvilles et que la plupart des habitants de ces lieux proviennent des entrailles du peuple. Il est significatif que beaucoup d'entre elles se forment sous l'initiative d'un groupe d'amis. Les dirigeants insistent sur le rôle du partage et de la solidarité au sein de

leur organisation, valeurs assez répandues dans la société rurale haïtienne, et dans la religion vaudou (dans la catholique et la protestante également), qui imprègne fortement la culture des gens de la campagne, des secteurs populaires en général ⁴⁸.

Il est permis de penser que c'est la quête d'un espace de soulagement et d'une bouffée d'oxygène face à l'atmosphère asphyxiante du monde urbain qui constitue une des raisons principales de l'attraction de plusieurs jeunes vers les organisations populaires. Leur militance dans les organisations populaires indiquerait en quelque sorte dans le même mouvement un refus des modes de vie et des valeurs des secteurs dominants de la société. ⁴⁹

D'autant plus que depuis le 7 février 1986 on assiste à un processus de revalorisation des classes subalternes. À partir de cette date charnière dans l'histoire contemporaine d'Haïti, les masses populaires [74] maintiennent une présence imposante et incessante sur la scène politique et sociale, signifiant leur rupture d'avec les pratiques politiques anciennes où elles étaient considérées généralement comme chair à canon et cible privilégiée de la démagogie des politiciens traditionnels. À partir du renversement spectaculaire du régime des Duvalier dans lequel elles eurent une participation décisive, s'accélère de façon non équivoque le processus de constitution des secteurs populaires en acteurs politiques réels.

Leurs demandes sociales et politiques méconnues de tout temps occupent dans l'actualité une place centrale dans le dur combat pour la construction de la démocratie dans le pays. On dirait même que ce sont elles qui donnent le ton dans certains moments cruciaux de la vie politique nationale actuelle. Leurs revendications de justice contre les macoutes, de participation, de justice sociale, de lutte sans trêve

⁴⁸ "L'Enquête socio-économique dans les quartiers populaires" révèle que "généralement, les quartiers marginaux représentent la zone de prédilection des nouveaux migrants, lesquels représentent plus de la moitié de la population, 54,0%, en majeure partie d'origine rurale".

⁴⁹ Il faut préciser que ce refus ne signifie pas pour autant la volonté de rester dans la "marginalité" sociale ni un rejet des modes de vie et valeurs citadins. Nous concordons en ce sens avec les chercheurs chiliens, Tironi et Campera, qui opinent que le comportement des "marginaux" vis-à-vis de la société est contradictoire et obéit à une tension entre l'exclusion et l'intégration, entre la rupture et la participation".

contre la corruption s'érigent en leitmotiv des forces démocratiques du pays et sont inscrites dans la nouvelle Charte Fondamentale votée en 1987. De même, la condamnation systématique de la classe politique traditionnelle et la méfiance soutenue par rapport aux partis politiques - tout au moins les partis politiques traditionnels - aux débuts jugées simple expression d'un radicalisme enfantin et de manque d'ouverture, deviennent, à mesure qu'avance le processus politique, de plus en plus partagées par les divers secteurs engagés dans la construction de la démocratie.

Les organisations populaires semblent donc être un espace très utilisé par ces classes subalternes pour lancer leurs revendications et rendre publique leur position politique. Également c'est le lieu le plus naturel de leur apprentissage politique⁵⁰ ; car, comme le fait remarquer un dirigeant, les militants des organisations populaires ont l'avantage d'"être sur le terrain" et de partager la sensibilité des gens du peuple.

Ces attributs, dans une conjoncture marquée par une forte irruption des classes subalternes sur l'échiquier social et politique, valent aux organisations populaires d'être recherchées par les différents secteurs et forces politiques. Peu importe si c'est la crainte de s'attirer leur colère qui, dans la plupart des cas, inspire cette démarche. Le fait est qu'elles jouissent d'une renommée assez appréciable, surtout dans les moments d'effervescence politique.

[75]

AVANCER SANS TRANSIGER

Ce qui alimente leur arrogance et leur radicalisme politiques et accentue leur manque de sens de la réalité : d'une façon générale, elles tendent à surévaluer leur force réelle, exigeant sans tarder un "pouvoir populaire". Quelques dirigeants frisent même l'irresponsabilité quand ils s'obstinent à préconiser la lutte armée alors qu'ils savent pertinemment qu'ils sont loin d'avoir les moyens de leur politique. Ils puisent à

⁵⁰ L'absence chronique d'organisations politiques et sociales solides et crédibles sont le plus vraisemblablement la cause principale de ces privilèges de la part des organisations populaires.

la même source leur dogmatisme et leur sectarisme par rapport aux autres secteurs qui luttent sur la scène politique.

Pourtant, il existe un élément qui aurait pu ⁵¹ servir à doter les militants de l'esprit d'ouverture et de tolérance. Il s'agit de l'importance que les organisations populaires accordent à la formation de leurs membres (tout au moins en apparence). Tous les interviewés mettent l'accent là-dessus, et plusieurs d'entre eux informent que leur organisation fonctionne avec une section spéciale dédiée à la formation. De fait, le désir de formation est évident chez beaucoup de militants. On les rencontre dans les divers débats et discussions qui s'effectuent dans la période de "transition démocratique", spécialement au lendemain du 7 février 1986 ; ils organisent des conférences et causeries dans leur organisation ; leur intérêt pour la politique internationale, en particulier celle des pays de l'Amérique Latine, est visible.

Un détail digne d'être relevé : quelques organisations populaires, dans le souci de promouvoir le goût de la connaissance chez leurs militants, ont pris la coutume de réserver, avant d'initier leurs réunions, un espace pour discuter de l'actualité politique internationale, mais aussi de la physique, la chimie, etc. Quelques militants font un effort économique monstre pour se procurer d'une façon assez régulière "Le Monde Diplomatique" ; et ils développent l'habitude d'échanger entre eux des revues intéressantes.

Fort malheureusement, cette ouverture sur l'extérieur et cette soif de connaissance ne suffisent pas pour vaincre l'esprit hermétique formé à l'école de "marxistes-léninistes - et de quelques tenants de la théologie de la libération - quelque peu déphasés assez souvent et pas toujours dignes des géants dont ils se réclament. Les grandes mutations historiques mondiales des dernières années sont en général mal interprétées ou mal digérées par les militants des organisations populaires. Leur incapacité à sortir du schéma d'un marxisme stérile et [76] autoritaire est, en gros, déconcertante ⁵².

⁵¹ En réalité la "formation" est piégée au départ, vu que les formateurs sélectionnés sont dans la plupart des cas recrutés dans le camp des militants ou sympathisants de la gauche qui ne sont pas trop enclins à combattre ces faiblesses.

⁵² Dommage ! Car cette incapacité diminue considérablement leur productivité politique et sociale et, du coup, leur apport à la démocratisation de la vie sociale et politique du pays. Un travail sérieux et soutenu mérite d'être

Ils semblent, en général, aller à contre-courant dans le combat démocratique national. Alors que depuis le 7 février 1986 la tendance persistante et nettement prédominante dans l'ensemble du secteur démocratique est la bataille pacifique, soutenue et patiente contre les secteurs dont les seules ressources sont la force brute, la manipulation et la corruption, ils prônent, eux, la voie violente comme "unique recours contre la violence". Cette violence, il faut le reconnaître, devra être, dans leur conception, dirigée et contrôlée par une organisation politique nationale solide, laquelle devra se forger avec patience et persévérance dans le long terme.

Alors que, dans les moments critiques de la "transition démocratique", les différents secteurs de la société réclament, exigent, se désespèrent pour le "tèt ansanm" comme la meilleure arme contre la férocité des "forces de la mort" en dépit des multiples escroqueries des "faux démocrates" qui passent carrément dans l'autre camp, ils préfèrent de leur côté opter pour la lutte ouverte, sans détours, contre "tous les ennemis du peuple".

C'est ainsi qu'un grand nombre d'entre elles s'opposèrent aux élections générales du 16 décembre 1990, alors que le camp démocratique avait opté d'y prendre part entièrement. Elles justifèrent leur prise de position par les arguments suivants. Tout d'abord, l'Armée et l'Impérialisme n'accepteraient jamais des élections libres et honnêtes et imposeraient à coup sûr les candidats de leurs choix. Mais surtout pour une question de principe : le fonctionnement de l'appareil d'État actuel et la dépendance économique neutralisent complètement toute tentative de changement réel ; il est donc tout à fait illusoire de vouloir le ronger du-dedans. La participation aux élections pour les vrais démocrates, poursuivent-elles, se posera "quand les conditions auront changé", "quand les structures de l'État seront différentes".

À ce moment-là seulement les organisations populaires envisageraient d'envoyer des candidats aux joutes électorales. Quelques dirigeants ont exprimé clairement qu'à ce stade leur organisation aura des sénateurs, des députés, des magistrats, etc., qui investiront l'appareil d'État pour la défense des intérêts stratégiques du peuple. D'autres estiment que même dans un État à vocation populaire, les organisations

entrepris en ce sens par les intellectuels engagés avec les revendications populaires.

populaires s'abstiendraient de participer aux élections : leur rôle consisterait plutôt [77] à faire la lumière sur les candidats, à indiquer le meilleur choix à la population, à veiller à ce que les élus observent strictement des programmes axés sur les revendications populaires. Car, comme le déclare un dirigeant, "nous ne sommes pas un parti politique, en ce sens que notre objectif n'est pas la prise du pouvoir ; notre objectif est plutôt d'encadrer les masses et de les orienter dans le sens de leurs intérêts propres".

Cette logique de "tout ou rien" n'est cependant pas partagée par toutes les organisations populaires. Quelques-unes concordent avec la position de l'ensemble du "secteur démocratique" qui adopte plutôt la stratégie de la "guerre de position" et de l'accumulation de forces, axée sur l'alliance et la convergence de tous les secteurs susceptibles de former le camp démocratique. Pour elles, nous ne sommes plus aux temps des Duvalier. Lors des élections générales de décembre 1990, opinent-elles, il existait des conditions pour des élections crédibles ; il fallait y participer à tout prix tant pour avancer dans les conquêtes démocratiques que pour "investir l'État"⁵³.

DANS LE COLLIMATEUR : L'ÉTAT

Cette option politique, observent-elles, ne signifie nullement renoncer à la "voie réellement révolutionnaire", à savoir l'affrontement direct, armé en dernière instance, avec les forces du statu quo. Mais, ce moment n'est pas encore venu. En attendant, on doit marquer des points dans le sens du grand chambardement général à venir. La participation aux élections, et l'adhésion aux formes de lutte du "secteur démocratique", impliquent encore moins l'intégration au système et la coopération avec l'État haïtien. Telle stratégie jure avec l'essence même des organisations populaires, dont la finalité première consiste à "changer l'État" et le mettre au service des classes exploitées.

En réalité, on peut affirmer que l'unanimité est réalisée autour de cette fonction principale des organisations populaires. Les divergences

⁵³ Le maire élu de Port-au-Prince dans les élections du 16 décembre 1990 Evans Paul, est dirigeant d'une organisation populaire, KID (Konfederasyon Inite Demokratik).

se manifestent plutôt sur les voies choisies pour atteindre cet objectif, et sur le rythme de l'action politique. Il existerait également un accord profond entre les diverses organisations populaires sur ces lignes d'action stratégique à suivre pour déboucher sur l'assaut final et décisif à l'appareil d'État et approfondir dans la suite le processus de changement révolutionnaire :

[78]

1. "Contrôler l'État", exercer sur lui une pression constante pour qu'il prenne en considération les intérêts des masses populaires, pour qu'il "fasse ce qu'il doit faire". Exercer ce contrôle et cette pression sur toute institution ou tout responsable individuel qui joue un rôle décisif dans la gestion de la vie publique. (Remarquons que le président Aristide lui-même avait, alors qu'il était en fonction, manifesté que les organisations populaires ont le rôle de critiquer en permanence son gouvernement).

2. Défendre la population de la terreur des macoutes et des militaires. Une des activités les plus connues concernant cette préoccupation, c'est la formation de brigades de vigilance, dans les quartiers populaires des villes et dans certaines zones rurales, dans le but de surveiller, de nuit et de jour, les tontons-macoutes et les "zenglendos", bandits qui agissent souvent sous la couverture des militaires et des tontons-macoutes. Ces brigades de vigilance apparaissent dans des conjonctures politiques marquées par la recrudescence de la répression policière et des actions meurtrières contre les habitants des quartiers pauvres et dans des endroits de la campagne caractérisés par leur engagement politique avec le processus de changement social.

Une autre activité qui mérite d'être mentionnée. Dans le projet de restructuration de l'Administration Publique du gouvernement publics en contribuant à détecter les fonctionnaires qui maintiennent des relations étroites avec le régime déchu et les "sinécuristes" et incompetents. Mentionnons une initiative en ce sens : sous le gouvernement Aristide-Préval, le ministre du Commerce forma une commission pour contrôler et combattre la contrebande. Les organisations populaires furent appelées à faire partie de cette commission.

3. Dénoncer inlassablement les exactions commises par les grands dons, les chefs de section, les propriétaires de "factories" contre les paysans pauvres et les ouvriers.

4. Promouvoir l'organisation du peuple ; lutter pour qu'il construise ses propres organisations, indépendantes de l'État, et des partis politiques ; car "ce sont les masses elles-mêmes qui doivent mener leur propre combat, ce sont elles qui doivent prendre la direction de la lutte, ce sont elles qui doivent se prendre en charge, c'est leur projet qui doit passer" C'est là l'instrument le plus durable de sa "libération de l'exploitation et de l'oppression".

[79]

Encadrer le peuple dans cette entreprise. Les efforts en ce sens ont donné des résultats positifs, principalement dans la multiplication des organisations populaires et des comités de quartiers. En réalité, le fossé reste énorme entre l'insistance réitérée des dirigeants (et d'autres militants de la gauche) sur la nécessité de la part du peuple de s'organiser et le nombre restreint d'organisations qui effectivement opèrent sur le terrain.

5. Servir de courroie de transmission entre les secteurs populaires et l'État : formuler et diffuser à travers les mass-media les revendications populaires et en exiger la satisfaction.

6. Mobiliser, agiter et animer le peuple lors des manifestations de rues.

7. Réaliser un effort dans le sens de la formation idéologique de vastes secteurs de la population des villes et de la campagne pour leur apprendre à identifier leurs amis et leurs ennemis, à "démasquer l'État et l'Impérialisme", à défendre leurs droits de façon efficace. C'est dans ce cadre que fut mis sur pieds le "kolektif deba popilè" qui organisait dans différents quartiers populaires de la capitale des débats sur des problèmes tels que les accords signés entre le gouvernement "Lavalas" et le FMI, la vie chère, le chômage, la justice.

Étendre cet effort à la formation générale des couches démunies, à travers, par exemple, des cours d'alphabétisation, des écoles primaires, des écoles professionnelles.

8. S'intéresser à la solution de quelques problèmes nationaux. Un exemple patent est l'intérêt manifesté par certaines organisations populaires pour le cas des réfugiés, en particulier pour les "braceros" (des dizaines de milliers) que le gouvernement de la République Dominicaine rapatriait sous le gouvernement Préval. En cette occasion,

une manifestation était réalisée pour protester contre le comportement du président Balaguer à l'endroit des immigrants haïtiens.

9. Remplir des tâches à caractère local. Les activités locales sont la plupart du temps réalisées de concert avec les comités de quartier. Citons dans cette rubrique les démarches auprès des autorités publiques pour doter un quartier d'eau potable, d'électricité, d'une école ⁵⁴. Parmi ces activités la plus appréciée des militants est le nettoyage et l'embellissement des quartiers.

[80]

D'autre part, comme nous l'avons déjà indiqué, les organisations populaires combinent leur fonction d'ordre stratégique, éminemment politique, avec celle, partielle et sectorielle, de représenter et défendre les intérêts de secteurs et catégories sociaux déterminés. Ainsi ZEL (Zafè Elèv Lékòl) organisa, sous Aristide, une manifestation pour exiger une baisse dans l'écolage. De même, des organisations de jeunesse savent réaliser des kermesses pour les jeunes.

Les organisations populaires de femmes méritent une mention spéciale. Celles-ci, en dehors de leurs fonctions globales de "contrôler l'État" et d'œuvrer dans le sens du changement radical des structures de la société haïtienne, ont la mission de défendre les intérêts, immédiats et stratégiques, des femmes.

⁵⁴ Ces activités de type communautaire sont considérées nettement secondaires par rapport aux activités à dominance politique.

UN POINT FORT INDÉNIABLE

Nous voudrions mettre un accent particulier sur un des champs d'action des organisations populaires : la mobilisation de masses. Cet axe d'intervention revêt une importance politique considérable dans un processus de "transition démocratique" comme celui que connaît Haïti dont l'une des caractéristiques essentielles est le combat sans violence contre une Armée sans foi ni loi et des classes dirigeantes irresponsables et déterminées à tout entreprendre pour sauver leurs immenses privilèges.

Il constitue une forme de pression politique indispensable sur les institutions de l'État, en particulier l'Armée, et les forces économique-politiques conservatrices qui, en dépit de la crise profonde qu'elles connaissent et du retrait tactique qu'elles ont opéré, continuent de jouer leur rôle stratégique de contention des revendications populaires et de soutien inconditionnel du statu quo. La mobilisation de masses opérant sur toute l'étendue du territoire national, a eu sans nul doute une place décisive dans le renversement des divers gouvernements opposés au processus de changement initié au départ de Jean-Claude Duvalier ; elle continue d'être l'une des armes les plus efficaces dans la lutte pour la construction d'une hégémonie populaire.

Dans ce vaste mouvement de mobilisation populaire permanente les organisations populaires ont une influence incontestable⁵⁵. Nous nous sommes déjà référé à leur activité intense et à leur efficacité dans [81] la réalisation des grèves nationales et des manifestations de rues. Nous allons ici relater une mobilisation nationale d'une portée politique exceptionnelle. Cet événement aidera à mieux capter la nature des organisations populaires tout en éclairant sur leur rôle et leur importance dans le processus démocratique national en cours.

Il s'agit de la tentative de coup d'État de l'héritier naturel de François Duvalier, Roger Lafontant, dans la nuit du 6 au 7 janvier 1991. Lafontant était revenu de l'exil quelques mois avant les élections du 16 décembre 1990 et avait lancé une offensive serrée pour s'emparer du pouvoir avec l'aide de quelques officiers qui lui vouaient obéis-

⁵⁵ Voir note No 7. [Dans cette édition numérique, voir la note no 47. JMT.]

sance, faisant ainsi fi de la décision du Conseil Electoral Provisoire qui l'avait exclu des joutes électorales en vertu de l'article 291 de la Constitution de 1987. Cet article interdit pour dix ans la participation des duvaliéristes aux hautes fonctions publiques de la nation. Lafontant avait juré d'empêcher le président élu, Jean-Bertrand Aristide, d'assumer le pouvoir le 7 février 1991.

Le pays tout entier vivait donc dans l'angoisse d'un éventuel coup d'État en faveur de Lafontant. Aussi, quand vers les deux heures du matin du 7 janvier Lafontant apparut à la Télévision d'État pour annoncer qu'il était le président de la République, les organisations populaires saisirent l'occasion pour, estimèrent-elles, donner le coup de grâce au duvaliérisme. Les militants et des centaines de milliers de citoyens, des secteurs populaires pour la plupart, mais également des couches moyennes, allaient rivaliser dans la détermination et la fièvre pour "expulser immédiatement Lafontant du Palais National". "Ce jour-là, me conta avec fierté et satisfaction un dirigeant d'une organisation populaire, nous avons voulu sceller avec notre sang la victoire du 16 décembre 1990".

De fait, dès l'apparition de Lafontant à la Télévision Nationale, tout le peuple allait se mettre debout pour lui barrer la route ; et commençait à s'organiser une colossale et émouvante manifestation populaire. Dans les quartiers populeux de la capitale on frappait à toutes les portes pour inviter les gens à gagner tout de suite les rues. Des sifflets, de grosses coquilles de mollusques ("tenibi" dans la langue du peuple), des tambours, le téléphone, la fumée et les flammes de pneus de voiture soigneusement amassés, d'après un interviewé, en prévision du coup d'État, tout allait servir pour sonner l'alarme du grand rassemblement populaire. Les mêmes mouvements se répétaient, grâce aux appels téléphoniques et on ne sait quels autres moyens de communication, [82] dans tous les coins du territoire national. En même temps, toutes les routes furent coupées par des crevasses et d'énormes troncs d'arbres.

À Port-au-Prince déferlèrent de tous bords des groupes d'hommes et de femmes armés de machettes, de pics, de bâtons, de pistolets ; ils prirent tous la direction du Palais National où s'était installé Lafontant, scandant leur rage et leur désir de vengeance contre le macoutisme sur un murmure grandissant et menaçant. En un moment tout le pays fut immobilisé. A la capitale tous les quartiers, toutes les rues étaient jon-

chées de barricades infranchissables. Circuler en automobiles fut une entreprise impossible. L'Armée intervint et arrêta Lafontant et ses acolytes.

Plus tard, le 29 juillet 1991 alors qu'Aristide était au pouvoir, on procéda au jugement du super baron des duvaliéristes et de toute la clique emprisonnée lors du coup d'État manqué. Mentionnons que ce jour-là les organisations populaires participèrent encore de façon active à cette manifestation populaire. Mêlées aux militants des autres organisations de base, elles se tenaient devant le tribunal agitant des pneus comme pour menacer les juges du "supplice du collier" s'ils osaient se comporter de façon complaisante avec l'ex-leader duvaliériste. Le bruit court que sans cette pression du "Pè Lebrén" les juges n'auraient pas sentiencé Lafontant à la prison à perpétuité, (la peine de mort est prohibée par la Constitution du pays).

Ce soir-là fut soir de fête et d'euphorie pour les militants des organisations populaires. La tentative du coup avait été vite détectée par eux, car, observent-ils, ils ont l'habitude de se coucher tard la nuit. Ils se mêlaient fébrilement aux différents groupes de manifestants, les encadraient dans les actions à entreprendre, s'acharnaient à dresser des barricades de pneus enflammés et de carcasses de vieilles voitures. Quelques macoutes furent simplement "éliminés" à leur passage. Ils durent dans des cas user de beaucoup d'astuces et de courage pour assiéger la demeure d'un macoute, le sortir de sa maison et l'exécuter dans la rue ou le remettre à la police.

En somme, cette nuit du 6 au 7 janvier les masses haïtiennes, à travers cette gigantesque et impressionnante mobilisation populaire, fut témoin d'une geste héroïque d'une portée historique considérable. Les organisations populaires jouèrent sans aucun doute une partition importante dans cette page glorieuse de l'histoire de la nation ⁵⁶.

⁵⁶ Après cette impressionnante démonstration de force, de conviction anti-duvaliériste et anti-dictatoriale et de solidarité avec le président constitutionnel de la part des masses populaires, le secteur démocratique estimait rayé au moins pour longtemps toute velléité de coup d'État contre la volonté populaire. Malheureusement, il ne devait pas attendre neuf mois pour constater le contraire. Précisément, l'événement du 7 janvier a servi merveilleusement de leçon à l'Armée et aux autres forces anti-changement de la nation. Cette fois-ci elles prirent soigneusement la précaution de contrôler militairement tout le pays et de se livrer à un carnage insolite aux alentours du Palais Na-

La mobilisation se poursuivit durant toute la journée du 7 janvier. Les rues continuèrent à être occupées. On "déchouka" quelques maisons et locaux [83] commerciaux de macoutes. Ce même jour dans un quartier populaire de la capitale (Delmas 32) les habitants, dirigés par des militants des comités de quartier et d'organisations populaires, se lancèrent dans une opération d'une grande hardiesse : l'assaut au quartier général des macoutes, une sorte de forteresse, protégée et dissimulée par de solides remparts, place lugubre où, selon un interviewé, les sbires des Duvalier exécutaient sans compassion les ennemis ou supposés adversaires du régime duvaliériste et qui servait de cimetière pour les victimes.

Cette opération se réalisa sans armes à feu de la part des agresseurs, avec des pierres et des machettes principalement, alors que les occupants du local sont réputés bien armés et d'une cruauté extrême. Vingt-deux macoutes furent massacrés par la multitude, laquelle de son côté perdit trois intégrants tués par balles.

Une quinzaine de jours plus tard, les secteurs populaires lancèrent encore l'alarme pour la même mobilisation populaire contre une autre tentative de coup d'État. Les rues commencèrent à se remplir de gens, mais le mouvement s'interrompit, car il y eut une fausse alerte.

LA DÉMOCRATIE ENFIN ?

Revenons à notre sujet. L'organisation, l'autonomie et la participation, constitueraient donc aux dires des dirigeants interviewés des préoccupations majeures pour les organisations populaires. C'est grâce à ces trois conquêtes des classes subalternes que le nouvel État sera, toujours d'après les dirigeants interrogés, un État qui agira principalement dans l'intérêt des larges secteurs marginalisés de la population, et qu'elles ne seront plus bafouées comme il a toujours été, car le peuple aura alors "un contrôle sur ce qui se fait, il participera à ce qui se fait, il influencera ce qui se fait et il tirera profit de ce qui se fait". Ce sont

tional et dans les quartiers populaires où résident les militants des organisations de base, en particulier ceux des organisations populaires. Au moment où nous écrivons ces lignes la chasse à ces militants se poursuit sans relâche, témoignage de la crainte qu'ils inspirent aux défenseurs du statu quo.

ces trois prérequis : organisation, autonomie et participation, qui représenteront la garantie d'une véritable démocratie, la "démocratie participative".

Ce concept de démocratie participative revient de temps en temps dans le discours des organisations populaires⁵⁷. La démocratie participative représenterait le véritable enjeu de la lutte politique qui se livre depuis le 7 février 1986. Elles signifient par là à la classe politique qu'elles n'entendent accepter aucun régime qui ne repose sur les intérêts stratégiques des classes travailleuses. Et dans les faits à deux reprises elles en sont presque venues aux [84] mains, elles et le Parlement, lequel, précisément, voulait exiger au gouvernement Préval de donner plus de considération aux institutions susceptibles de freiner la présence et l'importance des secteurs populaires sur la scène nationale.

En réalité, et cela ne tardait pas à se confirmer, un secteur du Parlement se proposait, avec l'Armée et les forces traditionnellement et farouchement opposées à tout projet de changement dans le pays, de déstabiliser pour de bon le gouvernement. Quoi qu'il en soit, les organisations populaires et le gouvernement "Lavalas" sous-estimaient et la force et le rôle du Parlement dans le processus de démocratisation de la vie politique et sociale du pays. De même que la capacité de résistance du traditionnel et de l'archaïsme. En même temps qu'ils tenaient à surévaluer leur force de frappe politique et leur capacité de construction du nouvel État.

Ce dernier constat nous conduit à la problématique de la structure et du fonctionnement internes des organisations populaires.

⁵⁷ En réalité ce concept reste obscur pour les dirigeants et militants de base des organisations populaires et semble plutôt représenter en fait un slogan de plus dans le lexique du radicalisme de gauche.

[85]

NOTES DU CHAPITRE 3

Pour en faciliter la lecture, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, nous avons converti toutes les notes en fin de chapitre en notes de bas de page. JMT.

[86]

[87]

[88]

[89]

Les organisations populaires en Haïti.
*Une étude exploratoire de la zone métropolitaine
de Port-au-Prince.*

Chapitre 4

Structure organisationnelle et fonctionnement interne des organisations populaires

UNE STRUCTURE INCONSISTANTE

[Retour à la table des matières](#)

La structure interne d'une organisation peut être considérée comme l'un des indices les plus sûrs pour comprendre et pour évaluer cette organisation. Si l'on s'en tient strictement à ce principe on ne devrait vraisemblablement pas parler d'organisations populaires dans le cas qui nous concerne ici, vu que l'une de leurs caractéristiques les plus essentielles et les plus frappantes est précisément - tout au moins en apparence - leur quasi-absence de structuration.

De fait, l'opinion générale est que les organisations populaires d'Haïti n'ont d'organisation que le nom, qu'elles n'ont pas de structure à proprement parler et qu'elles sont en conséquence appelées à disparaître très bientôt de la scène politique et sociale. Cette affirmation requiert une analyse plus sereine et plus approfondie. En effet, les organisations populaires représentent un type d'organisation en émergence, une nouvelle espèce de structure en formation, différente des formes d'organisation et de structure organisationnelle connues jusqu'à présent.

Il s'agit précisément de prêter attention à cette nouvelle forme de structure en émergence, de capter ses spécificités et son originalité par rapport aux organisations de type traditionnel tels, par exemples, les partis politiques et les syndicats. Pour ce faire il est nécessaire de les aborder comme des organisations en devenir, qui formulent de nouvelles demandes, cherchent de nouvelles formes de pratiques collectives et de mobilisation qui correspondent à ces nouvelles demandes, et forgent en grande partie dans le feu de l'action les nouvelles structures adéquates à ces actions et aux nouveaux objectifs politiques et sociaux qu'elles se fixent. Ce qui toutefois ne signifie pas qu'elles arriveront forcément à s'imposer et à se développer effectivement à l'avenir.

[90]

Remarquons que cette "déficience structurelle", cette "faiblesse organisationnelle" est une des caractéristiques principales des "nouveaux mouvements sociaux" qui prennent corps un peu partout dans le monde d'aujourd'hui. Plusieurs chercheurs en parlent. Pour Fernando Calderón, en Amérique Latine les nouvelles formes d'action collective "ressemblent à une galaxie en formation, incandescente et embryonnaire, et dont les particules demeurent encore distantes entre elles, spasmodiques, incapables de se fusionner et de prendre une seule orbite commune ; on dirait des énergies dispersées qui n'arrivent pas à se transformer en étoiles" ⁵⁸.

Dans une étude sur les organisations nouvelles des quartiers pauvres de la zone métropolitaine de Santiago de Chile, Guillermo Campera note l'hétérodoxie sociale des "poblaciones", la diversité et l'instabilité des emplois et l'incertitude qui domine en permanence la vie des "pobladores". Il en conclut que pour de telles catégories sociales "les supports matériels et sociaux d'une action collective consistante sont très faibles." ⁵⁹.

⁵⁸ Fernando Calderón Gutiérrez, compilateur : "Los Movimientos Sociales ante la crisis". Article de Fernando Calderón, Los movimientos sociales frente a la crisis, p. 384.

⁵⁹ Guillermo Campera : Entre la sobrevivencia y la acción política - Las organizaciones de pobladores en Santiago, Estudios ILET, Santiago, 1987, p. 246.

Se référant au Québec, P. Hamel observe l'émergence "d'une multitude de mini-organisations plus ou moins communautaires, autour de jeunes mais aussi de l'urbain qui sont en train de développer des réseaux" à caractère diffus.⁶⁰ A. Melucci parle, à propos de l'Italie, de "structure segmentée, réticulaire, polycéphale", de structure "diffuse" ou structure de "latence", dans laquelle "chaque cellule vit sa vie propre en complète autonomie par rapport au reste du "mouvement", même si elle maintient une série de liens à travers la circulation des informations et des personnes".⁶¹

À la Jamaïque, la délimitation entre les différentes organisations de base n'est pas claire ; celles-ci se recoupent entre elles et les membres appartiennent à plusieurs de ces organisations en même temps, telles que l'Église, la Société Agricole de la Jamaïque, la Loge maçonnique.⁶² En République Dominicaine les organisations populaires combinent d'une certaine façon les caractéristiques des partis politiques de la gauche traditionnelle et celles des nouvelles organisations de base. Malgré la nette prédominance de la structure organisationnelle de ces partis politiques caractérisée par l'observance assez stricte de la hiérarchie et de la discipline militante, le manque de clarté dans les objectifs poursuivis, l'hétérogénéité sociale des intégrants, la diversité des formes de représentation jouent en faveur d'un relâchement dans les comportements organisationnels.⁶³

[91]

En Haïti, les organisations populaires ressemblent à celles de la République Dominicaine pour ce qui s'agit de la combinaison des attributs des partis politiques et de ceux des nouvelles formes de pratique collective.

⁶⁰ Article intitulé "Nouveaux mouvements sociaux et action collective", in *Revue Internationale d'Action Communautaire*, 10/50, automne 1983, p. 33.

⁶¹ *Revue Internationale d'Action Communautaire*, No Automne 83, Article d'Albert Melucci, "Mouvements sociaux, mouvements postpolitiques", p. 15.

⁶² Maxine A. Henry-Wilson : *Community councils-The Jamaican experience (Final Report on Collaborative Research Project on Organisations for Community Power and Roots Democracy in Central America and the Caribbean - CERLAC)*, 1991, p. 6.

⁶³ Pérez y Artiles, op. cit., p. 137 et 138.

De plus, comme en République Dominicaine, la tendance est, quant à leurs finalités, à une nette prépondérance du politique par rapport au social. Mais, à la différence de la République voisine, les organisations populaires d'Haïti semblent privilégier les particularités organisationnelles des nouvelles organisations de base.

Remarquons que la morphologie politique actuelle du pays nous indique que la différence entre les organisations populaires et les partis politiques n'est guère énorme pour ce qui s'agit de cette "faiblesse organisationnelle". Depuis février 1986 pullulent dans le pays des mini-partis politiques dont la composition se réduirait, d'après l'humour populaire, au secrétaire général, à sa femme et ses fils. Notons en passant que ces mini-partis, à l'instar des organisations populaires, ne sont pas les moins agressifs sur la scène.

Soulignons que les informations recueillies à propos de la structure organisationnelle ne sont guère précises. Nos interviewés ont eu parfois des réticences à livrer des renseignements à ce sujet. Ces réticences s'expliquent en partie par la méfiance et les précautions de sécurité pour contourner la répression policière. Mais la raison principale de cette carence réside, croyons-nous, dans la nature même de ce type d'organisations, dans le caractère "gélatineux", "nébuleux", (Melucci) des nouveaux mouvements en émergence. En fait, à des moments on a l'impression que les dirigeants ne sont pas très convaincus de l'information qu'ils fournissent.

D'autre part, une partie des informations et des analyses relatives à la structure et au fonctionnement internes des organisations populaires se trouvent déjà dans le chapitre précédent "Identité et grandes orientations politico-culturelles". Le lecteur nous pardonnera les répétitions de même que certaines omissions. Dans tous les cas nous lui demanderons de se référer, pour une appréciation plus complète et plus objective, à ce chapitre-là.

Ce qui frappe en premier lieu quand on se réfère à la structuration interne des organisations populaires est, comme indiqué plus haut, [92] incontestablement l'absence presque totale d'organicité. Ce qui à première vue constituerait un paradoxe criant, vu l'insistance coutumière des dirigeants et des nouveaux militants en général sur la nécessité des masses de s'organiser au maximum. Mais cette incohérence n'est qu'apparente.

En effet, presque tous nos informateurs s'accordent sur le caractère provisoire, expérimental, de cette "nouveau" appelée organisation populaire. Même quand ils en critiquent le manque de structuration. Ce qui à ce moment précis importerait pour les "nouveaux militants" c'est l'autonomisation, particulièrement vis à vis de l'État et des partis politiques, des multiples secteurs - surtout les secteurs populaires - de la "société civile", chacun dans sa sphère d'action, dans le souci de défendre leurs droits, de formuler et faire passer leurs revendications, de créer ou augmenter leur pouvoir de mobilisation et leur capacité d'action. Ce dans le but, conscient ou non, de limiter et contrôler sans délai le pouvoir arbitraire d'un État attaqué dans ses racines mêmes, en commençant par l'assaut à son bastion probablement le plus agressif et à la fois le plus à la portée des tirs des masses populaires, à savoir le macoutisme

De fait, dès la chute des Duvalier émergent dans divers coins du pays une multitude de mini-organisations dont la durée de vie est en général très limitée mais qui sont assez habiles dans l'art de faire entendre leurs voix sur la scène politique et sociale. En réalité on dirait que l'objectif que poursuivent les militants des organisations populaires, c'est d'assaillir de toutes parts l'État, lui couper pratiquement l'oxygène pour arriver à le "changer", comme ils disent couramment, et faire en sorte qu'il réponde aux aspirations des masses populaires.

Il faut donc jeter rapidement les bases minimales d'un groupement autonome et fonctionnel et se joindre avec détermination au vaste mouvement de contestation populaire. Bref, la consigne est de se lancer avec décision dans la grande mobilisation nationale qui représenterait le rempart le plus solide contre le retour à l'ordre duvaliérien et le garant de la construction du "nouvel État". L'organisation prendra forme en cours de route ou même disparaîtra à l'avenir s'il le faut, probablement au profit d'autres organisations, au gré de la conjoncture.

Cette constatation s'applique de façon particulière aux organisations populaires. Plusieurs se sont jetées à corps perdu dans la foulée des [93] revendications et mobilisations populaires, sans définir les objectifs à atteindre, dépourvus au départ des ressources matérielles qui puissent leur garantir un minimum de développement raisonnable, armées seulement de la conviction que des changements profonds doivent et vont s'opérer dans le pays. La pratique et le déroulement

concret des événements seraient les critères déterminants de leur évolution sur le terrain.

Ce qui, par contre, paraît incontestable dans les critiques, et auto-critiques, de nos interviewés, c'est la faiblesse structurelle des organisations populaires du pays. Plusieurs ont disparu du terrain de lutte avec une rapidité incroyable, les unes noyées dans l'œuf sans même avoir le temps de se faire connaître, d'autres entraînées avec la conjoncture politique qui leur donna naissance. Il y en a qui réapparaissent soudain sur la scène⁶⁴, après une période plus ou moins longue de reflux, qui, comme voulant indiquer qu'elles sont encore vivantes, lançant sporadiquement une "note de presse", qui s'effaçant complètement pour des périodes parfois assez prolongées.

Les périodes de "latence" sont en règle générale des périodes caractérisées par un déficit d'action politique en comparaison avec la grande effervescence qui règne dans le pays depuis la chute des Duvalier le 7 février 1986. Leur réémergence soudaine - et fracassante la plupart du temps - coïncide précisément avec la reprise de "l'initiative historique" par le mouvement populaire national. Elles resurgissent parfois après avoir subi des transformations plus ou moins profondes : par exemple en s'imputant des leaders - lesquels réapparaissent très souvent dans d'autres points du terrain de lutte -, en s'inféodant à d'autres organisations populaires.

Cette versalité et capacité d'adaptation constitue une des caractéristiques essentielles des organisations populaires. Elle se manifeste même dans un champ aussi fondamental pour les organisations populaires que celui de leur définition par rapport aux partis politiques. : certaines organisations populaires - seulement quelques rares d'entre elles, il faut le dire - ont un fonctionnement interne pas trop différent en fait des partis politiques traditionnels, en dépit de leurs déclarations de principe selon lesquelles les deux types d'organisation sont tout à fait distincts l'un de l'autre.

⁶⁴ Melucci parle de "latence et visibilité". Il s'exprime de cette façon : "Latence et visibilité sont deux conditions permanentes des mouvements et ceux-ci passent continuellement de l'une à l'autre". *Op. cit.*, p. 28.

[94]

SOCIALES OU POLITIQUES ?

Nous trouvons là un trait constitutif de nos organisations populaires par rapport aux nouvelles organisations de base des pays du continent (exception faite en partie pour la République Dominicaine). Je veux me référer à ce manque de démarcation entre le politique et le social. En Haïti nombre d'organisations populaires semblent à leur naissance avoir une orientation d'ordre plutôt socio-économique. Plusieurs d'entre elles - nous le verrons plus loin - sont même le prolongement de comités de quartiers. Mais dans leur développement elles adoptent progressivement un profil politique, au point qu'en définitive le politique parvient à dominer nettement le social, et le culturel.

En réalité, les organisations populaires sont tiraillées par cette lutte entre le social et le politique, entre, d'une part, la défense des intérêts sectoriels, locaux, particuliers, quotidiens, et, d'autre part, le combat pour chambarder tout le système politique national, pour "changer l'État", pour "libérer la Nation". Cette contradiction qui traverse en permanence les organisations populaires, adoptant des formes plus ou moins nettes selon les cas, constituerait, à notre avis, un handicap à leur développement. En effet, l'imprécision entre l'orientation idéologique ancienne et celle des nouveaux types de mouvements associatifs devrait créer, tendrait-on à penser, une sorte de paralysie dans l'action limitant leur productivité, politique, sociale et culturelle.

L'explication de cette ambivalence des organisations populaires résiderait en grande partie dans cette prédominance du politique, cette présence omnipotente du politique, dirions-nous, qui caractérise l'Haïti d'après le 7 février 1986. La chute des Duvalier ouvre la voie à une transformation profonde de l'État et du système politique. Mais les tenants du statu quo sont encore puissants sur le terrain. Ils ont asphyxié, paralysé, réduit à néant tous les espaces et les champs d'action dans le pays ; ils sont maintenant décidés à saper les bases de toute construction nouvelle.

Pour le moment, selon les organisations populaires, la bataille serait donc éminemment politique. Il faut concentrer toutes les énergies

vers cette priorité de l'heure : "changer l'État". Le reste - le social en particulier - viendra comme par surcroît. Il faut faire vite et avec détermination. Le radicalisme des organisations populaires d'Haïti en rapport avec les autres pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes s'aliémente bien d'ailleurs à la source de cette prédominance du politique.

[95]

HAÏTI ET LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, DEUX SOEURS JUMELLES

Notons que cette problématique existe également en République Dominicaine, (voir chapitre 1 : Les Organisations Populaires en Amérique Latine et dans la Caraïbe). D'après César Pérez et Leopoldo Artiles les nouvelles organisations de base dans la République Dominicaine sont en proie à un grand dilemme : "l'universalisation forcée des demandes sectorielles dans le but de les convertir en la base de grands programmes politiques totalisants".⁶⁵ Et nos deux auteurs formulent l'hypothèse que "peut-être c'est cette recherche de synthèse qui empêche une lecture des faits qui s'orientent en accord avec les signes des temps".⁶⁶

Pour Pérez et Artiles ce dilemme réside dans la forte dépendance idéologique desdites organisations par rapport aux partis politiques dont quelques-unes sont le produit direct. Or ces partis ne peuvent, dans beaucoup de cas, satisfaire les demandes qui leur sont adressées, car ils sont dépourvus "des canaux de participation et de représentation adéquats à telles demandes." En dépit de cette évidence, les secteurs populaires "ne se distancient pas complètement des modèles politiques traditionnels de mobilisation et organisation des institutions." Situation qui "provoque des tensions, des contradictions, des dilemmes propres à ces transitions de l'ancien au nouveau, ou de leur articulation tout simplement".

Nous avons dit que les informations obtenues concernant la structure interne des organisations populaires manquent de précision.

⁶⁵ Pérez y Artiles, *op. cit.* p. 152.

⁶⁶ *Ibid.* p. 153

D'autres travaux méritent certainement d'être réalisés sur cette dimension qui revêt une importance capitale pour pouvoir saisir cette énigme que sont les organisations populaires. Nous dirons, cependant, d'ores et déjà et comme nous l'avons avancé déjà, que les difficultés pour obtenir des informations claires et fiables dévoilent précisément le manque de densité structurelle desdites organisations (nous écartons, évidemment, les organisations fantoches montées à des fins strictement personnelles). Somme toute, les renseignements que nous avons pu obtenir, quoique limités, sont suffisants, nous estimons, pour une première approximation à la structure organisationnelle des organisations populaires du pays.

Nous commencerons par un aperçu sur le processus d'émergence des organisations, ce qui nous fournira des indications importantes sur leur [96] évolution future. Nous nous efforcerons immédiatement après de saisir ce qui serait la structure et le mode de fonctionnement internes qui caractérisent les organisations populaires.

1. Processus de formation d'une organisation populaire

Les organisations populaires sont le produit de cette "période de transition" qui s'initia le 7 février 1986. La quasi-totalité d'entre elles firent -font- leur apparition après le départ des Duvalier. Elles sont extrêmement rares celles qui existaient avant cette date. Là encore, elles ne remontent pas avant novembre 1985, moment d'explosion des mobilisations populaires nationales, et elles ne commencèrent à se manifester ouvertement qu'au lendemain du 7 février.

L'initiative de création d'une organisation populaire vient d'ordinaire d'un groupe de jeunes d'un - parfois de plusieurs - quartier populaire. Les raisons qui poussent à la formation de l'organisation ne sont ni définies, ni déterminées à l'avance. Parfois, surtout tout au début, les jeunes du quartier les plus inquiets et les plus concernés par les problèmes sociaux et politiques du pays se décident à lancer un "mouvement" dans le but de s'attaquer à ces problèmes.

Mais souvent, les raisons qui font émerger l'organisation sont politiques. Nombre d'entre elles ont vu le jour après la tentative du coup

d'état du baron des duvaliéristes, Roger Lafontant, dans la nuit du 6 au 7 janvier 1991, qui avait provoqué une mobilisation populaire sans précédent au niveau national. Plusieurs organisations surgirent alors pour surveiller les macoutes et défendre la victoire électorale de Jean-Bertrand Aristide comme président de la République. D'autres se formèrent dans le but de "préparer la prise du pouvoir par ce leader du peuple". D'autres apparurent dans les moments de recrudescence de la répression de la part des bandes para-militaires, ce pour protéger leurs quartiers. Il y en a qui surgissent également dans les périodes d'ascension du mouvement populaire. Ajoutons que, dans toutes ces circonstances, on peut enregistrer la transformation, le passage des comités de quartiers aux organisations populaires.

L'originalité des organisations populaires par rapport aux organisations de type traditionnel se manifeste dès leur création. Dans l'émergence d'une organisation populaire se joignent les critères idéologico-politiques [97] et ceux socio-économiques. Les premiers entrent en compte dans l'initiative de création de l'organisation : ceux qui se lancent dans l'aventure de mettre sur pied l'organisation populaire sont en général des jeunes, très branchés sur la politique pour la plupart, qui se situent le plus couramment dans "la gauche", la gauche d'orientation marxiste-léniniste, ou celle d'obédience catholique, du courant de la théologie de la libération, en particulier des communautés ecclésiales de base. On en trouve quelques rares militants des conseils communautaires. Ils choisissent des amis (le plus souvent des jeunes) de la même orientation idéologique avec lesquels ils arrivent à former le noyau initiateur, noyau qui d'ailleurs sera le plus vraisemblablement le groupe dirigeant de l'organisation, tout au moins à ses débuts.

Cette étape de lancement de l'organisation passée, les critères d'expansion ne sont plus prioritairement d'ordre idéologique et politique. Le recrutement des autres membres paraît obéir principalement à des considérations d'ordre affectif, communautaire. Les premiers élus seront des amis, des gens avec lesquels on partage les problèmes de la vie quotidienne et à qui on peut faire confiance, des personnes avec qui "le courant passe". Ce seraient surtout, au contraire des organisations traditionnelles, et à l'instar des organisations de base en émergence dans les différents pays de la région, les liens de "solidarités primaires" qui prédominent (comme ces dernières elles sont pluri-classistes ; à dominance populaire évidemment). À part ces liens af-

fectifs les seules exigences faites aux éventuels militants sont le rejet du macoutisme et la velléité de changement social profond.

Toutefois, le politique arrive toujours à dominer, le noyau initiateur, fondamentalement politique, imprimant fortement son sceau sur la personnalité du groupe. Le processus de constitution de l'organisation témoigne de cette prédominance progressive du politique. Dans certains cas l'organisation débute sur une base territoriale, l'intention de départ paraissant être l'action collective en vue de la résolution de problèmes socio-économiques concrets d'un quartier. Très rapidement l'intention de départ est dépassée et s'assujettit à la dimension politique. Parfois même il semblerait que la finalité sociale ne constitue qu'une sorte de "prétexte" pour se lancer dans la bataille politique. De toutes façons, l'ambiguïté entre le politique et le social, entre le national d'une part et le sectoriel et le local d'autre part, est presque toujours présente dans la formation et le développement des organisations populaires.⁶⁷

[98]

Continuons avec le parcours des organisations populaires dans leur phase de formation. Immédiatement après la constitution du noyau initial arrive la nécessité de manifester la présence de l'organisation sur la scène politique et sociale nationale. Apparaissent alors les notes de presse et les prises de position concernant les faits divers de la vie politique nationale : grève, élections, répression, manifestation de rues, etc.. En même temps la nouvelle organisation lance ses revendications, qui coïncident fondamentalement avec celles qu'expriment les

⁶⁷ Nous insistons sur la prédominance du politique, ce qui représenterait, nous le répétons, l'un des traits distinctifs des organisations populaires par rapport aux autres organisations de base de la région. Comme illustration : des syndicats de travailleurs tels la C.A.T.H., la C.G.T., sont parfois catalogués d'organisations populaires parce qu'ils assument une posture ouvertement politique s'inscrivant sans équivoque dans le contexte global de la contestation politico-culturelle nationale. Il en est de même des organisations paysannes.

Exemples : le Mouvement des Paysans de Papaye (M.P.P.) du Plateau Central, le mouvement Soley Levé du Sud, le mouvement TET KOLE du Nord-ouest. Sans parler des Comités de quartiers dont le "passage" aux organisations populaires relève du processus même de formation de ces dernières.

classes dominées du pays : baisse du coût de la vie, construction d'écoles, de dispensaires, lutte contre la corruption, etc..

Cette forme de "publicité" favorise l'élargissement du groupe avec l'inscription de nouveaux membres qui constitueraient des militants de second rang en quelque sorte par rapport au noyau initial et dirigeant, de même que la formation graduelle d'une périphérie composée d'une "masse hétéroclite" d'adhérents et de sympathisants. Ces derniers sont dans la plupart des cas plus nombreux que les membres formels et ont une part considérable dans les mobilisations populaires et diverses autres activités, telles que les brigades de vigilance, la sensibilisation pour le déclenchement d'une grève nationale, la préparation d'élections pour la présidence de la République, l'opération d'embellissement des rues, etc.. Comme règle générale les membres de l'organisation ne possèdent pas de carte de militants ; très souvent il n'existe même pas de liste des militants qu'on pourrait considérer réguliers.

2. La dynamique interne des organisations populaires

Nous avons déjà mentionné que les organisations populaires sont prioritairement composées de jeunes ; les membres et sympathisants âgés de plus de quarante ans sont très rares ; sauf dans le cas d'organisations populaires un peu spéciales comme celles formées de professionnels, de marchands ambulants, par exemple. L'immense majorité des membres est de sexe masculin ; exception faite des organisations formées exclusivement de femmes ; nous en avons rencontré une composée uniquement d'hommes (ils étaient au nombre de quinze), mais cette exclusivité ne repose pas sur un principe formellement établi. Remarquons que les travailleurs des fabriques participent à titre individuel dans les organisations populaires, mais qu'il n'existe pas de ces dernières qui soient formées exclusivement de travailleurs ⁶⁸.

⁶⁸ Il existe un éventail assez large de types d'organisations populaires. Nous voudrions faire ressortir deux cas très particuliers. Il s'agit d'une organisation d'ex-soldats qui se réclament du camp démocratique et du mouvement populaire national, et de l'Association des Membres du BIV (Bureaux d'Inscription de Votes, formés lors des élections générales du 16 décembre 1990). Les deux se considèrent comme des organisations populaires.

[99]

Quant à la composition sociale des membres -et sympathisants et adhérents- la prédominance est sans équivoque des secteurs populaires, populaires urbains. Mais on trouve dans presque toutes des membres des couches moyennes, même aisées, la plupart des dirigeants. Les organisations populaires se définissent en règle générale (nous l'avons indiqué plusieurs fois déjà) comme pluri-classistes, ouvertes à toutes les classes et tous les secteurs sociaux, pourvu que ceux-ci se rangent résolument du côté du camp populaire.

Les leaders, plusieurs d'entre eux étudiants universitaires, ex universitaires chômeurs ou possédant peu d'années d'expérience professionnelle, font montre d'une formation politique parfois assez remarquable. Tout au moins leur niveau d'information sur la politique internationale est parfois surprenant, et ils manifestent un vif désir de se doter d'une bonne préparation idéologique ; académique également. On les voyait aux diverses conférences qui se tenaient après la chute des Duvalier. En même temps ils invitent assez souvent des intellectuels de "la gauche" à donner des causeries - d'ordre politique principalement - et participent dans les centres de formation, surtout les organismes non-gouvernementaux, à des séminaires sur l'éducation populaire ou sur d'autres sujets d'intérêt pratique ou politique.

Ils sont d'excellents agitateurs politiques et jouissent d'un ascendant considérable sur leurs compagnons de lutte et sur les secteurs populaires, ascendant assis sur leur engagement avec le combat politique et leur identification avec les couches pauvres de la population. Le passé de militants de la gauche de beaucoup d'entre eux (plusieurs sont des ex militants du P.U.C.H., Parti Unifié des Communistes Haïtiens, et d'autres organisations de la ligne dure de "la gauche"), le fossé qui les sépare du reste de la militance quant à leur formation intellectuelle et idéologique, leur popularité réelle auprès des secteurs populaires, la carence de leaders politiques au niveau national, alimentent chez plusieurs d'entre eux un sectarisme hautain, un dogmatisme bien des fois primaire, une intolérance pas toujours facile à supporter, et une surévaluation de leurs forces souvent choquante.

Leur radicalisme est teinté d'un moralisme prononcé qu'ils puisent à la source du mouvement populaire en général, de la théologie de la

libération en particulier, et du rejet de la corruption qui marque profondément le système et la classe politiques.

[100]

Il faut reconnaître, toutefois, qu'à des moments critiques du développement de la lutte politique qui exigent le rassemblement des forces démocratiques, ils savent, guidés peut-être par un certain sens de réalisme et d'efficacité politiques, faire montre d'une certaine souplesse dans leur comportement, arrivant à faire front commun avec les autres organisations, secteurs et courants politiques d'orientations idéologiques différentes qui conforment le mouvement démocratique national. Par exemple, durant l'été de 1987, lors de l'offensive généralisée contre le Conseil National de Gouvernement (CNG), version 2 (l'époque du "raché manyòk"), la plupart des organisations populaires de renommée se joignirent aux partis politiques et associations de la société civile pour former "le groupe des 57". Ou encore, en 1990, quand nombre d'entre elles (pas toutes) intégrèrent ou appuyèrent le Conseil d'État, composé de représentants de différents secteurs de la société, et qui siègea aux côtés du gouvernement.

Le comportement du noyau initiateur par rapport aux règlements statutaires manifeste de façon particulière le laxisme qui imprègne fortement les organisations populaires. Ceux-ci sont rédigés bien après le fonctionnement de fait de l'organisation. D'ailleurs, l'élaboration des statuts est un long et parfois pénible processus. En réalité ce sont la pratique et l'expérience qui déterminent le contenu de ces statuts. Cette particularité correspond à la nature des organisations populaires, pour qui l'action, en accord avec les conjonctures, représente la consigne par excellence ; c'est la raison pour laquelle les statuts - quand ils existent - sont en fait provisoires ; on y ajoute où en retranche des aspects, des règlements, selon les dictats de la réalité.

Laxisme qui d'ailleurs s'accorde bien avec ce signe distinctif dont témoignent toutes les dimensions et instances des organisations populaires : l'informalité. Informalité dans le recrutement des membres, informalité dans la conception et la rédaction des statuts ; informalité aussi quant au système de communication : pas de bulletin ; pas même un local stable. Après la formation du noyau initiateur, quand le groupe commence à prendre du poids et que la petite résidence d'un membre ou d'un ami devient franchement trop exiguë, alors seulement

on se débrouille comme on peut pour trouver un endroit plus ou moins convenable aux réunions. Cela peut être une école dirigée par une connaissance qui est dans la mouvance du changement social, une "salle paroissiale", une pièce d'un centre de formation, d'une organisation non-gouvernementale. Extrêmement rares sont les organisations qui ont la [101] chance d'avoir un local permanent à leur disposition.

On s'arrange pour utiliser de façon rationnelle les locaux éventuellement disponibles pour les réunions. Il en est de même pour les notes de presse et les prises de décision publiques, les tracts ou n'importe quel document qui requiert une bonne présentation et/ou sera divulgué : les centres de formation et les ONGs sont très cotés pour ce genre d'activités.

Évidemment, ces derniers traits s'accommodent aux maigres ressources financières, et humaines, des organisations populaires : il y en a qui se trouvent dans l'impossibilité de rédiger par elles-mêmes leurs statuts. En réalité, et comme nous l'avons exprimé antérieurement, les différentes caractéristiques constitutives desdites organisations, telles que informalité, laxisme, sobriété organisationnelle, immédiateté et culte de l'action, liens de solidarités primaires dans les rapports entre les membres et sympathisants, s'harmonisent avec les conditions socioéconomiques et culturelles des secteurs populaires urbains qui les composent prioritairement (voir chapitre 3).

Nous n'avons recueilli que des informations très vagues, parfois tout à fait douteuses, au sujet de l'effectif des organisations (cf. chapitre 3). Les dirigeants interviewés eux-mêmes semblent ne pas en être trop imbus. Ils n'hésitent pas à dire que le fort de l'organisation réside principalement dans la "périphérie", qui est nettement imprécise, et que les militants permanents ne représentent qu'un noyau qui peut être composé de dix jusqu'à une soixantaine de membres. Un de nos informateurs - qui nous paraît avoir pêché franchement d'exagération - mentionne un effectif de 5,000 membres réguliers approximativement à travers tout le pays, le contingent d'adhérents et sympathisants pouvant s'élever jusqu'à 30,000, précise-t-il. Il en existe par contre qui n'ont que trois, même deux, personnes. Nous en parlerons plus tard.

LA DYNAMIQUE INTERNE

Voyons maintenant de plus près la façon dont les organisations populaires sont constituées intérieurement. Au contraire du champ idéologique, la délimitation est beaucoup plus nette d'avec les partis politiques pour ce qui s'agit de la structure organisationnelle. Les entrevues indiquent dans ce domaine une volonté assez ferme de se [102] différencier des dites organisations (quoique les motifs qui poussent à cette différenciation soient loin d'être clairs et digérés). Cette différenciation, rappelons-le, représenterait un des traits caractéristiques des organisations populaires en particulier, des nouvelles organisations de base en général. ⁶⁹.

⁶⁹ Toutefois, nous ne devons pas oublier non plus que plusieurs organisations populaires en Haïti (de même qu'en République Dominicaine) sont créées sous l'impulsion directe d'ex-militants des organisations politiques de gauche. De fait, nous avons relevé trois (nous n'en avons pas repéré d'autres) organisations populaires dont la structure interne ressemble à celle des anciens partis politiques de gauche basée sur le "centralisme démocratique". Précisément, les dirigeants de ces trois organisations sont critiques de l'absence de centralisme des organisations populaires. En tout cas, les organisations qu'ils dirigent ne se démarquent pas clairement de la "gélatinosité" et la "nébulosité" qui caractérisent les autres. Par ailleurs, des particularités comme la communication directe, le "partage" avec la communauté, les "réseaux de liens primaires", de même que le refus de l'institutionnalité sont communes à ces deux formes de structure des organisations populaires.

Il convient de souligner, cependant, que la structure organisationnelle, en dépit des traits communs distinctifs de ce genre d'organisations, varie d'une organisation à une autre. Plusieurs de nos informateurs insistent - quelques-uns à titre de prétexte très probablement - sur le fait que la structure organisationnelle est un construit ; elle est le produit de tout un processus : le processus d'évolution de l'organisation conformément aux dictats de la réalité ; elle est, bien sûr, ni complète ni permanente. Elle ne se calque sur aucune forme préétablie qui porterait en elle-même les conditions et les preuves de l'efficacité. "Je me suis toujours refusé, commente un dirigeant, à créer une structure de l'extérieur, structure qu'on viendrait plaquer sur une organisation."

Chaque organisation fait en quelque sorte sa propre expérience organisationnelle avec ses spécificités, son originalité et son dynamisme particuliers.

Rappelons que beaucoup d'organisations populaires sont nées directement de comités de "quartiers", qui ont une structure très peu complexe et solide, et/ou de la réunion d'un groupe d'amis, dans le but de discuter des problèmes et de l'avenir du pays, et, comme un dirigeant l'a exprimé, "de parta-

Comme nous venons de le mentionner, au contraire des organisations politiques, les organisations populaires travaillent d'ordinaire sous forme de commissions. Les commissions auraient l'avantage d'être pratiques, opérationnelles, et de bien s'adapter aux différents traits caractéristiques dont nous avons parlé antérieurement. Elles correspondent à des types d'activités déterminés. Elles naissent, grandissent, se perfectionnent, disparaissent, réapparaissent, d'après la conjoncture, d'après leur utilité et leur performance.

Leur nombre varie selon l'organisation. Les plus communes sont les suivantes : propagande, finances, mobilisation, formation, sécurité, relations internationales, droits humains. On trouve également les commissions de planification, de relations publiques, de santé ; de même, de presse, éducation, secteur informel. Pour être efficaces les commissions ne devraient pas, selon nos informateurs, avoir un effectif supérieur à sept intégrants.

En plus des avantages de fonctionnalité et d'efficacité les commissions représenteraient une bonne garantie pour la participation et la motivation des militants ; elles constitueraient une sorte de freinage effectif au centralisme et à l'anti-démocratie des organisations politiques traditionnelles, deux faiblesses organisationnelles vivement critiquées (tout au moins verbalement) par la presque totalité de nos interviewés.⁷⁰

Cette appréciation de la part des organisations populaires coïncide avec celle de nombreux chercheurs sur les nouveaux mouvements sociaux. Citons entre autres Carole Pateman, Andrew Goodman, Michael Kaufman, Magaly Pineda, Verónica Schild, Steve Patten. Pour eux le rassemblement dans des "petites unités", au niveau micro-social et sur des problèmes qui touchent la vie de tous les jours renferme un potentiel élevé en rapport au changement social et la construction

ger leurs rêves, leurs sentiments, leur mode de vie". Ce n'est que progressivement que ce groupe passe à l'action et qu'il définit les modalités de ces actions. Il voit ainsi la nécessité de mettre des structures sur pied "dans le but, d'après le même dirigeant, d'empêcher que les choses ne se fassent pas dans le désordre" "La structure de l'organisation est, alors, fille de l'expérience".

⁷⁰ Les désirs ne se concrétisent pas toujours dans la réalité. Cette structure nouvelle n'évite guère automatiquement l'autoritarisme ni se traduit nécessairement en une meilleure fonctionnalité et efficacité.

d'une société véritablement démocratique : il favorise la réalisation d'une participation effective des citoyens, en particulier les "exclus", stimulant en même temps la confiance en soi et leur offrant l'opportunité de l'exercice quotidien du pouvoir.⁷¹

[103]

C'est l'une des raisons pour lesquelles seraient rejetées les fonctions de secrétaire général, président, vice-président, car elles symbolisent et rappellent trop le despotisme et le manque de participation démocratique. On leur préfère les qualificatifs de coordonnateur général, de coordonnateur adjoint, de comité directeur, de délégué. Elles sont rares les organisations qui conservent la dénomination traditionnelle de président, vice-président, secrétaire général, secrétaire général adjoint.

Le comité directeur, appelé aussi coordination générale, est habituellement formé des délégués des différentes commissions (un délégué par commission). Les organisations qui fonctionnent sous forme de fronts ont en général leur comité directeur composé des délégués des différentes organisations qui intègrent le front (en principe un délégué par organisation). Il y en a qui essaient de concilier les deux formules, "qui cherchent une formule nouvelle", nous dit un informateur. Le nombre d'intégrants des comités directeurs et leurs fonctions dépendent des différentes activités et des lignes d'action principales des organisations (mises à part, évidemment, celles qui n'ont pratiquement pas de base ni de cadres compétents) ; ils ne sont pas en rapport direct

⁷¹ C.B. Macpherson. *The Life and Times of Liberal Democracy*, Oxford University Press, 1977.

Carole Pateman. *Participation and Democratic Theory*, Cambridge University Press, 1970.

Les autres ouvrages sont des "working papers" publiés dans le cadre de la recherche de CERLAC (Center for Research on Latin America and the Caribbean) sur les Organisations de Pouvoir Communal et la Démocratie Populaire en Amérique Centrale et la Caraïbe :

Andrew Goodman, *Organisational Characteristics, Organisational Democracy and Social Change* (1991).

Michael Kaufman and Magaly Pineda. *Methodological Issues and Research Questions for studying Differential Participation* (1988).

Verónica Schild. *The hidden Politics or Urban Social Movements* (1990).

Steve Patten. *The Transformation of Liberal Capitalist Society and the role of New Social Movements* (1991).

avec la dimension de l'organisation. Voici un exemple de la composition du comité directeur. Il comprend 13 membres : 1 coordonnateur général, 1 coordonnateur adjoint, 1 secrétaire général, 1 secrétaire adjoint, 2 trésoriers, 3 conseillers, 4 délégués.

Les réunions du comité directeur s'effectueraient dans presque tous les cas une fois par semaine, quand la conjoncture politique le permet. Quelques organisations les réalisent une fois chaque quinze jours, d'autres deux fois par semaine. Les réunions générales - appelées assemblées générales par quelques organisations -, où sont supposés présents tous les membres actifs, se feraient d'ordinaire tous les quinze jours ou une fois par mois. Il existerait des organisations qui réalisent leurs assemblées générales une fois chaque semaine, à l'instar des réunions du Comité Coordinateur. Certaines organisations distinguent entre les réunions réservées strictement aux membres et celles considérées larges où sont invités des supporteurs et sympathisants.

Dans les réunions-assemblées on discute des thèmes d'actualité, telles la nouvelle conjoncture politique, la recrudescence de la répression, l'attitude à adopter face aux élections présidentielles, la collaboration à apporter à la réalisation des élections, les activités à développer dans [104] une grève, la préparation d'une manifestation. On y réalise également des débats d'ordre théorique-politique, sur des thèmes tels que le Fonds Monétaire International et sa politique envers Haïti, sur l'éventuelle participation des organisations populaires dans le gouvernement (celui de "Lavalas"), sur la question du manque d'éthique dans l'Administration Publique, sur la caractérisation de l'État en général, de l'État haïtien en particulier. Les réunions du Comité Coordinateur sont plutôt destinées à analyser les problèmes d'ordre interne.

D'après pratiquement tous nos informateurs, les réunions se dérouleraient dans une atmosphère démocratique, tous les participants jouissant des mêmes prérogatives, et les relations entre la direction et la base étant d'ordinaire excellentes. Mieux, le droit à la liberté d'expression et à la contestation seraient la norme et l'esprit critique y serait encouragé systématiquement. La participation de la base y serait cultivée de façon spéciale et appuierait fermement la lutte contre le verticalisme. Un exemple de la pratique démocratique dans les réunions, de l'avis d'un de nos informateurs : la coutume de changer régulièrement le modérateur des réunions. Un autre exemple de pratique démocratique et de participation, d'après un autre informateur :

l'habitude de choisir par consensus, à la fin d'une réunion-assemblée, un ou les sujets de discussion de la prochaine réunion. Un membre de l'assemblée qui s'y intéresse prépare alors le sujet accepté, et à ladite réunion il s'assied sur le podium et expose son thème.

Un régime de sanctions appuierait la discipline interne du groupe. Il consisterait principalement en l'éloignement des activités militantes pour une certaine durée. Une telle punition aurait la vertu d'être très efficace, vu le désir ardent de participation de la part des membres. Un dirigeant nous a confessé avoir passé trois mois en marge des activités de son groupe pour cause d'infraction à la discipline réglementaire.

Les organisations populaires nationales laisseraient une autonomie d'action et de gestion plus ou moins grande à leurs comités locaux qui, aux dires de deux de nos interviewés, se réunissent normalement une fois par mois dans les assemblées locales. Les délégués des comités locaux se réuniraient chaque trois mois en assemblée départementale. Les assemblées nationales se réalisent de façon extrêmement rare.

D'après les informations recueillies, la règle pour ce genre d'organisations serait, comme nous venons de le dire, l'existence d'une [105] forte indépendance des instances locales et régionales par rapport à la direction nationale ⁷². Deux des dirigeants interviewés -appartenant à des organisations différentes-, toutefois, optent pour la centralisation stricte des pouvoirs de décision. Ils critiquent vivement les autres organisations qui, à leur avis, à cause de leur laxisme à outrance, tombent dans "l'anarchie" et l'indiscipline, ce qui limite considérablement leur capacité d'action et manifeste en même temps un manque de sérieux.

L'ascendant des leaders sur les autres membres, le dogmatisme et l'arrogance, de plusieurs d'entre eux, caractéristiques dont nous avons fait mention antérieurement, devraient jurer à première vue avec le comportement démocratique que nous décrivons. Tel n'est pas nécessairement le cas. Les dirigeants des organisations populaires, les militants et "activistes" "révolutionnaires, et même d'une façon plus générale, nombre d'adhérents du "secteur démocratique" en Haïti, pro-

⁷² En réalité, en plus de la volonté avouée de la part des dirigeants, cette autonomie s'expliquerait par l'incapacité d'entretenir une structure unifiée et solide.

fessent un démocratisme et ce qu'on appelle couramment un "basisme" à outrance.

C'est que dans les secteurs populaires politisés domine la problématique de la "démocratie participative". La nécessité de participation répondrait à cet impératif de justice sociale et de droit qui parcourt toutes les veines de cette société et qui s'exprime, de manière récurrente et à des moments explosifs, depuis le 7 février 1986.

Il n'est pas difficile de constater cette fièvre de participation et ce démocratisme dans les réunions, conférences, colloques organisés par le secteur démocratique. C'est alors une pluie de questions et de commentaires qui tombent, tout le monde voulant, en même temps que satisfaire leur soif de connaissance, faire entendre leur voix et afficher leur position en public.

Ajoutons tout de suite que la participation ne se manifeste pas tellement au sein des organisations populaires au niveau de la prise de décisions. Ce qui semble importer surtout pour "la base", c'est surtout qu'on la prenne en compte et qu'on lui fasse part des décisions prises ou à prendre, mais pas nécessairement la prise en charge des activités ou le partage des responsabilités. D'une façon générale c'est un nombre très restreint de leaders qui s'occupent de toutes les activités importantes de l'organisation. Réalité qui contraste avec celle qui prévaut d'ordinaire dans les "conseils communautaires" d'Haïti, où la [106] pratique d'autonomie et d'autogestion vis-à-vis des organismes financiers semble être un objectif assez partagé (et fomentée également par plusieurs ONG) et tend à être effective

Signalons que l'importance attribuée à la participation se traduirait également dans la vigilance contre le machisme ⁷³. Quoique, d'après presque tous nos interviewés, ce danger soit très peu présent actuellement. À leur avis, malgré la tradition autoritaire du peuple haïtien, le machisme ne se manifeste que de façon marginale à l'intérieur de leur organisation. À la question : pourquoi seulement une organisation a-t-elle une femme comme secrétaire générale ? Ils répondent que les organisations populaires, au contraire des communautés ecclésiales de

⁷³ Michael Kaufman utilise le concept de participation différentielle. Voir "Differential participation : Men, Women and Popular Power", CERLAC, March 1991 (Working paper, CERLAC-4).

base - des comités de quartier également - sont caractérisées par un pourcentage très faible du sexe féminin.

À la vérité, dans les organisations populaires la notion de participation paraît peu précise et saisie de façon plutôt émotionnelle. Le concept même de démocratie participative, qui représente une sorte de panacée pour les militants, semble confus et très souvent pris dans un sens vague, correspondant, comme nous disions, à cette volonté de rompre avec le système d'oppression et d'exclusion, mais chez des acteurs sociaux encore en voie de constitution, privés de tradition démocratique et plusieurs d'entre eux faisant à travers l'organisation populaire leur premier essai de militance politique et communautaire

D'ailleurs, il n'est pas étonnant de trouver dans une même organisation cet engouement pour la participation de la base et l'acceptation d'un comportement autoritaire de la part des dirigeants⁷⁴. Mais la grande majorité de nos informateurs tombe d'accord sur la réalité de la participation dans les réunions en particulier et sur le fonctionnement interne des organisations en général. Quoiqu'ils admettent que cette participation représente plutôt un défi perpétuel et, qu'en fait, c'est à travers tout un combat qu'elle sera vraiment effective.

Il faut dire que les dirigeants des organisations qui mettent l'accent sur le centralisme et la stricte discipline organisationnelle sont critiques et méfiants par rapport à ce qu'ils considèrent un libéralisme et un "populisme" qui conduisent inévitablement à "l'anarchie" dans l'organisation, ce qui, à leur avis, va de pair avec l'absence de vision globale et une mentalité de chapelle, et provoque des divisions internes et la multiplication des fractions à l'intérieur de l'organisation, [107] tendant ainsi à la rendre précaire et à réduire considérablement sa productivité politique.

En tout cas, nous sommes arrivés à ce constat : la volonté est manifeste de la part des dirigeants de la construction d'une véritable démocratie interne comme élément essentiel des organisations populaires, y compris ceux qui plaident pour le centralisme démocratique. De plus,

⁷⁴ Maxine Henri mentionne le même phénomène pour les conseils communautaires de la Jamaïque. "Les leaders et les militants de base, écrit-elle, justifient l'autoritarisme dans les réunions alléguant la nécessité de l'ordre." Plus loin elle ajoute : "En dépit de ce formalisme organisationnel, il existe une participation significative." *Op. cit.*, p. 7.

ils sont conscients que la mise en pratique patiente et progressive de la démocratie à tous les échelons de la vie sociale est une condition indispensable pour la construction de la démocratie à l'échelle nationale.

Remarquons cependant que la participation interne dans les réunions, même dans les cas où elle est réelle et effective, n'exclut pas toujours le sectarisme et l'hermétisme par rapport à ceux du dehors. Rappelons une fois de plus que beaucoup de dirigeants, et de militants de base, proviennent des rangs d'organisations de la gauche, d'où ils empruntent une bonne dose de dogmatisme, ainsi que des communautés ecclésiales de base d'où ils héritent un radicalisme moralisant enclin à privilégier la "diabolisation" et la condamnation de tous ceux qui refusent d'accompagner le peuple dans le chemin de la délivrance en place et lieu de la recherche de solutions politiques.

Si l'on en croit la plupart des dirigeants interviewés, la réalisation d'élections régulières serait une des preuves de la vie démocratique qui règne au sein des organisations populaires. Chaque année ou chaque année et demi on procéderait de façon tout à fait démocratique à l'élection de l'équipe dirigeante. Un de nos interviewés nous a mentionné que son organisation proscrit le droit à la réélection. Mais la réponse de quelques-uns de nos informateurs laisserait entendre qu'il n'en est rien dans leur organisation : celle-ci n'aurait pas encore connu d'élections à cause de sa jeunesse ; elle serait au stade de formation. Dans tous les cas, une observation - superficielle, il faut l'avouer - indiquerait que depuis la chute des Duvalier les leaders des organisations populaires les plus en vue n'auraient pas réellement varié.

Les informations concernant le processus de recrutement des membres suscitent également notre méfiance. Comme règle générale tout recrutement exigerait l'aval de deux membres de l'organisation. Dans le cas des "fronts" on procède à l'acceptation d'organisations entières. Telle acceptation requerrait alors l'appui de deux autres organisations déjà [108] intégrantes du "front". Étant donné l'absence évidente de structuration solide de la quasi-totalité des organisations populaires, nous ne pouvons nous empêcher de douter profondément d'une telle rigueur de leur part. Il faut ajouter qu'un de nos informateurs admet que dans son organisation on ne procède pas au recrutement formel de membres.

Encore une manifestation patente du laxisme organisationnel considéré par presque tous nos interviewés comme l'une des tares essentielles des organisations populaires. "Elles ne font aucun effort, avance un interviewé s'auto-critiquant lui-même, pour se structurer [...] En réalité la plupart des organisations populaires ne sont pas des organisations à proprement parler". Précisément, nous voudrions mettre l'accent sur une observation d'un de nos informateurs qui va dans un sens bien différent de telles opinions. À son avis, ce soi-disant laxisme n'en est pas un à proprement parler ; en tous cas, ajoute-il avec assurance, il n'entrave nullement la performance de ces organisations. Position qui rejoint celle de nombreux chercheurs concernant les nouvelles formes d'action collective de base, notamment Campera, Calderón, Melucci.

Nous allons nous permettre de présenter une longue citation de Melucci, importante pour sa force d'illustration : "Les recherches en effet montrent, écrit Melucci, que de forts indices de solidarité et la participation directe comme condition de l'action assurent à chaque composante une cohésion évidente qui permet aux mouvements de durer, même dans les phases d'affaiblissement du cycle de mobilisation collective. En outre, on a noté que l'apparente "dysfonctionnalité" liée à la duplication des fonctions et des rôles se révèle souvent une ressource pour les acteurs collectifs qui se regroupent dans une telle structure. Elle permet en effet de faire face à d'éventuelles défections, de résister à la crise organisationnelle et à la répression qui frappe des parties isolées du mouvement, de pénétrer de manière capillaire dans les divers espaces du social pour réunir du soutien et des appuis"⁷⁵.

Par contre, la totalité de nos interviewés s'accordent tout à fait dans leurs critiques à ce qu'ils nomment des soi-disant organisations qui ne fonctionnent qu'avec deux ou même un seul individu mais qui arrivent, d'après eux, malheureusement, à tromper l'opinion publique avec leurs déclarations fracassantes. En fait, ces prétendus leaders, estiment-ils, n'auraient d'autre but que d'empocher l'appui financier qu'ils arrivent à obtenir au nom de leur organisation. D'ailleurs, nombre de leaders [109] seraient passés maîtres dans cet art d'escroquerie, et l'objectif véritable de la création de plusieurs organisations ne serait autre que de pallier ce chômage chronique qui affecte désespérément la majorité des jeunes du pays.

⁷⁵ A. Melucci, *op. cit.* p. 14.

Signalons toutefois que deux leaders, des plus populaires sur l'échiquier politique, ont une appréciation différente de ce phénomène. Ils sont convaincus que la corruption n'est ni si présente ni si néfaste dans les organisations. Dans un pays aussi pauvre, où les perspectives de vie sont pratiquement inexistantes il est tout à fait normal, à leur avis, qu'on trouve des leaders qui essaient de tirer profit de leur organisation.... Et puis il faut bien qu'ils survivent. Mais la situation, affirment-ils, n'est guère dramatique ni préoccupante.

En gros, poursuivent ces deux leaders - et ce serait cela l'important - cette attitude n'affecte pas outre mesure la productivité politique et sociale des organisations. D'ailleurs, poursuivent-ils, il existe un moyen bien simple d'en juger : c'est la durée de vie de ces leaders et des organisations qu'ils dirigent sur la scène politique. Ceux qui ne recherchent que leurs intérêts mesquins - il y en a, évidemment, toujours d'après nos deux leaders - sont rapidement éliminés de la compétition politique dans le camp populaire où l'exigence éthique est en général très stricte. Et, ajoutent ces mêmes leaders, tous ceux qui sont parvenus à survivre aux critiques acerbes des autres organisations qui militent sur le terrain prouvent par là-même qu'ils ont des préoccupations autres que personnelles ; ils ont assurément quelque chose de positif à offrir au mouvement populaire et au processus de changements en cours. De fait, il n'est pas rare de trouver de ces dirigeants soupçonnés ou taxés de corrompus dont l'engagement dans le combat politique ne fait pas l'ombre d'un doute et qui ne ménagent même pas leur vie pour "la cause".

À la vérité, la dénonciation de la corruption, bien que persistante, reste assez vague en fin de compte. À part des cas archi-connus, tels que celui d'un fameux leader de la zone des Gonaïves, nos informateurs nous paraissent toujours gênés quand on leur demande de donner des exemples précis. La raison de leur silence peut résider dans une attitude de réserve et l'appréciation qu'il vaut mieux "laver le linge sale à la maison". Mais, ce silence peut s'interpréter également comme une absence réelle de cas importants, c'est-à-dire que les situations enregistrées touchent des dirigeants et organisations politiquement [110] insignifiants, ce qui tendrait à confirmer l'opinion des deux leaders mentionnés antérieurement

Néanmoins, nous devons signaler un phénomène digne de considération. Il s'agit de l'apparition au lendemain de la prise du pouvoir par

Jean-Bertrand Aristide de plusieurs organisations populaires, dont un grand nombre de dirigeants cherchait avec insistance du travail dans l'administration publique utilisant leur passeport de militants révolutionnaires. Ce comportement des organisations de "la nouvelle génération" (appelées ainsi de manière péjorative par les anciennes en référence à un courant récent de la musique haïtienne formé de jeunes et considéré "léger" par les membres des organisations populaires) a soulevé de fortes critiques de la part des autres organisations et de divers secteurs du mouvement populaire. Telle attitude, soutiennent-ils, va à rencontre de l'essence même des organisations populaires qui réside dans le maintien d'une stricte autonomie par rapport à l'État, condition sine qua non pour l'exercice efficace d'une pression et un contrôle permanents sur celui-ci. De plus, elle traduirait une sorte d'opportunisme.

Les militants des nouvelles organisations prennent leur défense alléguant premièrement qu'il est tout à fait normal qu'ils soient employés par le gouvernement du peuple, vu qu'ils ont joué un rôle très actif dans son avènement au pouvoir ; deuxièmement, ils sont au chômage et il est légitime qu'ils trouvent un moyen honnête de pallier leurs privations séculaires ; troisièmement ils n'attendent pas une attitude caritative de la part du gouvernement : ils offrent leurs services au gouvernement et au pays, services qui leur seront sans aucun doute d'une grande utilité. Quatrièmement - et cet argument serait pour eux le plus solide - il faut investir l'appareil d'état pour jouer en son propre sein un rôle actif dans le processus de son "changement" et la construction du nouvel État.⁷⁶

Le problème de la précarité des ressources économiques des militants nous emmène à celui du financement des organisations populaires. Nous avons fait allusion antérieurement à l'état de dénuement patent dans lequel elles végètent. Il est frappant de constater que cette situation ne semble pas trop affecter nos informateurs. Tout au moins

⁷⁶ La question de "l'investissement de l'État" continue d'être un sujet de vives discussions à propos non seulement des organisations populaires mais aussi de la construction d'une organisation politique solide du mouvement démocratique en général. L'opinion est partagée entre une organisation qui naisse sous les auspices, la bénédiction et la direction du leader-président Jean-Bertrand Aristide, d'un côté et, de l'autre, une organisation qui garde sa stricte indépendance par rapport à ce dernier, l'appuyant dans son œuvre de régénération du pays et exerçant à son endroit une critique permanente mais constructive.

pas un seul d'entre eux nous a exposé cette situation comme une véritable préoccupation. À tel point que l'indigence matérielle paraît symboliser une vertu pour ces organisations et représenter même un de leurs traits constitutifs.

[111]

Les informations au sujet des formes et sources de financement sont peu précises et ne paraissent pas très sûres. La plupart des interviewés manifestent un rejet de toutes formes de dépendance financière externe, vu que cela impliquerait forcément un manque d'autonomie au niveau de l'orientation et l'action socio-politiques et constituerait une source de corruption.

Une des sources de financement serait la cotisation des membres. Dans la plupart des cas, elle serait plutôt volontaire. De l'avis d'un de nos informateurs son organisation prélèverait systématiquement un pourcentage de 5% des salaires de ses intégrants. Dans tous les cas, les cotisations ne doivent pas apporter grand-chose en termes de ressources, étant donné le bas niveau des salaires et le taux énorme de chômage au niveau national en général, au niveau des secteurs populaires - et, de surcroît, des jeunes - en particulier.

Certaines organisations réalisent parfois des activités récréatives, telles des soirées culturelles, dans le double objectif culturel et lucratif. Il est évident que les profits qu'elles peuvent en tirer ne sont pas du tout alléchants. Quelques rares d'entre elles ont créé des écoles classiques ou professionnelles qu'elles se chargent de gérer elles-mêmes. Certaines autres pratiquent des activités directement rémunératrices : commerce de riz, de farine ; d'autres sont propriétaires de petites pharmacies ou de petites industries comme un local de reproduction par photocopieuses. Il y en a qui montent des ateliers de production d'œuvres artisanales.

Après le coup d'État les difficultés financières se sont accentuées à cause de la recrudescence de la répression et de l'abandon de leur demeure de la part de plusieurs militants. La nécessité d'un support économique s'est révélée donc plus qu'urgente. Plusieurs organisations se sont alors tournées vers les organisations non-gouvernementales (ONG), qui les aident à mettre sur pieds des magasins communautaires, des pharmacies communautaires, à se livrer au commerce de produits alimentaires, à créer et administrer des caisses populaires, à

s'adonner à l'artisanat, à l'élevage. Ce, moyennant le respect des conditions suivantes : le sens de la responsabilité, la capacité de gestion, la possibilité d'acquiescer à la longue l'autonomie financière, la preuve de démocratie interne, de la part des organisations bénéficiaires (celles-ci seraient soumises à une évaluation régulière par les organismes donateurs).

[112]

Mais le meilleur appui financier pour la plupart paraît être le petit groupe de "supporteurs" - très restreint dans la plupart des cas -, en général des organisations de tendance progressiste ou des professionnels se situant dans le camp du mouvement populaire, qui apportent de façon spontanée et irrégulière leur petite contribution pécuniaire au fonctionnement des organisations.

Une telle pénurie de ressources financières et matérielles doit avoir forcément un impact négatif considérable sur la marche de l'organisation, limitant sérieusement sa marge d'autonomie réelle ⁷⁷ et sa productivité politique et sociale. Il suffit de rappeler leur dépendance par rapport aux centres de formation et organismes non-gouvernementaux pour ce qui s'agit de travaux d'impression de documents, de salles de réunions, etc.

Une autre grande déficience des organisations populaires, selon nos informateurs, réside dans l'insuffisante formation de leurs intégrants. De l'avis de presque tous nos interviewés, dans l'absence presque totale de formation de la part des cadres des organisations populaires réside la cause première du spontanisme, du verbiage politique (du "voilà monte"), de l'inconsistance idéologique et de la faiblesse de productivité dans l'action politique, bref, de la précarité des dites organisations. Raison pour laquelle les dirigeants accorderaient une attention toute particulière à cette activité.

De fait, et comme nous l'avons déjà mentionné, les dirigeants profitent des circonstances pour trouver des conférenciers pour leur propre formation et pour celle des autres membres de leurs organisations. Les conférences et causeries peuvent porter sur des sujets de théorie politique, sur des thèmes de l'actualité socio-politique, natio-

⁷⁷ Le phénomène de tutellisation de la part de certains partis politiques qui, avant le coup d'état du 30 septembre 1991, revêtait un caractère plutôt marginal a acquis depuis lors une dimension non négligeable.

nale ou internationale, en particulier de l'Amérique Latine et la Caraïbe. Ils s'intéressent aussi à des débats sur l'Histoire d'Haïti, sur la gestion administrative, sur l'économie. Sous le gouvernement d'Aristide, quand paraissaient imminentes des négociations avec le Fonds Monétaire International, ce qui constituait un sujet de préoccupations pour les forces progressistes du pays, les organisations populaires participaient à des débats autour de la question tant en leur sein qu'à l'extérieur, à la télévision et la radio.

Dans leur engouement pour sensibiliser la population sur les problèmes sociaux et politiques, les dirigeants considèrent indispensable [113] d'effectuer des débats instructifs au sein des couches populaires. C'est ainsi qu'un groupe parmi eux réalisait avant le coup d'état du 30 septembre 1991 une activité pédagogique dénommée "débats populaires", sur des thèmes variés ; par exemple sur la vie chère, sur la contrebande, sur le Fonds Monétaire International.

Il faut préciser que la formation qu'ils reçoivent, de même que celle qu'ils dispensent, n'en est pas toujours une à proprement parler, vu qu'ils s'orientent souvent vers des cadres intellectuels qui privilégient des approches qui ne favorisent pas l'éclosion de la connaissance et tendent plutôt à en limiter la portée et entraver l'ouverture à la nouveauté et la créativité ⁷⁸.

Nous terminerons ce dernier chapitre par quelques considérations spéciales sur les organisations populaires de femmes, étant donné leurs particularités par rapport aux autres types d'organisations populaires. De par leur nature et leur vocation de conscientiser, organiser et défendre différents secteurs de femmes dans le pays, le champ d'action des organisations populaires de femmes s'étend au niveau national. Les femmes de chaque zone géographique s'organiseraient de façon autonome, tout en maintenant des liens organiques avec le reste du mouvement.

⁷⁸ Cet esprit hermétique dont font preuve nombre de militants d'organisations populaires, et de nombreux cadres de la gauche en général, se traduit souvent en une médiocrité d'autant plus irritante qu'elle s'accompagne dans bien des cas d'une fatuité agaçante, et qu'elle atteint malheureusement des jeunes dont l'intelligence et la vivacité d'esprit pourraient produire des résultats beaucoup plus fructueux, notamment dans les domaines politique et intellectuel.

L'organisation aurait donc une structure pyramidale, chaque unité territoriale possédant sa structure indépendante mais déléguant des représentants à l'instance organisationnelle qui correspond à l'unité territoriale immédiatement supérieure du point de vue administratif, jusqu'à arriver au niveau national, instance organisationnelle suprême dont le siège est la capitale du pays.

Cependant, de l'avis de nos interviewées, les organisations populaires de femmes mettent un soin particulier à se différencier des structures traditionnelles, différence qui résiderait principalement dans l'accent mis sur la participation de la base aux discussions et aux prises de décision, sur des débats menés de façon tout à fait démocratique au sujet des problèmes qui intéressent les membres personnellement ainsi que leur communauté, sur l'intégration de la communauté auxdits débats, sur la promotion permanente de l'esprit de créativité, sur le développement du sens de la responsabilité chez les intégrantes des différents groupes et la mise en application réelle du principe d'autonomie.⁷⁹

[114]

⁷⁹ Malheureusement, nous n'avons pas étudié de façon plus approfondie les organisations de femmes pour être en mesure de vérifier la véracité de ces propos.

[115]

NOTES DU CHAPITRE 4

Pour en faciliter la lecture, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, nous avons converti toutes les notes en fin de chapitre en notes de bas de page. JMT.

[116]

[117]

[118]

[119]

Les organisations populaires en Haïti.
*Une étude exploratoire de la zone métropolitaine
de Port-au-Prince.*

Chapitre 5

Perspectives et remarques finales

[Retour à la table des matières](#)

Ce dernier chapitre servira de conclusion finale à ce document. Il reprendra et insistera sur quelques idées principales développées au long de notre travail dont il est, dans le cadre de nos objectifs limités, en quelque sorte, l'aboutissement. Mais il ne le sera pas si on le considère - ce qui est notre souhait - comme un point de départ et comme une invitation à continuer la réflexion et la recherche sur un sujet qui nous paraît ne pas manquer d'importance.

En effet, au terme de notre prise de contact avec les organisations populaires d'Haïti, le lecteur peut rester aussi perplexe qu'avant. Mieux, de nouvelles zones d'ombres et d'interrogations l'assailliront vraisemblablement. Tel constat ne nous choquerait ni ne nous affligerait. Bien au contraire ; car notre objectif - nous insistons là-dessus - en nous aventurant dans ce chemin vierge et ténébreux, n'était pas d'offrir un cadre théorique élaboré permettant d'élucider complètement cette énigme que sont les organisations populaires. D'autant plus que les limitations d'ordre méthodologique de notre travail ne sont pas minces, en particulier le manque de documents valables en la matière et le fait que notre source d'informations principale est constituée d'entrevues avec les acteurs eux-mêmes. Or ces derniers ne sont pas

toujours tout à fait conscients de la nature de leurs organisations, ni de leurs limitations personnelles ; de plus, ils ne dévoilent pas facilement leurs "secrets".

Notre objectif répond précisément à la préoccupation de provoquer des doutes, de susciter des inquiétudes, de soulever des discussions, de créer des défis, bref d'éveiller une vraie curiosité au sujet d'un phénomène insaisissable mais terriblement actuel et présent.

Car, l'attitude qui consiste à vouloir passer de façon expéditive l'éponge sur le phénomène nous a toujours paru trop facile. Certes, nous comprenons ces attitudes, qui, d'ailleurs sont partagées parfois par des chercheurs et des intellectuels à très forte sensibilité politique. Nous nous inclinons toutefois à croire, comme nous l'avons déjà souligné dans le texte, que les organisations populaires répondent, au moins dans la conjoncture actuelle, à une réalité sociologique, qu'il convient d'essayer de cerner.

[120]

En effet, pour des questions aussi importantes que les suivantes : les organisations populaires sont-elles de vraies organisations ? Peut-on parler réellement de structure et de mode de fonctionnement sérieux de leur part ? Jouent-elles un rôle réel dans la vie sociale et/ou politique de la nation dans cette période de transition, ou ne sont-elles autre chose qu'une création artificielle soutenue et alimentée par un petit groupe de jeunes audacieux et de politiciens véreux, dans le but d'intimider des adversaires et de se livrer à du "marchandage politique" ? Comment, diable, comprendre qu'elles continuent à se multiplier, à jouir d'une cote de popularité non négligeable auprès de plusieurs ténors de la classe politique, à se faire aussi des ennemis politiques puissants ; bref, à maintenir une place assez appréciable dans l'arène politique et sociale du pays en dépit des critiques parfois très acerbes des différents secteurs de la vie nationale ? Pour toutes ces questions, le lecteur incontestablement restera sur sa faim.

Il lui surgira même - nous le souhaitons encore - d'autres questions, d'autres difficultés à résoudre concernant le déchiffrement de cet "oiseau rare" appelé organisation populaire. Des considérations aussi centrales pour notre thème que l'impact direct, actuel et futur, des organisations populaires dans le vaste mouvement démocratique national et leurs

perspectives à court et moyen termes n'ont été qu'effleurées dans notre exposé.

Au deuxième type de préoccupations nous allons essayer de fournir des indications qui peuvent apporter un peu de lumière. Quant au premier groupe d'interrogations nous estimons avoir tracé des pistes de réflexion destinées à encourager et orienter, des recherches plus profondes et plus élaborées dans cette direction. Toutefois, de façon sommaire et rapide, nous ferons le point au sujet du premier groupe, tout en l'agrémentant d'autres pistes de réflexions théoriques, démarche qui nous aidera en même temps à mieux entamer la deuxième entreprise.

Nous avons essayé de montrer que l'apparition des organisations populaires au lendemain du renversement du régime des Duvalier ne se réduit pas à une invention de leurs leaders ou des politiciens en mal de pouvoir. Ces organisations sont le fruit des années de lutte et de résistance intelligentes de la part des secteurs progressistes de la population, en particulier des couches populaires. Leurs leaders qui apparaissent bruyamment sur la scène politique après le 7 février 1986 [121] ont fait leur début de militants et d'agitateurs politiques et sociaux dans les quelques rares organisations politiques, qui se frayaient avec mille difficultés un terrain d'action contre la dictature, et dans les nouvelles formes de mouvements associatifs qui émergent en Haïti et dans d'autres pays de l'Amérique Latine et de la Caraïbe ; mouvements qui apparaissent également dans les autres continents.

À partir des années soixante-dix, en effet, le processus de mondialisation de l'économie, de recomposition des forces sociales et politiques, de repli de larges secteurs de la population sur le privé et de défense du social vis-à-vis de l'État et du politique,, d'affaiblissement en efficacité et en popularité des partis politiques un peu partout dans le monde, surgissent dans plusieurs pays du sous-continent américain, et d'autres continents, de nouveaux acteurs sociaux et politiques, en quête d'autres types de regroupement et de nouvelles formes d'action collective. Les comités ecclésiastiques de base et autres groupements religieux, de jeunes plus particulièrement, des clubs culturels, des groupements de quartiers, des rassemblements d'artistes et d'écrivains, des organismes de droits humains représentèrent des espaces de discussion et de réflexion, d'association, de recherche de nouvelles identités culturelles et de pratiques sociales différentes.

À la différence de la majorité des autres pays, en Haïti, où l'omniprésence du politique est manifeste, ces nouveaux espaces de rassemblement et d'action par la base ne se définissent pas toujours prioritairement par le social. Ils acquièrent la plupart du temps un profil politique accentué reléguant très souvent le social au second plan. Même si l'intention de départ est, dans beaucoup de cas, fondamentalement sociale.

L'exemple le plus illustratif en est celui des comités de quartiers qui surgirent de toutes parts dans les zones populaires, de la capitale spécialement. Tout de suite après l'explosion sociale du 7 février 1986 le mouvement populaire national paraissait assigner une place de première importance à la construction du social et du culturel. Les comités de quartier naquirent dans cette fièvre d'organisation, de création et de protection du social. Telle finalité concordait avec les caractéristiques que semblait prendre le mouvement populaire national dans les premiers moments de son existence. L'euphorie de la fin de la dictature faisait croire facilement à un déplacement définitif des forces politiques rétrogrades et à l'entrée triomphale dans une étape de [122] déploiement irrésistible de l'imaginaire social en vue de la construction d'une nation qui s'ouvrirait désormais sur la justice, la paix et le développement économique.

Le mouvement populaire allait très rapidement se rendre à l'évidence. Le certificat de décès du duvaliérisme, du macoutisme et des "forces anti-changement" nationales et internationales était loin d'être signé. La bataille politique se poursuivait alors implacable. Nombre de comités de quartiers, sans tout à fait renoncer à leur vocation sociale, se politisaient progressivement. Il arriva que dans beaucoup de cas leurs leaders optèrent pour une voie plus clairement politique participant de cette nouvelle forme d'organisation dénommée organisation populaire.

De fait, les organisations populaires prenaient un caractère de plus en plus politique, au point que la prédominance sans équivoque du politique en vient à représenter le critère par excellence de différenciation entre elles et les autres organisations de base ⁸⁰.

⁸⁰ Certains leaders affirment que les organisations populaires sont ni plus ni moins des organisations politiques.

En dépit de cette différenciation, la ligne de démarcation entre les organisations populaires et les autres nouvelles organisations de base n'est ni précise ni définitive⁸¹. Telle ambivalence les traverse en long et en large et représenterait en partie leur originalité, leur "marque de fabrique".

Elle se manifeste dans l'entrelacement entre le territorial/local d'une part et le national de l'autre. L'organisation populaire surgit d'ordinaire sur la base de quartiers (ou d'un ensemble de quartiers) et s'identifie aux problèmes et inquiétudes de ces quartiers ; son champ d'action immédiat est le quartier, de même que sa base sociale ; sa survie est conditionnée en grande partie par sa capacité de charrier les revendications, sociales, économiques et politiques de son centre d'opération. De la même manière, elle tend à changer de nature et à se réduire à un simple comité de quartier si elle circonscrit son action au quartier et ne se projette pas au niveau national ; si les demandes sociales qu'elle formule et véhicule ne débordent pas le cadre trop étroit de son quartier d'origine et ne rejoignent celles que posent depuis longtemps les immenses couches défavorisées de la nation, si elles ne se dirigent pas directement contre l'État et le système politique national.

Sa pratique de lutte est défensive et revendicative : elle est appelée à formuler et défendre les droits et intérêts immédiats de sa localité, du secteur social qu'elle représente ; elle est simultanément propositionnelle et stratégique : [123] elle entend participer pleinement et activement à la construction d'une Haïti nouvelle et contribuer à l'organisation et au développement socio-culturel de l'ensemble des secteurs populaires du pays.

La dimension organisationnelle de l'organisation populaire manifeste aussi cette ambivalence. L'organisation populaire se situe entre

⁸¹ Après le coup d'état du 30 septembre 1991 plusieurs organisations populaires, tout en accentuant leur vocation politique, confèrent une plus grande importance au social : elles se livrent de façon plus systématique à des activités de type économique, telles que la vente de produits alimentaires, de produits pharmaceutiques. Il faut ajouter qu'à la vérité elles se sentent presque obligées de déployer ce genre d'activités qui représente dans ces moments de crise économique ardue et de repli politique drastique le moyen le plus sûr de survie en tant qu'organisations. De toute façon, de telles activités doivent représenter pour elles une expérience intéressante.

l'organisation politique et les nouveaux types d'organisations de base. De ces derniers, elle hérite le désir de participation, le don de "se fondre" dans la population, la capacité de mobilisation massive. Quelques organisations populaires ressemblent aux partis politiques quant au "centralisme" et verticalisme en ce qui concerne leur fonctionnement au niveau interne et quant à la structure pyramidale pour ce qui s'agit de leur fonctionnement au niveau national.

Le "mixage" avec les partis politiques est particulièrement visible dans le domaine des orientations idéologiques. Nombre de dirigeants et simples militants des organisations populaires conservent de leur ancienne militance partisane la foi absolue dans le "triomphe de la cause", le dévouement remarquable dans la lutte, la pratique de l'action militante ; de même que l'intolérance et le sectarisme par rapport à ceux qui ne partagent pas leurs positions idéologiques

Le mixage est tout aussi manifeste dans le même domaine des orientations idéologiques avec les autres formes d'action collective. Des comités de quartier, elle hérite l'auto-identification et la communication facile avec les gens du milieu et cette capacité de "se fondre" dans leur sein. Des comités ecclésiastiques de base (Ti Legliz) elle absorbe la confiance inébranlable en un avenir meilleur pour le pays en général et pour les "pauvres" en particulier ; le "moralisme politique" et la diabolisation de ceux qui n'optent pas de façon évidente pour le changement.

En revanche, les organisations populaires accusent des différences notables avec les deux types d'organisation : les partis politiques et les organisations de base dont le champ d'action principal est le champ social.

D'une façon générale les organisations populaires prennent leur distance par rapport aux partis politiques et manifestent leur écart vis-à-vis d'eux. Elles sont conscientes de leur manque d'expérience et de leur faiblesse organisationnelle et craignent qu'elles ne soient utilisées par les partis dont les dirigeants seraient, à leur avis, obsédés tous par le pouvoir d'état et la grande majorité par la recherche de leurs intérêts [124] personnels. La plupart de nos interviewés critiquent le fonctionnement anti-démocratique des partis au sein desquels "les gens de la base ne peuvent pas faire passer leurs idées". D'ailleurs, ajoutent-ils, les partis politiques n'ont de partis que le nom et n'exercent pas d'in-

fluence réelle sur la réalité politique et sociale du pays. Au point que plusieurs d'entre eux s'appuient sur la popularité des organisations populaires pour ne pas se voir disparaître de la scène : "Alors que, opine un dirigeant, dans les autres pays, les organisations de base cherchent le soutien, le parrainage des partis politiques comme instrument de leur consolidation, en Haïti, ce sont les partis politiques qui cherchent le protectorat des organisations populaires."

Les organisations populaires savent, en effet, que leur rôle se situe au niveau de la société civile et qu'il consiste principalement à exercer une pression permanente sur l'État et à le contrôler. Par ailleurs, les organisations populaires présentent un désavantage (vu d'un autre angle ce serait un point en leur faveur, comme mentionné antérieurement) en rapport aux partis politiques : elles vivent, se complaisent, s'épanouissent dans l'informalité ; elles sont absolument rebelles à l'institutionnalité.

Toutefois, plusieurs dirigeants insistent sur le fait qu'ils ne s'opposent pas par principe aux partis politiques, que c'est à cause de leurs déficiences, en particulier leur manque de représentativité populaire, qu'ils maintiennent une attitude critique à l'endroit des partis qui sont actuellement sur le terrain ⁸². Quelques-uns sentent même que la durée de vie des organisations populaires n'est pas longue et souhaitent en conséquence qu'à l'avenir elles "se combinent" avec un parti politique puissant capable de mobiliser à l'échelle nationale tous les secteurs et couches sociales populaires et progressistes du pays.

La méfiance envers les partis politiques et l'impopularité de ces derniers ne doivent pas donc s'interpréter comme un rejet clair et net de l'organisation politique, encore moins de l'activité politique. Quelques dirigeants affirment sans ambages que les organisations populaires sont des organisations politiques ("organisations" et non "partis", bien entendu). D'autres estiment - ce avant le coup d'État, précisons-le - qu'il arrivera un moment où ils auront des représentants au Parlement. Et déjà un maire au moins, dans une des municipalités de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, fait partie d'une organisation populaire ; d'autres organisations populaires se préparaient, avant le

⁸² Depuis le coup d'État du 30 septembre 1991, la tendance semble se dessiner vers une collaboration plus étroite entre les deux types d'organisations (nous ne considérons pas ici les organisations créées de toutes pièces par des partis politiques à la suite du coup d'état).

[125] coup d'État, à briguer ce même poste pour les élections à venir⁸³. D'une façon générale les organisations populaires s'appêtent à jouer un rôle actif dans les élections des collectivités territoriales. Elles présenteront ou non directement des candidats. L'important, de toutes les façons, est, de l'avis de nos informateurs, qu'elles exercent un contrôle sur ces élections et qu'elles veillent à ce que les élus le soient démocratiquement, et qu'ils le soient de manière la plus judicieuse possible. Elles croient posséder la détermination, et la popularité, et l'autorité morale nécessaires pour une telle entreprise.

Si on tentait de résumer les idées précédentes, on dirait que les organisations populaires représentent une sorte de fusion du local-revendicatif-social d'un côté et, de l'autre, du national-stratégique-politique. En ce sens elles constitueraient un point de rencontre entre, d'une part, les autres types d'organisations de base tels que les comités de quartier, les comités ecclésiastiques de base et autres associations ecclésiastiques de jeunes, les clubs culturels, et, d'autre part, les partis politiques. Avec une nette prédominance du politique par rapport au social. Cette imprécision serait en grande partie l'expression d'un certain nombre de traits structurels et culturels de la société haïtienne. Citons entre autres (pardonnez la répétition) : l'absence de traditions de partis politiques dans le pays ; la faiblesse institutionnelle générale de la formation sociale haïtienne et en particulier l'absence de débouchés institutionnels aux multiples et pressantes demandes sociales ; la segmentation-atomisation de cette formation sociale et le poids considérable de l'informel ; la recherche de l'identité sociale et culturelle des larges couches populaires ; la quête de participation sociale et politique de ces couches historiquement marginalisées à tous les niveaux de la vie nationale⁸⁴.

⁸³ Une organisation populaire a un de ses membres qui remplissait la fonction de Secrétaire Général d'un des syndicats le plus représentatifs et les plus combattifs du pays. Ce syndicat fut démantelé au lendemain du coup d'état et ses militants persécutés.

⁸⁴ Nous pourrions formuler l'hypothèse suivante : les organisations populaires exprimeraient la nécessité - et la volonté - de souder fermement le social et le politique et de mener la lutte politique pour le changement social, ce à la différence de nombre d'organisations de base des autres pays qui agissent presque exclusivement sur le social et manifestant une certaine indifférence par rapport au politique.

Une autre particularité saillante des organisations populaires est leur absence de consistance organisationnelle. Au point qu'à des moments, en général des moments d'affaiblissement de la contestation populaire, toute l'organisation se fait "invisible", se "volatilise", manifestant un mutisme et une inactivité vers l'extérieur plus ou moins complets, mais ressurgit avec véhémence dans les périodes de forte conflictualité politique.

Pareille caractéristique, bien qu'elle tende probablement à fragiliser l'organisation et peut diminuer l'impact de son action quant à sa portée stratégique, peut cependant lui offrir en même temps des avantages considérables. Elle permet, par exemple, que les militants s'identifient [126] plus facilement avec la communauté, qu'ils se "noient" dans la population organisant les mobilisations de rues, et que l'organisation se dérobe à l'action destructrice des forces répressives.

Il est entendu que ce sont des recherches empiriques, plus approfondies et plus spécifiques que la nôtre, sur la structure organisationnelle des organisations populaires, qui permettront de juger de façon objective le degré de cette inconsistance organisationnelle et de ses "avantages" et "inconvenients". Telles recherches nous diront peut-être également qu'il existe des différences profondes entre ces organisations et qu'il faut être prudent et ne pas généraliser trop légèrement cette dimension.

Nous aimerions ouvrir ici une parenthèse pour la réflexion. C'est au sujet du comportement des couches considérées exclues de la population et de leur éventuel apport à la démocratisation de la vie politique et sociale du pays. À tel effet nous ferons d'abord un bref rappel sur la théorie concernant la problématique de la "marginalité" dans les pays de l'Amérique Latine.

Au cours des années soixante et jusqu'à la moitié des années soixante-dix, des intellectuels marxistes de l'Amérique Latine, dans le courant de "la dépendance" (F.H. Cardoso, 1968), étudièrent les mouvements urbains avec une approche structuraliste. Dans leurs analyses les secteurs marginaux sont considérés comme idéologiquement peu enclins au changement social et politiquement manipulables par les forces les plus conservatrices. Leur jugement se fonde sur l'approche

de Karl Marx cristallisée dans ce fameux passage de son "Le 18 brumaire de Louis Bonaparte"⁸⁵ :

"À côté de roués ruinés, aux moyens d'existence douteux et d'origine également douteuse, d'aventuriers et de déchets corrompus de la bourgeoisie, on y trouvait des vagabonds, des soldats licenciés, des forçats sortis du bagne, des galériens en rupture de ban, des filous, des charlatans, des lazaroni, des pickpockets, des escamoteurs, des joueurs, des souteneurs, des tenanciers de maisons publiques, des portefaix, des écrivassiers, des joueurs d'orgue, des chiffonniers, des rémouleurs, des rétameurs, des mendians, bref, toute cette masse confuse, décomposée, flottante, que les Français appellent la bohème."

Dans le même camp marxiste se développait une tendance radicale [127] d'après laquelle les plus démunis, en l'occurrence les secteurs les plus marginalisés, sont les véritables porteurs du changement. Durant la même époque, l'école de la CEPAL dans ses travaux sur le développement en Amérique Latine et les tenants de la sociologie de la modernisation (Germani, 1968) suivaient la même orientation théorique, considérant les "marginaux" non porteurs de modernité économique et peu sujets à une conduite politique "positive".

Depuis les années 1975-1976, un nouveau courant de pensée se développe au sein des chercheurs de la gauche latino-américaine qui abordent dans une autre optique le phénomène de la "marginalité" urbaine tant du point de vue socio-économique que du point de vue politique. Dans les pays comme le Brésil, le Chili, surgit un débat fructueux sur la problématique. À partir de ce débat, basé sur plusieurs recherches empiriques, on tend à ne plus considérer les "marginaux sociaux" comme des secteurs placés systématiquement dans l'attitude d'opposition radicale à l'État et au système politique, ni essentiellement orienté vers l'action violente, désorganisée et instable.

L'interprétation qui paraît dominer chez plusieurs de ces chercheurs (Eugenio Tironi, Guillermo Campera, par exemple) va dans le

⁸⁵ Karl Marx, "[*Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*](#)", Editions du Progrès, Moscou, Tome I, p. 460.

sens d'une dualité rejet/intégration chez les "marginiaux" ⁸⁶ vis-à-vis du système politique et de l'organisation sociale, mais également, dans le sens de la recommandation, de la prudence si on est tenté de se référer à ces catégories sociales comme un "monde marginal" homogène et uniforme dans leurs valeurs et leurs modes d'action collective. Dans tous les cas, cette vision pessimiste, située dans l'orientation illuministe, selon laquelle les "marginiaux" seraient des "lumpens" (avec toute la charge négative que ce vocable contient) intrinsèquement faits pour la destruction et le désordre, paraît dépassée actuellement. De nos jours semble prévaloir la tendance qui voit dans les secteurs victimes de l'exclusion, un potentiel valable dans le processus de démocratisation des pays de la région ⁸⁷.

Quel serait l'état de la question en Haïti ? Faute de discussions ouvertes et de recherches concrètes à ce sujet il est difficile d'en faire le point. Toutefois, on peut affirmer sans aucun risque de se tromper que les couches sociales les plus aisées et les politiciens traditionnels continuent de penser, et d'agir, de la façon la plus rétrograde, quant au comportement politique et social de ces amples couches sociales marginalisées de la vie nationale. Leur opinion demeure que ces "gens-là" [128] ne sont pas des citoyens et qu'on peut, sans trop de problème de

⁸⁶ Voir les analyses de Frantz Fanon à propos des colonisés. En même temps, Fanon, spécialement dans *Les Damnés de la Terre*, considère les "marginiaux" comme porteurs de changement, comme acteurs à part entière dans la révolution socialiste.

⁸⁷ En particulier Lucio Kuwarick au Brésil. Eugenio Tironi présente cette position de la façon suivante : "Il existe un certain consensus sur le fait que ces mouvements (les mouvements urbains) renferment un riche contenu culturel démocratique et que leur rôle fut essentiel dans la mobilisation démocratique au Brésil, mais qu'ils ont des limites infranchissables pour ce qui s'agit des transformations au niveau de l'État" (Revue "Proposiciones", No 14 : Marginalidad, Movimientos sociales y Democracia, p.19 - Nous avons fait la traduction de l'espagnol au français).

Ajoutons que la conception "dualiste" des théoriciens de la dépendance (et des sociologues de la modernisation, tels que Gino Germani) a été critiquée par des chercheurs latino-américains et européens. Citons seulement José Nun (Superpoblación relativa, ejército industrial de reserva y masa marginal, paru dans Revista Latinoamericana de Sociología, Buenos Aires, 1969), Manuel Castells (La Question Urbaine, Maspéro, Paris, 1972), Movimiento de Pobladores y lucha de clases CIDU, Universidad Católica de Chile, Revista EURE No 7, Santiago, Chili, 1973), Alain Touraine (Les sociétés dépendantes, Duculat, Bruselas, 1976).

conscience, les forcer à coups de clairin et/ou de matraques à aller déposer un bulletin pour "qui de droit" aux joutes électorales. En même temps leur répulsion et leur crainte vis-à-vis de ces secteurs, vis-à-vis du populaire en général, paraissent avoir augmenté encore après le triomphe populaire dans les élections du 16 décembre 1990. Cette répulsion et cette crainte se manifestent de façon spéciale à l'endroit des organisations populaires.

Il n'est pas aussi aisé de se prononcer sur le sujet à propos de la position d'un ensemble de secteurs des couches moyennes, formés principalement de professionnels, situés idéologiquement au centre et qui se définissent comme porteurs de modernité en politique. Au début de la période de "transition démocratique" leur appréciation des couches marginales urbaines paraissait positive, et ils semblaient s'entendre et travailler de façon constructive de concert avec elles. Mais, progressivement et particulièrement après la proclamation officielle de la candidature de Jean-Bertrand Aristide, diverses fractions de ces secteurs se rapprochèrent progressivement de la droite.

L'évaluation que cet ensemble de secteurs des couches moyennes fait des couches populaires des villes et des mouvements urbains, en particulier les organisations populaires, quant à leur contribution à la construction de la démocratie, ne doit certainement pas être trop positive.

Les intellectuels de la "gauche classique" haïtienne auraient, grosso modo, quant au sujet en question une estimation similaire à celle des intellectuels "de gauche" des pays de l'Amérique Latine. Pour eux, les couramment appelés marginaux ont joué un rôle de grande importance dans le combat contre le régime duvaliériste et dans son renversement, et dans l'intense mobilisation sociale qui secoue l'ensemble du pays depuis le 7 février 1986 ; et ils continueront sans nul doute à activer et alimenter le processus de transition démocratique. Néanmoins, en accord avec l'approche marxiste classique qui privilégie la place dans le système de production et la condition sociale des acteurs, ils tendraient à mettre l'accent sur les limitations organisationnelles intrinsèques à ces acteurs sociaux. Le modèle organisationnel adéquat et de loin le plus efficace pour le changement social et la construction de la démocratie continuerait d'être, d'après eux, le parti politique de masses ; certes un parti politique "de type nouveau" selon la grande majorité, autour duquel graviteraient les organisations populaires et

les [129] organisations de base qui sont situées dans le camp du changement.

De leur côté, les secteurs radicaux de gauche tendraient à considérer les couches marginales urbaines et toutes les classes opprimées en général comme la base du changement social et le moteur de la démocratisation du pays. Les organisations populaires auraient un rôle pas du tout négligeable dans une telle entreprise. Mais les modalités de ce rôle ne font pas l'unanimité.

Pour un petit nombre de dirigeants, les organisations populaires joueraient à l'avenir une partition de poids à l'intérieur d'un vaste et solide parti politique qui ne tarderait pas à se constituer et à agir dans le sens de la démocratisation de la vie politique et sociale du pays. La grande majorité des leaders opteraient de préférence pour une plateforme nationale composée de toutes les organisations populaires sérieuses du pays (les autres devraient disparaître en cours de route) dont l'objectif premier serait de "faire la révolution". Les liens à nouer avec le "parti révolutionnaire" dans le but d'atteindre cet objectif ne seraient pas connus encore. D'autres estiment qu'ils doivent investir l'appareil d'État, sans évidemment lui aliéner leur indépendance organisationnelle et idéologique.

Un constat digne de considération : tous nos informateurs, même ceux dont le jugement est extrêmement sévère par rapport à la performance, politique et sociale, des organisations populaires prises dans leur ensemble, opinent que celles-ci continueront d'exister, quelle que soit l'issue du mouvement populaire national, et que leur action est incontournable : exercer une pression et un contrôle soutenus sur l'État, l'obliger à diriger ses interventions dans le sens des intérêts et aspirations des classes populaires. Et ceci même après le "triomphe de la révolution" et le "changement de l'État".

Il serait aventureux de notre part de faire des prédictions sur l'avenir des organisations populaires. Celui-ci dépendra de l'évolution globale de la lutte politique et de la capacité desdites organisations à s'adapter aux nouvelles situations. Nous allons cependant présenter quelques observations d'ordre analytique qui, nous l'espérons, pourront contribuer à apprécier la place que sont appelées à occuper les organisations populaires et les couches populaires urbaines dans les luttes politiques et sociales du pays. Les observations se rapportant à

ces dernières sont nécessaires dans la mesure où elles aideront à mieux saisir la nature et le rôle des premières.

[130]

PREMIÈRE OBSERVATION

La conduite politique des couches marginales urbaines d'Haïti dans la période de crise initiée le 7 février 1986 représente un démenti à cette interprétation élitiste, anti-populaire, qui veut que le "comportement lumpen" du point de vue politique (et social) soit inhérent à la nature et soit l'apanage exclusif de ces secteurs sociaux ⁸⁸.

En effet, des traits caractéristiques du "comportement lumpen" semblent se manifester tout au moins autant dans les autres secteurs sociaux. Nous pourrions prendre, par exemple, la capacité du personnel politique de "se vendre" à des prix dérisoires et son habileté pour "le graissage de pattes". On ne contestera pas l'opinion selon laquelle les représentants de la classe politique ont remporté dans ce domaine une victoire éclatante sur les traditionnels "lumpen" de la capitale et des autres villes du pays.

Par contre, les couches populaires des villes ont pu tenir ferme depuis le début de la période de transition, en particulier après le coup d'État du 30 septembre 1991, et leur constance dans la résistance représente l'un des éléments déterminants de l'échec politique du coup.

⁸⁸ Un usage réductionniste et absolu de la démarche de Marx qui établit que la conduite politique dépend de la condition socio-économique court le risque de partager inconsciemment cette approche. Même la démarche de Marx, plus nuancée et plus riche, subit la réfutation de plusieurs sociologues, en particulier ceux versés dans l'étude des mouvements sociaux. Melucci, par exemple, affirme sans ambages que "l'action ne se déduit pas de la condition sociale. Il faut plutôt renverser la démarche..." (Melucci, Op. cit., p.18). Maheu, se référant aux mouvements sociaux et repoussant l'approche selon laquelle l'action sociale serait l'expression fidèle des rapports de classes, écrit : "Un mouvement social n'est une conduite collective de classe que d'abord et avant tout par sa capacité à additionner, à amalgamer, à unifier, bien sûr sans les fusionner, des dimensions d'un conflit social" (Louis Maheu, "Conflits et Mouvements sociaux : enjeux et caractéristiques de la domination culturelles et politique", Mimeo, version préliminaire, Montréal, Université Bishop, juin 1986, p. 15).

Et ne pourrions-nous pas croire qu'elles continueront d'être, après "le rétablissement de l'ordre constitutionnel", l'un des supports politiques et sociaux de la reprise du processus démocratique du pays ? ⁸⁹.

D'autant plus que les secteurs populaires urbains constituent l'expression vivante des contradictions profondes et durables de la société haïtienne : les relations sociales foncièrement inégalitaires, assises sur l'exploitation, l'exclusion, sociale, politique, culturelle, et l'injustice sociale ; l'autoritarisme séculaire de l'État, la corruption institutionnalisée, la manipulation politique, une structure économique inefficace, archaïque. Leurs mobilisations et leurs revendications exprimées de façon massive, persistante, véhémence, depuis février 1986, représentent une menace pour le système politique, pour l'organisation sociale et pour les pouvoirs sociaux dominants.

Leurs demandes réitérées de justice sociale et de participation, leur quête d'autonomie en matière économique, politique, sociale, organisationnelle ; la recherche de l'identité socio-culturelle ; leur détermination contre la répression et tout ce qui sent le macoutisme ; la dénonciation de la corruption et leur exigence de rénovation du [131] système politique, toutes ces attitudes et aspirations interpellent la société haïtienne dans ses points névralgiques. Elles semblent l'avertir que désormais, depuis février 1986, elle ne peut continuer à faire comme si ces couches défavorisées n'existaient pas et à les humilier incessamment. Mieux : si les divers forces et acteurs sociaux ne les élèvent pas au rang de dignes partenaires, eh bien, toute la nation continuera bloquée ; la crise ne trouvera point de solution véritable ; tout projet de modernisation et toute velléité de démocratie ne seront que chimères. Bref, ces secteurs expriment et symbolisent à la fois la décrépitude du statu quo moribond d'une part, et, d'autre part, la nécessité et la possibilité d'un ordre social moins inégalitaire, plus juste, plus performant.

Nous irons plus loin encore dans notre observation. Nous avons parlé antérieurement de cette nouvelle étape historique qui émerge au niveau mondial dans le cadre de la restructuration de l'économie mondiale et d'une recomposition des forces sociales et politiques. Nous avons également indiqué le changement opéré, dans un sens positif,

⁸⁹ Elles ont beaucoup souffert de la répression policière qui les a harcelées sans merci et sans répit depuis la nuit du coup d'État. Cette réalité ne serait-elle pas un témoignage de la crainte qu'elles inspirent aux tenants du statu quo à cause du potentiel de changement qu'elles contiennent ?

dans l'intellectualité latino-américaine en particulier, mais, également dans d'autres régions de la planète, notamment en Europe, quant à l'appréciation de l'action politico-sociale des communément appelés marginaux. Nous oserions penser que ces secteurs des bidonvilles et quartiers peuplés des villes d'Haïti peuvent être porteurs d'un espoir de progrès et de démocratie pour le pays, partageant ainsi le point de vue d'Alain Touraine.

Celui-ci, faisant sienne l'opinion de F. Dubet, s'exprime en ces termes :

"Les marginaux - comme F. Dubet l'a montré dans la recherche qu'il mène en France - sont plus "centraux" que les autres groupes, parce que, à travers leur marginalité et leurs éléments d'action dispersés, ils se situent déjà dans l'univers des notions et des forces qui correspondent au nouveau processus qui prend forme. À la lumière de ce qu'on peut observer dans les pays d'Europe, on peut dire que ces nouveaux mouvements sociaux renferment en plusieurs aspects plus de modernité que les grandes forces politiques et syndicales, forces très rationnellement organisées, mais qui appartiennent à une société en perte de vitesse et qui petit à petit disparaît.[...] En dépit de leur caractère désorganisé, de leur absence de capacité d'action organisée, les marginaux représentent probablement la catégorie sociale qui porte en elle avec le plus de force le changement du scénario et la définition d'un nouveau champ historique qui verra naître des mouvements [132] sociaux structurels, des mouvements sociaux proprement dits." ⁹⁰. (Souligné par nous)

Le comportement de ces catégories sociales en Haïti depuis 1986 ; leur poids considérable du point de vue économique et socio-culturel ; la faillite, la médiocrité, la platitude et l'absence de vision, le manque absolu de sens du national de nos soi-disant élites économiques, politiques, intellectuelles ; finalement le harcèlement systématique dont lesdites catégories furent l'objet durant la période du coup d'État (du 30 septembre 1991), tous ces éléments nous renforcent dans cet optimisme.

⁹⁰ A. Touraine, "La centralidad de los marginales" paru dans *Proposiciones*, No. 14, Ediciones Sur, Août 1987, 223 (texte traduit par nous de l'espagnol). Eugenio Tironi, se référant à l'importance des marginaux dans la construction de l'avenir des sociétés latino-américaines, parle de "nouvelle modernité".

DEUXIÈME OBSERVATION

Il est indéniable que les secteurs franchement conservateurs de même que ceux du centre idéologique, par leur haine et/ou leur crainte des classes populaires, ne cessent de sataniser les organisations populaires et de leur prêter un appétit pour la violence dont en fait ils n'ont fait preuve réellement que verbalement ou de manière occasionnelle et isolée. Nous pourrions avancer qu'en réalité les organisations populaires "provoquent plus de peur que de mal". Le spectre du "supplice du collier" qu'elles agitaient de temps en temps à l'endroit des ennemis du changement, de même que l'habitude arrogante de traiter de macoutes ceux qui simplement ne partagent pas leur idéologie dénotent visiblement un potentiel d'anti-démocratie. Quoiqu'on puisse objecter que leurs menaces d'application du "Pè Lebrén" constitueraient en fait une sorte de digue contre les opposants de la démocratie. Mais, cette logique relève évidemment à la fois du despotisme et de l'irrationnel qui octroierait à celui qui se propose de protéger la démocratie le droit d'utiliser des méthodes anti-démocratiques

On peut également opiner que les organisations populaires pourraient, avec un minimum d'efforts, augmenter leur capacité organisationnelle. Dans tous les cas, les deux constats mentionnés n'autorisent pas à décréter l'inopérabilité future desdites organisations, encore moins à prononcer leur arrêt de mort. En effet :

Premièrement : outre les arguments, que nous avons avancés antérieurement, relatifs au caractère profondément autoritaire des institutions et structures de la formation sociale haïtienne et à l'absence de tradition démocratique dans le pays, nous voudrions évoquer la [133] jeunesse de cette nouvelle forme de conduite collective conflictuelle que sont les organisations populaires. Il n'est pas difficile de comprendre que dans les premiers moments la contestation à une révoltante situation d'injustice sociale et de violence institutionnalisée se manifeste de façon intempestive et émotionnelle.⁹¹

⁹¹ Voici un exemple historique d'une situation similaire. Les premières réactions des ouvriers anglais qui s'attaquaient aux machines qu'ils opéraient. Leur organisation en un mouvement solide, stable et équilibré ne se réalisa que progressivement, à travers des étapes glorieuses, mais pareillement des

Nous avons heureusement noté un élément qui peut éventuellement aider à corriger cette situation. Il s'agit de la reconnaissance, exprimée avec insistance et sans équivoque par nos informateurs, d'un manque presque absolu de formation idéologique, et intellectuelle, de la part des militants et de la nécessité impérieuse de combler ce vide, ainsi que des efforts déployés par eux en ce sens. Il revient aux intellectuels, aux centres de formation et aux politiciens compétents en la matière de relever ce défi ⁹² et d'investir de manière productive, dans l'œuvre de construction de la démocratie, cet inappréciable capital humain et politique que nous avons en la personne des dirigeants - et des militants de base également - des organisations populaires.

Deuxièmement : la faiblesse (le terme adéquat pourrait être plutôt originalité) structurelle des organisations populaires choque (dérange ?) presque tous. La plupart des dirigeants interviewés mêmes estiment, comme nous l'avons dit auparavant, qu'ils ont un immense travail à réaliser dans ce domaine. Déjà on trouve une sorte de rassemblement des organisations populaires appelé plate-forme. Le gouvernement "Lavalas" avait initié avec elles un mouvement d'intégration dans l'appareil d'État ⁹³. De nos jours, dans le secteur démocratique on projette comme une tâche imminente, au lendemain de la réinstallation du gouvernement démocratique, la structuration de ces organisations.

Disons simplement que toute démarche en ce sens devra considérer, outre les éléments d'analyse que nous avons esquissés plus haut, à

moments de repli et des échecs de taille. Nous pourrions donner également cette opinion de Touraine : "Dans toute lutte sociale est présente aussi une contestation contre la société, une agressivité contre les personnes et les biens, un désir, comme disait un des étudiants avec qui nous avons travaillé à Amiens, de 'casser la baraque'. C'est seulement la réinterprétation et la reprise par une lutte sociale, avec ce qu'elle comprend de solidarité et de responsabilité, de ces conduites de destruction et d'auto-destruction qui peut en libérer ceux qui y sont enfermés". ("La voix et le regard", Éditions du Seuil, Paris, 1978, p.129).

⁹² Pareille tâche est urgente dans cette période de transition démocratique, et elle devrait viser les classes populaires et les divers secteurs de la population, de même que les différentes institutions et organisations politiques et sociales, telles que l'École, l'Université, les Églises, le Parlement.

⁹³ Cette initiative fut critiquée par plusieurs dirigeants des organisations populaires ainsi que par des intégrants du mouvement "Lavalas".

savoir : 1) l'adéquation de ce nouveau type de structure organisationnelle à la nouvelle configuration structurelle, sociale, politique et culturelle des sociétés actuelles, 2) leur concordance - hypothétique - avec le poids remarquable de l'informel à tous les niveaux de la société haïtienne, 3) leur efficacité ponctuelle dans le mouvement populaire national, outre ces éléments d'analyse, disions-nous, les remarques suivantes :

L'une des expressions constantes de la période de transition est l'imprévisibilité. Même si on soutient que des transformations [134] structurelles importantes se produiront inévitablement au niveau de la société globale, personne ne peut assurer quelles seront l'orientation exacte et la profondeur des mutations au niveau des acteurs sociaux et institutionnels. Mais, une chose est claire : nous assistons en Haïti - parallèlement aux transformations sociétales qui se produisent dans les diverses régions du globe - à une recomposition des forces politiques, de même qu'à de solides interrogations sur les systèmes traditionnels de représentation politique et sociale et la formation de nouveaux modèles organisationnels. Témoins le rôle moteur des classes dominées dans le processus de transition démocratique et l'émergence de nouveaux mouvements associatifs, dont les organisations populaires dans le pays.

Il n'est pas saugrenu de penser qu'hypothétiquement ces dernières constituent, en tant que produit de cette opération de destruction/reconstruction de l'organisation économique-sociale et politique mondiale, l'embryon d'un nouveau type organisationnel, lequel, à travers un processus plus ou moins long de transformations, comprenant apprentissages, faux pas, accumulation d'expériences positives et ajustements adéquats, arrivera à l'avenir à gagner une légitimité nationale et une efficacité sociale et politique appréciable. Il paraît donc convenable de scruter cette forme de conduite conflictuelle collective dans une perspective d'avenir et dans le cadre du déroulement du combat politique national en cours.

De toute façon, il serait regrettable, à notre avis, que les organisations populaires aliènent leur indépendance pour s'intégrer de manière organique aux partis politiques ou à l'État. Elles perdraient du coup ce qui fait leur originalité et leur force, se dénatureraient et entreraient dans une contradiction avec leur nature même : comme indiqué antérieurement, une de leurs particularités est de se situer en marge de

l'institutionnalité, de miner même l'ordre institutionnel existant, que les partis politiques et les organes d'État portent comme une camisole de force tout au long de leur existence.

Les organisations populaires pourraient à l'avenir arriver à représenter "la conscience critique" des partis politiques eux-mêmes et du système politique en général, un groupe de pression qui rappelle aux responsables politiques et sociaux l'exigence de "ne pas s'écarter de la volonté populaire" et "d'avoir un comportement correct", une espèce de redresseur de torts, en bref, qui s'en prendrait résolument au système de domination et contribuerait à déraciner ses vices séculaires : [135] l'exclusion et l'injustice sociale ; la répression et le terrorisme d'État ; le bureaucratisme, la manipulation, l'intrigue et le mensonge ; la corruption et le népotisme ; l'obscurantisme, la médiocrité et l'inefficacité.

Mais, un grave danger plane tout aussi bien sur ces organisations : celui de l'enlisement dans le sectarisme et l'autoritarisme, dans la démagogie, la phraséologie primaire et la stérilité. On devra dans ce cas s'attendre à la mort de cette créature qui renferme les germes d'un avenir prometteur.

Tels sont les objectifs que nous nous sommes fixés dans ce travail : pointer du doigt les périls qui menacent les organisations populaires en même temps que faire ressortir leurs potentialités ; inviter le "secteur démocratique", et d'une façon spéciale les dirigeants et militants de base des dites organisations, à réfléchir sur cette expérience, à "rectifier le tir" là où ils le jugent nécessaire ; mais, avant tout, comme préalable même, mettre en relief l'originalité et la nouveauté, l'actualité de ce nouveau type d'organisation, et inviter, donc, les démocrates et, en premier chef, les membres de ces organisations à les regarder avec des yeux neufs et à contribuer à ce qu'elles soient porteuses d'espoir et non messagères de malheur.

[136]

NOTES DU CHAPITRE 4

Pour en faciliter la lecture, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, nous avons converti toutes les notes en fin de chapitre en notes de bas de page. JMT.

[137]

[138]

[139]

Les organisations populaires en Haïti.
*Une étude exploratoire de la zone métropolitaine
de Port-au-Prince.*

REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

[Retour à la table des matières](#)

ARICO JOSE, *Marx y América Latina*, CEDEP, Lima, Pérou, 1980.

BRECHT BERTOLD, *Escritos sobre teatro*, Tome 2, Nueva Vision, Buenos Aires, 1973.

CALDERON FERNANDO G. (sous la direction de) *Los movimientos Sociales ante la crisis*, Universidad de las Naciones Unidas, Buenos Aires, 1986.

CAMPERO GUILLERMO, *Entre la sobrevivencia y la action politica - Las organizaciones depobladores en Santiago*, Estudios ILET, Santiago, 1987.

CARDOSO FERNANDO HENRIQUE, *Cuestiones de Sociologia del desarrollo en América latina*, Santiago : Universitaria, Chile, 1968.

CASTELLS MANUEL, *La question urbaine*, Maspéro, Paris, 1972.

Movimiento de Pobiadores Y lucha de clases, CIDU, Universidad Catolica de Chile, Santiago, Revista EURE no. 7, Santiago de Chile, 1973.

CONFERENCE HAÏTIENNE DES RELIGIEUX (CHR), *Bulletin Dossier de la Conférence Haïtienne des Religieux de 1981*.

FANON FRANTZ, *Les damnés de la terre*, Maspéro, 1961.

GALLARDO HELIO, *Actores y procesos politicos latinoamericanos*, DEI, San José, Costa Rica.

GARCIA CANCLINI NESTOR, *Las culturas populares en el capitalismo*, Nueva Imagen, México, 1986.

GERMANI GINO, *Politica y Sociedad en una época de transición*, Paidós, Buenos Aires, 1969.

[140]

GOODMAN ANDREW, *Organisational Characteristics, Organisational Democracy and Social Change*, CERLAC (Center for Research on Latin America and the Caribbean).

HECTOR CARY ET JADOTTE HERARD, *Haiti et l'après Duvalier*, Henry Deschamps/CIDIHCA, 1991.

HENRY WILSON MAXINE, *Community Councils-The Jamican expérience* (Final Report on Collaborative Research Project on Organisations for Community Power and Roots Democracy in Center America and the Caribbean) CERLAC, 1991.

KAUFMAN MICHAEL, *Differential participation : Men, women and popular power*, CERLAC, Mars 1991.

KAUFMAN MICHAEL - PINEDA MAGALY, *Methodological Issues and Research Questions for studying Differential Participation*, CERLAC, 1991.

MACPHERSON C.B. *The life and times of liberal democracy*, Oxford University Press, 1977.

MARX KARL, *Le 18 Brumaire de Napoléon Bonaparte*, Tome I, Éditions du progrès, Moscou, 1974.

MELLUCI A, *Mouvements sociaux, mouvements post-politiques* (in Revue Internationale d'Action Communautaire, no. 10/50, automne 1983.)

NUN JOSE, *Superbiación, ejercicito industrial de reserva y masa marginal*, *Revista Latinoamericana de Sociologia*, Buenos Aires, 1969.

PATEMAN CAROLE, *Participation and Democratic Theory*, Cambridge University Press, 1970.

PATTEN STEVE, *The transformation of liberal capitalist society and the role of new social movements*, CERLAC, 1991.

[141]

PORTANTIERO JUAN CARLOS, *Los usos de Gramsci* Foliones S.A., México, 1982.

SCHILD VERONICA, *The hidden politics or urban social movements*, CERLAC.

TIRONI EUGENIO, *Marginalidad, movimientos sociales y democracia*, *Revue Propositiones*, no. 14. SUR, août 1987, Santigao, Chile

TOURAINÉ ALAIN, *La centralidad de los marginales*, *Revue Propositiones*, no. 14, SUR, août 1987, Santiago de Chile

Les sociétés dépendantes, Duculot, Bruxelles, 1976.

[142]

[143]

Les organisations populaires en Haïti.
*Une étude exploratoire de la zone métropolitaine
de Port-au-Prince.*

Table des matières

Quatrième de couverture

Présentation [5]

Introduction [7]

Chapitre 1. Les organisations populaires en Amérique Latine et dans la Caraïbe. [13]

Chapitre 2. Historique du mouvement populaire. Processus de formation des O.P. [33]

Chapitre 3. Identité et grandes orientations politico-culturelles. [59]

Chapitre 4. Structure organisationnelle et fonctionnement interne des organisations populaires. [89]

Chapitre 5. Perspectives et remarques finales [119]

Repères bibliographiques [139]

[144]

ISBN 2-8954-009-X

Dépôt légal 98-02-049

Bibliothèque Nationale du Québec

Bibliothèque Nationale du Canada

Bibliothèque Nationale d'Haïti

Achévé d'imprimer en mai 1998

sur les presses de

Bois Caïman

No. 119 rue Frères Simmonds, Route de l'Aéroport,

B. P.1 3441, Delmas, Haïti